

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES NON-VIOLENT ET VIOLENT DE LA  
TCHÉCOSLOVAQUIE ET DE LA ROUMANIE (1989) EN PERSPECTIVE  
COMPARÉE : UNE ÉTUDE SOCIO-HISTORIQUE FONDÉE SUR LES TYPES  
DE RÉGIMES RENVERSÉS ET LEUR ÉVOLUTION HISTORIQUE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR  
CAROLINE MALLETTE

DÉCEMBRE 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.03-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, Frédérick-Guillaume Dufour pour m'avoir constamment encouragée à me dépasser et m'avoir intellectuellement stimulée et guidée depuis plus de trois ans. C'est à lui que je dois mon intérêt pour la sociologie des révolutions, un champ d'étude auquel j'ai été confrontée pour la première fois dans le cadre du cours de sociologie politique qu'il enseignait au baccalauréat, ainsi que pour la sociologie historique de manière générale. Si je ne suis pas encore fixée sur la recherche que je compte mener dans le cadre de mes études doctorales, il est certain que les grands questionnements, théories, débats et thèmes explorés dans le cadre de ce mémoire, et plus largement lors de ma formation sociologique à l'UQAM, constituent une base solide sur laquelle m'appuyer pour la suite de mon parcours au département de science politique de *University of Toronto*.

Je remercie Marilou Favreau-Léger et Alexis N. Brabant pour leurs encouragements et pour les longues et fréquentes discussions qui ont nourri ma réflexion. Je remercie également mes parents, qui m'ont donné le goût des études et m'ont toujours encouragée dans mes projets, même lorsque j'ai décidé de m'inscrire au baccalauréat en sociologie ! Surtout, je remercie mon coéquipier Louis Donelle, qui m'a appris à viser haut, m'a soutenue émotivement à travers le stress et la fatigue, et a célébré avec moi les bons coups et les succès. Je le remercie aussi pour son aide au niveau intellectuel, car si ses connaissances sociologiques sont limitées, il a su m'amener à affiner mes arguments et à organiser mes idées, au fil de longues discussions.

Je remercie également le Fonds de recherche – Société et culture (FRQSC) ainsi que le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour le soutien financier qu'ils m'ont accordé pour la réalisation de ce mémoire. Je remercie aussi la bibliothèque de l'Université McGill pour avoir mis à ma disposition des ressources

bibliographiques riches et variées et sans qui ce travail de recherche n'aurait pas pu être réalisé dans sa forme actuelle. Je remercie finalement les professeurs ayant rédigé des lettres de recommandation à mon égard à plusieurs reprises à travers mon parcours à l'UQAM, pour leur générosité et leurs précieux commentaires m'ayant aidée à améliorer mes dossiers de candidature. Chiara Piazzesi, Julian Durazo-Herrmann, Marcos Ancelovici, et Frédérick-Guillaume Dufour, je vous dis merci.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
TABLE DES MATIÈRES .....	iv
LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
1989 ET L'ÉTUDE DES CHANGEMENTS DE RÉGIMES : APPROCHES, CONCEPTS ET MÉTHODOLOGIE .....	10
1.1 L'étude des changements de régimes : Un survol de la littérature .....	10
1.1.1 La sociologie des révolutions.....	11
1.1.2 La transitologie .....	15
1.2 Une perspective stato-centrée et historique .....	20
1.3 Types de régimes et processus révolutionnaires : Quelques pistes.....	26
1.4 Clarifications conceptuelles .....	32
1.5 Méthodologie .....	38
1.5.1 Hypothèses et périodisation .....	41
1.5.2 Sélection des cas .....	43
CHAPITRE II	
ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES, ÉTABLISSEMENT ET TYPES DE RÉGIMES SOCIALISTES EN TCHÉCOSLOVAQUIE ET EN ROUMANIE.....	45
2.1 Héritages historiques de la période présocialiste et équilibre des forces politiques ..	46
2.1.1 Tchécoslovaquie .....	47
2.1.2 Roumanie .....	50
2.2 Établissement des régimes socialistes : Différentes voies .....	56
2.2.1 Approche graduelle et autonome en Tchécoslovaquie .....	57
2.2.2 Imposition soviétique en Roumanie.....	61
2.3 Différents types de régimes socialistes, 1947-48 – 1965.....	63
2.3.1 La Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire.....	63
2.3.2 Socialisme nationaliste en Roumanie .....	67
2.4 Conclusion .....	74

CHAPITRE III	
1965-1968 COMME POINT TOURNANT : ÉVOLUTION DES RÉGIMES FACE À DES PRESSIONS INTERNES ET EXTERNES.....	76
3.1 Printemps de Prague et normalisation en Tchécoslovaquie.....	78
3.1.1 La voie des réformes comme réponse aux difficultés économiques.....	78
3.1.2 Normalisation et orthodoxie face à une invasion extérieure.....	82
3.2 L'ère de Ceaușescu en Roumanie : Sultanisme et nationalisme.....	85
3.2.1 Succession du leadership et consolidation du pouvoir : Rupture face à Gheorghiu-Dej et politiques populaires, 1965-1970.....	85
3.2.2 Le sultanisme de Ceaușescu et ses composantes, 1970-1989.....	87
3.2.3 Des coupures dans les services publics face aux difficultés économiques.....	93
3.3 Conclusion.....	94
CHAPITRE IV	
LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET DE LA ROUMANIE : LES CARACTÉRISTIQUES DES RÉGIMES ET LEUR IMPACT SUR LE CARACTÈRE VIOLENT OU NON-VIOLENT DES RÉVOLUTIONS.....	97
4.1 Les processus révolutionnaires : Les événements.....	99
4.1.1 Révolution non-violente en Tchécoslovaquie.....	99
4.1.2 Révolution violente en Roumanie.....	102
4.2 L'impact des caractéristiques des régimes sur les processus révolutionnaires.....	106
4.2.1 Leadership : Niveau supérieur.....	106
4.2.2 Légitimité et déclin idéologique : Des niveaux inférieurs aux niveaux supérieurs.....	111
4.2.3 Capacité répressive : Niveaux inférieur et intermédiaire.....	117
4.2.4 Force de l'opposition.....	125
4.3 Conclusion.....	130
CONCLUSION.....	133
Résumé de l'argument.....	134
Apports et limites de la recherche.....	137
Avenues pour la recherche future.....	141
RÉFÉRENCES.....	143

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure		Page
2.1	Héritage historique et force et faiblesse des partis communistes tchécoslovaque et roumain	56
Tableau		Page
1.1	Processus révolutionnaires et violence	36

## RÉSUMÉ

Trois types de changement de régime ont été identifiés parmi la vague de révolutions de 1989 en Europe centrale et orientale, soit (1) des transitions négociées en Pologne et en Hongrie, (2) des révolutions non-violentes en Tchécoslovaquie et en République Démocratique Allemande (RDA), et (3) une révolution violente en Roumanie. S'il est facilement concevable que les régimes réformateurs qu'étaient la Pologne et la Hongrie aient opté pour la voie de la transition négociée, la Tchécoslovaquie, la RDA et la Roumanie avaient refusé la voie des réformes. C'est pourquoi cette recherche s'attache à expliquer les différences dans les processus révolutionnaires de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Plus précisément, pourquoi la Révolution roumaine a-t-elle pris une forme violente, alors que la Révolution tchécoslovaque prit la forme d'une révolution non-violente ? Dans le but de combler certaines lacunes de la littérature sur les changements de régime de 1989, et suivant l'adoption d'une approche théorique stato-centrée et historique, l'objectif est de proposer une analyse comparative empiriquement détaillée des différences entre les processus révolutionnaires de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, fondée sur des continuités historiques entre les périodes présocialiste et socialiste, et axée sur les différences entre les régimes établis dans chacun des pays. L'argument défendu dans le cadre de cette recherche est que l'héritage présocialiste spécifique à chacun des pays a favorisé l'établissement de différents types de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie en 1947-1948, ayant subséquentement évolué dans des directions différentes pendant la période socialiste face à des pressions internes et externes. Une combinaison de caractéristiques de ces différents régimes (leadership, déclin idéologique et légitimité, capacité répressive, force de l'opposition) a donné lieu à des dynamiques spécifiques de défection et de coalition durant les processus révolutionnaires, ayant été décisives pour rendre les processus révolutionnaires non-violent dans le cas de la Tchécoslovaquie et violent dans le cas de la Roumanie. Cette recherche se présente ainsi comme une tentative de lier structure (causes éloignées) et agentivité (causes de proximité), par le biais d'une structure argumentative s'apparentant à la stratégie intégrative de l'entonnoir (*funnel strategy*), où le point de mire est graduellement resserré du niveau macro au niveau micro.

Mots-clés : révolution (1989), processus révolutionnaire, régimes, Tchécoslovaquie, Roumanie, violence contre-révolutionnaire, sociologie historique

## INTRODUCTION

*Some events are more consequential than others. Revolutions are among the most momentous in world history. How can we study such epochal historical moments?*

– Richard Lachmann<sup>1</sup>

*The most puzzling aspect of the end of socialism [...] was its largely peaceful character. [...] This apparent acquiescence in the face of challenges to their power was in violation [...] of one of the most widely accepted maxims of politics. As Marx once put it: ruling classes do not give up power willingly.*

– Valerie Bunce<sup>2</sup>

*events [...] are constituted as well as constitutive.*

– William H. Sewell Jr.<sup>3</sup>

Le « socialisme » en Europe centrale et orientale est maintenant un chapitre clos de l'histoire. Le déploiement rapide de la « vague de révolutions » de 1989 a pris le monde par surprise. Jusqu'à l'automne 1989, les mouvements d'opposition aux régimes socialistes<sup>4</sup> semblaient extrêmement faibles, voire inexistants, l'apparente impossibilité de contester les régimes avait été confirmée par la suppression violente

---

<sup>1</sup> Richard Lachmann. 2013. *What is Historical Sociology?*, Cambridge: Polity Press, p.31.

<sup>2</sup> Valerie Bunce. 1999. *Subversive Institutions: The Design and the Destruction of Socialism and the State*, New York: Cambridge University Press, p.5.

<sup>3</sup> William H. Sewell Jr. 1990. « Three Temporalities: Toward a Sociology of the Event », CSST Working Papers, no.58, Ann Arbor: University of Michigan, p.23; cité dans Grzegorz Ekiert. 1996. *The State Against Society. Political Crises and their Aftermath in East Central Europe*, Princeton: Princeton University Press, p.11.

<sup>4</sup> Nous qualifions les régimes comme étant « socialistes », car les qualifier de « communistes » impliquerait qu'ils aient atteint le niveau communiste de développement, ce que les régimes eux-mêmes n'ont jamais reconnu avoir fait. Il ne s'agit pas ici d'une reconnaissance quant au fait que ces pays aient atteint l'étape « socialiste » de développement, car nous croyons plutôt comme certains auteurs (Mandel 1991, Trotsky 1937 et 1942) qu'il s'agissait en fait de sociétés transitionnelles, situées entre le capitalisme et le socialisme. Toutefois, les régimes ont déclaré avoir atteint le « socialisme », et c'est pourquoi ce terme sera utilisé. Le terme « communiste » va toutefois être utilisé pour parler d'individus ou de partis se réclamant de ce projet.

des mouvements de réforme en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, et l'empire soviétique accompagné de ses satellites apparaissait comme une force indestructible sur la scène internationale. Et pourtant, à l'automne de 1989, une vague de révolutions parmi les plus inattendues de l'histoire a renversé les régimes de type soviétique d'Europe centrale et orientale. Un des éléments les plus surprenants pour les chercheurs s'intéressant aux changements de régimes a été le caractère généralement non-violent de ces révolutions. Ces nouveaux cas empiriques de révolutions, en plus de ceux de l'Iran (1979) et du Nicaragua (1979), ont donc forcé les sociologues des révolutions à revoir leurs cadres théoriques et leurs définitions conceptuelles depuis les années 1980.

En effet, jusqu'au début des années 1980, les définitions dominantes des révolutions, à l'extérieur des débats marxistes sur les révolutions bourgeoises, incluaient trois éléments : (1) un changement radical dans les valeurs et institutions d'une société, (2) des actions et mobilisations de masse, et (3) la violence<sup>5</sup>. Ces trois éléments se retrouvent notamment dans la définition des révolutions sociales de Theda Skocpol, qui qualifie celles-ci de: « transformations rapides et fondamentales de l'État et des structures de classes d'une société, accompagnées et s'accomplissant en partie d'en bas par des révoltes de classes<sup>6</sup>.» Les définitions plus récentes conçoivent généralement les changements dans les valeurs et les institutions d'une société ainsi que la violence comme des facteurs contingents des révolutions devant être expliqués, plutôt que comme faisant partie intégrante de la définition d'une révolution<sup>7</sup>. Un bon

---

<sup>5</sup> Jack Goldstone. 2003. « Comparative Historical Analysis and Knowledge Accumulation in the Study of Revolutions » dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge: Cambridge University Press, p.53.

<sup>6</sup> Theda Skocpol. 1985. *États et révolutions sociales: La révolution en France, en Russie et en Chine*, collection « L'Espace du politique », Paris: Éditions Fayard, p.59.

<sup>7</sup> Jack Goldstone. 2003. *op cit.*, p.53.

exemple de cette évolution conceptuelle est la définition<sup>8</sup> donnée par Jack Goldstone, qui définit une révolution comme « *an effort to transform the political institutions and the justifications for political authority in a society, accompanied by formal or informal mass mobilization and noninstitutionalized actions that undermine existing authorities*<sup>9</sup> ».

Toutefois, les chercheurs ont eu tendance à dresser un portrait historique linéaire de l'évolution des révolutions, c'est-à-dire l'évolution des révolutions en tant que processus violents vers des processus majoritairement non violents, à partir de la Révolution iranienne. Or, s'il est vrai que la possibilité pour une population de renverser un régime dans la non-violence semble être une nouveauté historique<sup>10</sup>, les révolutions violentes n'ont pas pour autant cessé. En ce sens, il n'est pas suffisant de mentionner ou même d'expliquer le mouvement historique des révolutions de la violence à la non-violence, il faut également expliquer pourquoi dans la période post-1979, certaines révolutions ont été violentes alors que d'autres non.

Les révolutions de 1989 sont généralement mises de l'avant en tant que cas quasi-idéaltypiques de révolutions non-violentes. Il est toutefois possible d'identifier trois types de changement de régime en Europe centrale et orientale en 1989, soit (1) des transitions négociées en Pologne et en Hongrie, (2) des révolutions de velours en Tchécoslovaquie et en République Démocratique Allemande (RDA), et (3) une

---

<sup>8</sup> Cette définition démontre bien l'évolution des critères considérés dans les définitions des révolutions. Nous considérons toutefois cette définition comme trop large et préférons adopter celle formulée par Jeff Goodwin (voir page 33).

<sup>9</sup> Jack Goldstone. 2001. « Toward a Fourth Generation of Revolutionary Theory », *Annual Review of Political Science*, vol.4, p.142.

<sup>10</sup> Voir Daniel P. Ritter. 2015. *The Iron Cage of Liberalism: International Politics and Unarmed Revolutions in the Middle East and North Africa*, Oxford: Oxford University Press, 273p.

révolution violente en Roumanie<sup>11</sup>. Ce résultat, sous forme de trois types de changements de régime, est surprenant à plusieurs égards. En effet, si les pays d'Europe centrale et orientale avaient des trajectoires « nationales » spécifiques et jouissaient de développements économiques sensiblement différents, ils ont tous été sujets à une influence allemande grandissante durant l'entre-deux-guerres, se sont fait imposer des régimes socialistes modelés sur le modèle soviétique après la Seconde Guerre mondiale, en plus d'être membres du Pacte de Varsovie<sup>12</sup>. Leurs régimes socialistes sont d'ailleurs tombés à quelques semaines d'intervalles, dans ce qui a été qualifié d'une seule et même « vague de révolutions », de « révolutions entremêlées<sup>13</sup> », ou encore de « crescendo révolutionnaire<sup>14</sup> ». De plus, si l'on peut facilement concevoir que les régimes réformateurs qu'étaient la Pologne et la Hongrie aient opté pour la voie de la transition négociée, autant la Tchécoslovaquie que la Roumanie étaient des régimes socialistes ayant refusé la voie des réformes. En ce sens, il est intéressant de se questionner sur les raisons de cette variation entre les types de changements de régime de la Tchécoslovaquie et la RDA d'un côté, et de la Roumanie de l'autre.

- 
- <sup>11</sup> Voir Jeff Goodwin. 2001. *No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge: Cambridge University Press, 428p.; Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 479p.; Mark R. Thompson. 2004. *Democratic Revolutions: Asia and Eastern Europe*, Londres: Routledge, 192p.; Steven Saxonberg. 2001. *The Fall. A Comparative Study of the End of Communism in Czechoslovakia, East Germany, Hungary and Poland*, Amsterdam: Harwood Academic Publishers, 434p.; Dragos Petrescu. 2014b. *Entangled Revolutions: The Breakdown of Communist Regimes in East-Central Europe*, Bucarest: Editura Enciclopedică, 438p.; Grzegorz Ekiert. 1991. « Democratization Processes in East Central Europe: A Theoretical Reconsideration », *British Journal of Political Science*, vol.21, no.3, pp.285-313.
- <sup>12</sup> Wendy Hollis. 1999. *Democratic Consolidation in Eastern Europe: The Influence of the Communist Legacy in Hungary, the Czech Republic, and Romania*, Boulder et New York: East European Monographs et Columbia University Press, p.4.
- <sup>13</sup> Dragos Petrescu. 2014b. *op cit.*
- <sup>14</sup> Ivan T. Berend. 1996. *Central and Eastern Europe, 1944-1993: Detour from the Periphery to the Periphery*, Cambridge: Cambridge University Press, p.281.

S'il existe une abondance de recherches sur le cas de la Révolution roumaine à elle seule, et une abondance d'études comparatives sur les cas de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la RDA, la Roumanie n'est presque jamais incluse dans les comparaisons avec ses pays voisins, en raison de son « exceptionnalisme ». Il faut reconnaître qu'en référence aux définitions des révolutions dominantes jusqu'au début des années 1980, le cas roumain représente un certain paradoxe, dans la mesure où les événements de 1989 en Roumanie ont été perçus comme les plus « authentiquement révolutionnaires » des cas de 1989, avec des confrontations rapides et violentes entre la population et le régime, alors que le résultat révolutionnaire roumain immédiat de 1989 aura été le moins « authentiquement révolutionnaire », le nouveau régime étant dominé par des individus fortement liés au Parti communiste roumain. Plutôt que de tenter d'expliquer l'exceptionnalisme de la trajectoire révolutionnaire roumaine hors comparaison comme la plupart des études, cette recherche vise à expliquer le processus révolutionnaire violent de la Roumanie en comparant celui-ci avec un processus révolutionnaire non-violent, ici la trajectoire révolutionnaire tchécoslovaque. Le choix de la Tchécoslovaquie réside dans la relative proximité entre le type de changement de régime qui y prit place (révolution de velours) et celui qui prit place en Roumanie (révolution violente), lorsque comparé au troisième type de changement de régime d'Europe centrale et orientale, soit la transition négociée, un type situé à la limite du concept de révolution. Pour cette raison, et puisque le but de cette étude est d'expliquer les différences entre deux cas en ce qui a trait à la violence dans les processus révolutionnaires, il est ainsi plus approprié au niveau du contrôle des variables de comparer la Roumanie avec la Tchécoslovaquie, qu'avec la Pologne ou la Hongrie (transitions négociées) puisque trop de différences rendraient difficile l'isolation des déterminants de la violence. De plus, le cas tchécoslovaque est un cas particulièrement intéressant, puisque le changement de régime s'est déroulé de

manière pacifique bien que le régime ait été *hardline*<sup>15</sup> et que la vague précédente de changement dans le pays (Printemps de Prague, 1968) ait été supprimée par une invasion militaire.

La logique de « vague » ou d'«entremêlement » des révolutions de 1989 a mené à des analyses intéressantes en termes de séquence et d'« effet boule de neige »<sup>16</sup>, qui désigne le fait que « *[a]n important cause for x in one country may be the occurrence of x in another country* »<sup>17</sup>. Plus spécifiquement, les événements dans les autres pays ont encouragé les populations à croire que le changement était possible dans leur propre pays<sup>18</sup>. Si cet argument de l'effet boule de neige est particulièrement convaincant pour expliquer l'émergence des révolutions (causes)<sup>19</sup>, pourrait-il fournir un élément d'explication de la variation dans les processus révolutionnaires ? Autrement dit, si la diffusion permet d'expliquer l'émergence de mouvements d'opposition et de mobilisations populaires dans tous les pays les uns à la suite des autres, peut-elle également expliquer les actions des régimes face à ces mobilisations ? Par exemple, le caractère non-violent de la réponse du régime tchécoslovaque, malgré la présence d'un régime rigide, pourrait en partie être expliqué par les précédentes transformations non-violentes en Pologne, Hongrie et

---

<sup>15</sup> La distinction entre *hardline* et *softline* est issue de Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, 120p. Toutefois, une traduction par « rigide » ou « ligne dure » sera utilisée pour la suite.

<sup>16</sup> Voir notamment Dragos Petrescu. 2014b. *op cit.* Voir aussi Mark Kramer. 2013. « The Dynamics of Diffusion in the Soviet Bloc and the Impact on Regime Survival » dans Martin K. Dimitrov (dir.), *Why Communism Did Not Collapse. Understanding Authoritarian Regime Resilience in Asia and Eastern Europe*, New York: Cambridge University Press, pp.149-184.

<sup>17</sup> Samuel P. Huntington. 1993. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman: University of Oklahoma Press, p.33.

<sup>18</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.22.

<sup>19</sup> Václav Havel en Tchécoslovaquie, de même que des participants à la Révolution roumaine ont d'ailleurs mentionné l'effet de l'effondrement des régimes voisins sur l'émergence des mobilisations populaires de 1989. Voir Dragos Petrescu. 2014b. *op cit.* Sur les effets de diffusion de la mobilisation en Tchécoslovaquie, voir Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, pp.326-328.

RDA. Or, ce type d'argument, et l'absence de comparaisons entre les cas tchécoslovaque et roumain, engendrent une minimisation des différences entre les révolutions non-violentes en RDA et en Tchécoslovaquie, et les transitions négociées en Pologne et en Hongrie. On oublie ainsi que la crainte d'une répression meurtrière par le régime tchécoslovaque était bien réelle et que l'option d'utiliser la force a été sérieusement contemplée par le régime dans la première semaine de la révolution<sup>20</sup>. De plus, l'argument de la séquence est mis à mal si l'on essaie de l'appliquer au cas roumain. En effet, puisque la révolution roumaine a été la dernière de l'année 1989, l'on pourrait penser que le régime n'aurait pas utilisé la force contre sa population, en raison de pressions internationales associées à la chute du communisme dans les pays voisins. Pourtant, les mobilisations de la Révolution roumaine ont été les plus spontanées et désorganisées de tous les cas de 1989, et le régime roumain est le seul à avoir utilisé la force contre sa population.

L'inclusion du cas roumain démontre donc les limites des explications en terme de séquences en ce qui a trait aux processus révolutionnaires plutôt qu'à l'émergence des situations révolutionnaires, qui ne sont convaincantes que lorsque l'on tronçonne arbitrairement la séquence avant sa véritable fin. Son inclusion nous fournit également certains indices à l'effet que d'autres forces, spécifiques à chaque pays, ont possiblement été plus déterminantes pour les variations dans les processus révolutionnaires que l'effet boule de neige. Et c'est précisément une des forces des comparaisons en sciences sociales que de jeter la lumière sur des mécanismes, dynamiques et structures à l'œuvre dans un cas, qui n'auraient pas été considérés dans l'explication en l'absence du miroir opéré par les autres cas comparés. Si l'on veut expliquer pourquoi la Tchécoslovaquie a connu un processus révolutionnaire non-violent, le cas tchécoslovaque gagne ainsi à être comparé avec le cas roumain, qui permet de faire ressortir des éléments différents de ceux mis en lumière par une

---

<sup>20</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.65.

comparaison avec les cas de processus révolutionnaires non-violents d'Europe centrale et orientale.

Ainsi, la question qui guide cette recherche est : Comment expliquer les différences dans les processus révolutionnaires de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie ? Plus précisément, pourquoi la Révolution roumaine a-t-elle pris une forme violente, alors que la Révolution Tchécoslovaque prit la forme d'une révolution non-violente ? Il s'agit ainsi d'une question différente de la question désormais classique des causes des révolutions. En effet, si la question posée de type « pourquoi ? » pointe la recherche de causes, il ne s'agit pas de celles des révolutions elles-mêmes, mais bien celles du déroulement de celles-ci, de la forme qu'elles ont revêtue. De plus, la question posée suggère un accent mis sur les différences entre les cas, par le biais d'une comparaison par divergences. Finalement, il ne s'agit pas d'identifier des généralisations causales qui permettraient d'expliquer les variations dans les processus révolutionnaires de manière générale. En effet, les généralisations causales identifiées sont limitées contextuellement et géographiquement aux deux cas et périodes étudiées.

La perspective adoptée est stato-centrée et historique. Ainsi, la variation dans le résultat (processus révolutionnaire) sera expliquée en fonction des types de régimes socialistes tchécoslovaque et roumain, dont l'émergence et l'évolution sera située historiquement. En ce sens, les régimes seront étudiés pour chaque pays sur une période s'étendant *grosso modo* de 1900 à 1990. L'argument défendu dans le cadre de cette recherche est que l'héritage présocialiste spécifique à chacun des pays a favorisé l'établissement de différents types de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie en 1947-1948, ayant subséquemment évolué dans des directions différentes pendant la période socialiste face à des pressions internes et externes. Une combinaison de caractéristiques de ces différents régimes (leadership, idéologie et légitimité, capacité répressive, force de l'opposition) a donné lieu à des dynamiques

spécifiques de défections au sein du régime et de coalitions entre certains secteurs de l'État et de l'opposition durant les processus révolutionnaires, ayant été décisives pour rendre les processus révolutionnaires non-violent dans le cas de la Tchécoslovaquie et violent dans le cas de la Roumanie.

Le premier chapitre met la table pour l'analyse qui suit, en ce qu'il dresse un portrait des champs de la sociologie des révolutions et de la transitologie, présente le cadre théorique utilisé dans le cadre de la recherche ainsi que les principaux ouvrages sur lesquels celle-ci s'appuie, définit les concepts qui seront utilisés et présente la méthodologie choisie. Le corps de l'analyse est ensuite séparé en trois chapitres, qui traduisent les trois parties de l'argument global mis de l'avant et concordent également avec la chronologie historique. Ainsi, le chapitre 2 est organisé chronologiquement et traite de l'héritage historique de la période présocialiste pour chacun des pays ainsi que son impact pour l'établissement par des voies différentes de types de régimes distincts en Tchécoslovaquie et en Roumanie. Le chapitre 3, également organisé de manière chronologique, analyse ensuite l'évolution de ces régimes face à des pressions internes et externes dans la période socialiste. Le quatrième chapitre s'appuie ensuite sur les précédents et présente, par le biais d'une comparaison organisée par thème, la manière dont ces héritages historiques sous la forme de « variables éloignées » ont orienté les choix des acteurs durant les processus révolutionnaires. L'argument défendu est que chaque régime a évolué de manière à être doté d'une série de caractéristiques en 1989 (leadership, déclin idéologique et légitimité, capacité répressive, force de l'opposition, dépendance/indépendance face à l'URSS) dont la *combinaison* a engendré des dynamiques de défection et de coalition durant les processus révolutionnaires, ayant été décisives pour rendre les processus révolutionnaires violents ou non-violents. Finalement, l'argument global, ainsi que ses sous-arguments seront rappelés en conclusion et les apports et limites de la présente recherche seront établis.

# CHAPITRE I

## 1989 ET L'ÉTUDE DES CHANGEMENTS DE RÉGIMES : APPROCHES, CONCEPTS ET MÉTHODOLOGIE

### 1.1 L'étude des changements de régimes : Un survol de la littérature

Les changements de régime de 1989 sont pris comme objet par deux littératures dotées d'orientations méthodologiques et théoriques propres. D'un côté, la sociologie des révolutions, que l'on associe à la sociologie historique, au marxisme, et au structuralisme se penche principalement sur les causes des révolutions dans une logique comparative<sup>21</sup>. D'un autre côté, la transitologie, que l'on associe plutôt à l'institutionnalisme libéral, aux théories de la démocratisation et à un accent mis sur les acteurs<sup>22</sup>, se concentre sur les étapes et les conditions de la transition et de la consolidation démocratique. Lorsque les modes de transitions sont analysés en transitologie, ils le sont généralement en tant que variable explicative de la démocratisation et de la consolidation démocratique. Ainsi, les modes de transition ne sont pas posés comme « résultat » dont l'on devrait identifier les causes<sup>23</sup>. Il en ressort que si l'on sépare analytiquement les changements de régimes en trois étapes – origines, processus, résultat<sup>24</sup> – l'étape intermédiaire se voit négligée par les deux littératures.

---

<sup>21</sup> Michael S. Kimmel. 1990. *Revolution. A Sociological Interpretation*, Cambridge: Temple University Press, 252p.

<sup>22</sup> Stein Ugelvik Larsen. 2000. *The Challenges of Theories of Democracy. Elaborations Over New Trends in Transitology*, New York: Boulder, 488p.

<sup>23</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *Post-Communist Party Systems. Competition, Representation and Inter-Party Cooperation*, New York: Cambridge University Press, p.14.

<sup>24</sup> La distinction de Charles Tilly entre émergence d'une situation révolutionnaire et résultat révolutionnaire telle qu'établie dans Charles Tilly. 1995a. *European Revolutions 1492-1992*, coll. « The Making of Europe », Oxford : Wiley-Blackwell, 284p. a depuis été légèrement adaptée dans George Lawson. 2005. *Negotiated Revolutions : The Czech Republic, South Africa and Chile*, Aldershot : Ashgate Publishing Limited, 272p. ainsi que dans Goldstone, Jack. 2003. *op cit.*, p.82.

### 1.1.1 La sociologie des révolutions

En 1980, Jack Goldstone, dans un article intitulé « Theories of Revolution : The Third Generation », établissait une typologie en termes de « générations » pour caractériser l'évolution de la théorie des révolutions, c'est-à-dire la tentative d'expliquer la nature et les origines des révolutions par les sciences sociales. Selon lui, une première génération, s'étalant entre les années 1900 et 1940, aurait été caractérisée par une approche très descriptive des révolutions. En effet, les théoriciens de cette première phase (LeBon<sup>25</sup>, Brinton<sup>26</sup>, Sorokin<sup>27</sup>, etc.) auraient eu tendance à se pencher, dans une perspective plus historique que politique ou sociologique, sur les étapes d'une révolution particulière ainsi que sur les changements sociaux produits par celle-ci. La deuxième génération (1940-1975) se distinguerait principalement de la première par la richesse de son cadre théorique, emprunté, selon la tradition théorique des auteurs, soit à la psychologie cognitive et aux théories de la frustration relative, soit à la sociologie structuro-fonctionnaliste, soit à la science politique avec les théories pluralistes de la compétition entre groupes d'intérêts<sup>28</sup>. Les analyses psychologiques (Davies<sup>29</sup>, Gurr<sup>30</sup>, etc.) auraient ainsi tendance à mettre l'accent sur l'état d'esprit des masses pour expliquer les révolutions, alors que les analyses sociologiques de type structuro-fonctionnalistes (Hagopian<sup>31</sup>, Johnson<sup>32</sup>, etc.) auraient, de leur côté, plutôt tendance à expliquer les révolutions par des déséquilibres dans les flux de ressources et de demande d'une société. Finalement, les

---

<sup>25</sup> Gustave Le Bon. 2004 [1913]. *The Psychology of Revolution*, Courier Corporation, 353p.

<sup>26</sup> Crane Brinton. 1965 [1938]. *The Anatomy of Revolution*, Vintage Books, 320p.

<sup>27</sup> Pitirim Sorokin. 1925. *The Sociology of Revolution*, J.B. Lippincott Company, 428p.

<sup>28</sup> Jack Goldstone. 1980. « Theories of Revolution: The third Generation », *World Politics*, vol.32, no.3, p.425.

<sup>29</sup> James Davies. 1962. « Toward a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, vol.27, no.1, pp.5-19.

<sup>30</sup> Ted R Gurr. 2011 [1970]. *Why Men Rebel*, Paradigm Publishers, 423p.

<sup>31</sup> Mark N. Hagopian. 1974. *The Phenomenon of Revolution*, Dodd: Mead, 402p.

<sup>32</sup> Chalmers A. Johnson. 1982. *Revolutionary Change*, Stanford: Stanford University Press, 217p.

théories politiques (Huntington<sup>33</sup>, Tilly<sup>34</sup>, etc.) considéreraient que la présence de conflits entre groupes d'intérêts combinée à un contrôle des ressources qui excède les capacités d'agir pour la médiation des conflits constituerait un facteur décisif pour l'existence de potentiel révolutionnaire. Les trois différentes tendances de la deuxième génération verraient donc en l'instabilité, qu'elle réfère à une frustration dans l'état d'esprit des masses, à un déséquilibre du système ou à des conflits entre groupes d'intérêt, une condition nécessaire à toute révolution.

La troisième génération de théorie des révolutions, émergeant dans les années 1970-80 de la critique de la seconde, serait plutôt caractérisée par une analyse structuraliste des causes des « grandes révolutions ». L'on pense ici aux travaux de Skocpol<sup>35</sup>, Moore<sup>36</sup>, Paige<sup>37</sup>, Eisenstadt<sup>38</sup> et Trimberger<sup>39</sup>, qui seraient mieux fondés historiquement que ceux des générations précédentes et s'appuieraient sur un plus grand nombre de cas. Cette génération mettrait l'accent sur cinq points d'analyse négligés par la seconde génération, à savoir l'autonomie de l'État et la diversité des structures étatiques, l'importance des pressions économiques et politiques internationales, la structure des communautés paysannes, la cohésion des forces armées ainsi que les conditions structurelles déterminant le comportement des élites<sup>40</sup>. Les principales causes des révolutions seraient, au sein de ce nouveau paradigme,

---

<sup>33</sup> Samuel P. Huntington. 2006. *Political Order in Changing Societies*, New Haven: Yale University Press, 488p.

<sup>34</sup> Charles Tilly. 1973. « Does Modernization Breed Revolution? », *Comparative Politics*, vol.5, no.3, pp.425-447.

<sup>35</sup> Theda Skocpol. 1985. *op cit.*

<sup>36</sup> Barrington Moore. 2003 [1966]. *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston: Beacon Press, 592p.

<sup>37</sup> Jeffrey Paige. 1975. *Agrarian Revolution: Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World*, New York: The Free Press, 435p.

<sup>38</sup> Shmuel N. Eisenstadt. 1977. « Sociological Theory and an Analysis of the Dynamics of Civilizations and of Revolutions », *Daedalus*, pp. 59-78.

<sup>39</sup> Ellen K. Trimberger. 1978. *Revolution from Above: Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt, and Peru*, Piscataway: Transaction Books, 196p.

<sup>40</sup> Jack Goldstone. 1980. *op cit.*, pp.434-435.

liées aux caractéristiques structurelles des États et du contexte géopolitique, ainsi qu'aux contradictions inhérentes au capitalisme. Toutefois, cette conception d'inspiration marxiste des révolutions s'est vue ébranlée, entre 1970 et 1990, par différentes révolutions qui ne cadraient pas avec ce type d'analyse, par exemple, la Révolution iranienne de 1979 ayant été menée par des coalitions regroupant plusieurs classes sociales et se fondant principalement sur des motifs d'ordre religieux, ou encore la Révolution nicaraguayenne. De la même façon, les révolutions de décolonisation sont venues miner la crédibilité de la théorisation des seules « grandes révolutions » européennes et chinoise.

Selon Goldstone, la réaction de la quatrième génération de théorie des révolutions face à ces nouveaux événements fut engagée dans trois directions distinctes. D'abord, une branche de théoriciens aurait cherché à élargir le champ de la théorie structuraliste des révolutions et ainsi appliquer cette dernière à un plus grand nombre de cas. Cela résulta en une multiplication des études, notamment sur les guerres de guérillas en Amérique latine, sur les révolutions anticoloniales dans les pays en développement, sur la Révolution iranienne ainsi que sur l'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale<sup>41</sup>. Cet élargissement des théories structuralistes des révolutions a notamment donné lieu à une poursuite de la recherche sur les types de régimes ou d'États les plus vulnérables face à la possibilité de révolutions, ainsi qu'à un examen plus en profondeur de l'autonomie de l'État dans une continuation des travaux de Theda Skocpol<sup>42</sup>. Une deuxième direction se serait montrée plus critique face à l'approche théorique de la troisième génération. Cette nouvelle tendance aurait ainsi été portée à se pencher sur le rôle de l'idéologie ainsi que de la culture au sein de la mobilisation révolutionnaire. Finalement, la troisième

---

<sup>41</sup> Jack Goldstone. 2001. *op cit.*, p.141.

<sup>42</sup> John Foran. 1993. « Theories of Revolution Revisited : Toward a Fourth Generation? », *Sociological Theory*, vol.11, no.1, pp. 4-5.

direction serait plutôt caractérisée par une collaboration entre des théoriciens des mouvements sociaux et des théoriciens des révolutions. Cette collaboration aurait résulté en une multiplication de la littérature traitant de la politique du conflit et, de fait, de problématiques comme les mobilisations de masse, la confrontation, l'idéologie, etc. Bref, la sociologie des révolutions en cette ère de quatrième génération multiplie les cas auxquels elle s'intéresse, incorpore de nouvelles variables et de nouveaux points à l'analyse des phénomènes révolutionnaires et fait sauter les frontières disciplinaires entre la sociologie des mouvements sociaux, les relations internationales<sup>43</sup>, et l'étude des révolutions<sup>44</sup>.

À cette catégorisation en termes de générations, il est important d'ajouter une famille de débats en sociologie des révolutions associée aux traditions libérales et marxistes, qui traverse les générations et qui se concentre, dans une perspective socio-historique, sur la question des révolutions bourgeoises qui, selon les traditions libérale et marxiste, constitueraient une étape nécessaire au développement du capitalisme<sup>45</sup>. Cette famille de débat, qui oppose les traditions classiques à des courants révisionnistes, donne ainsi lieu à des discussions quant aux classes sociales ayant « fait » les révolutions anglaise, française, hollandaise et américaine. Notamment, des recherches ont démontré le caractère bourgeois mais non capitaliste des acteurs et actrices de la révolution française, et capitaliste mais non bourgeois de ceux et celles de la révolution anglaise, posant ainsi la question de la cohérence d'une révolution bourgeoise sans bourgeoisie<sup>46</sup>. Depuis la parution de l'article de Goldstone, toutefois, la catégorisation en termes de générations a été largement adoptée par la communauté

---

<sup>43</sup> Voir Fred Halliday. 1999. *Revolutions and World Politics: The Rise and Fall of the Sixth Great Power*, Durham: Duke University Press, 402p. et George Lawson. 2005. *op cit*.

<sup>44</sup> Frédéric-Guillaume Dufour. 2015. *La Sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*, coll. « Politeia », Québec : Presses de l'Université du Québec, pp.269-311.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.272.

<sup>46</sup> George C. Comninel. 2003. «Historical Materialist Sociology and Revolutions» dans Gerard Delanty et Engin F. Isin (dir.), *Handbook of Historical Sociology*, Londres: SAGE Publications, pp.85-95.

scientifique et les approches dites de quatrième génération se sont multipliées. Le champ de la sociologie des révolutions a ainsi été le terrain d'une multiplication des enjeux et des processus considérés comme déterminants pour les dynamiques révolutionnaires, et la culture et l'idéologie se sont véritablement instituées comme des catégories constitutives essentielles à toute bonne recherche sur les révolutions. L'étude des révolutions de 1989 en Europe centrale et orientale s'inscrit dans cette quatrième génération de travaux.

### 1.1.2 La transitologie

Le champ de la transitologie, i.e. l'étude de la transition d'un régime autoritaire à un régime démocratique<sup>47</sup>, a émergé dans les années 1970. Il est possible de parler ici d'un champ, ou d'une approche, mais pas à proprement d'une théorie<sup>48</sup>. Malgré l'importante hétérogénéité théorique qui caractérise la transitologie, il est possible d'identifier, avec Larsen, certains points de consensus au sein du champ :

« transitology [...] states that political choices matter for the introduction of democracy, that the focus should therefore be on political actors and their strategic interactions, [...] that elections in particular and political institutions in general can create (dis)incentives to play according to the rules of the democratic game, that there are different phases of regime change and that the logic and aims of these phases, namely transition and consolidation, differ and can therefore be in contradiction.<sup>49</sup> »

---

<sup>47</sup> Stein Ugelvik Larsen. 2000. *op cit.*, p.7

<sup>48</sup> Svend Skanning et Jorgen Moller. 2013. *Democracy and Democratization in Comparative Perspective: Conceptions, Conjunctures, Causes, and Consequences*, Série «Democratization», New York: Routledge, p.129.

<sup>49</sup> Stein Ugelvik Larsen. 2000. *op cit.*, p.118.

Un des postulats les plus importants de la transitologie est que le mode de transition est décisif pour le développement (transition et consolidation) de la démocratie<sup>50</sup> :

« This argument rests on the assumption that the conditions under which the previous regime collapsed, was overthrown, or consented to step aside, and whether or not this involved mass mobilization and elite loss of control, would determine the initial distribution of resources among actors, and that these temporary disparities in power would be converted through rules, guarantees, and roles into enduring structures that discriminate against some and favor others.<sup>51</sup> »

Dans cette lignée, Terry Lynn Karl et Philippe C. Schmitter identifient quatre différents modes de transition, en se basant sur deux critères<sup>52</sup>. D'abord, l'acteur qui constitue la force derrière le changement, distinguant ici entre les élites et les masses. Ensuite, la stratégie adoptée par les principaux acteurs, où les auteurs distinguent entre une stratégie de compromis et un usage unilatéral du pouvoir. La combinaison de ces deux dimensions fait émerger quatre idéal-types de modes de transition. Lorsque la transition est le résultat d'élites arrivant à un compromis, il y a lieu de parler d'un pacte. Le pacte se présente comme jeu à quatre joueurs, soit des modérés et des radicaux au sein de l'opposition, et des *soft-liners* et *hard-liners* au sein du leadership du régime. Deux conditions structurelles doivent ainsi être présentes pour qu'un pacte puisse avoir lieu. D'abord, l'existence, dans l'opposition, de groupes démocratiques, non-violents, organisés et connus au niveau national, puis la présence de *soft-liners* au sein du régime ayant l'autonomie nécessaire et la volonté de négocier une réforme<sup>53</sup>. Si le changement est initié par le bas, mais qu'un compromis est atteint avec les détenteurs du pouvoir sans recourir à la violence, nous faisons plutôt face à une réforme. Le troisième mode de transition, celui, de l'imposition,

---

<sup>50</sup> Svend Skanning et Jorgen Moller. 2013. *op cit.*, p.129.

<sup>51</sup> Philippe C. Schmitter et Terry Lynn Karl. 1992. « The Types of Democracy Emerging in Southern and Eastern Europe and South and Central America » dans Peter Volten, *Bound to Change: Consolidating Democracy in East Central Europe*, Institute for EastWest Studies, New York et Prague: Westview Press, p.59.

<sup>52</sup> Philippe C. Schmitter et Terry Lynn Karl. 1992. *op cit.*

<sup>53</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.356.

réfère aux cas impliquant des élites qui imposent un changement de régime par le haut. Finalement, il y a révolution selon Karl et Schmitter lorsque le changement est initié par les masses qui forcent un changement malgré une résistance de la part des élites au pouvoir<sup>54</sup>. Il s'agit ainsi d'une conception beaucoup plus étroite du concept de révolution, que celles adoptées au niveau de la sociologie des révolutions de quatrième génération, où la violence n'est pas considérée comme une composante essentielle de la définition.

En ce qui a trait à l'impact des modes de transition pour la consolidation démocratique, un pacte entre l'opposition et les élites au pouvoir générerait les meilleures conditions pour la consolidation démocratique, alors que l'imposition serait la seconde meilleure option. Les deux modes de transition menés par les masses seraient associés à une consolidation démocratique moins probable, avec la révolution comme mode de transition ayant le moins de chances de se traduire en démocratie consolidée et stable. Si la transitologie accorde une attention particulière aux régimes précédant et succédant la transition<sup>55</sup> et si plusieurs auteurs, comme Karl et Schmitter, ont postulé une association entre les modes de transition et la qualité du résultat démocratique, peu de chercheurs se sont penchés sur l'association entre le régime autoritaire précédant la transition et le mode de transition, et le lien entre le mode de transition et les caractéristiques de l'ancien régime demeure sujet à controverse<sup>56</sup>. Par exemple, l'analyse de la troisième vague de démocratisation dans trente-cinq pays réalisée par Samuel Huntington n'a identifié que peu de relations entre la nature du régime autoritaire en place et le mode de transition<sup>57</sup>.

---

<sup>54</sup> Svend Skanning et Jorgen Moller. 2013. *op cit.*, p.132.

<sup>55</sup> Stein Ugelvik Larsen. 2000. *op cit.*, p.134.

<sup>56</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.14.

<sup>57</sup> Samuel P. Huntington. 1993. *op cit.*

En ce qui a trait aux transitions postsocialistes, la transitologie se trouve au centre d'un débat quant à la possibilité de transposer les modèles de transition et de consolidation démocratique issus du contexte latino-américain et sud-européen (Grèce, Portugal, Espagne), à la région<sup>58</sup>. Ce dilemme méthodologique est particulièrement bien représenté par le débat dans *Slavic Review* entre l'article « The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists. How Far to the East Should they Attempt to Go ? » (1994) de Philippe C. Schmitter et Terry Lynn Karl et la réponse à celui-ci par Valerie Bunce dans « Should Transitologists be Grounded ? » (1995). Les idées centrales des partisans de la comparaison sont que 1) le postcommunisme est une variation d'un thème plus large, c'est-à-dire les transitions de régimes autoritaires à des régimes démocratiques, 2) que si des différences existent entre les régions, elles ne sont pas suffisantes pour écarter la comparaison, et que 3) la comparaison entre les régions serait bénéfique en ce qu'elle permettrait de tester plusieurs hypothèses et d'identifier de nouveaux facteurs et relations<sup>59</sup>. Selon Bunce, toutefois, des différences importantes au niveau de la nature des régimes autoritaires en question, des modes de transition, du contexte international des transitions, ainsi que la nature du changement et de l'agenda de la transition, rendraient les comparaisons infructueuses et il serait plutôt préférable de s'engager dans des comparaisons larges entre les 27 cas d'Europe de l'Est<sup>60</sup>.

Parmi les tenants des comparaisons entre ces régions, une analyse particulièrement importante en ce qui a trait aux événements de 1989 est celle de Przeworski (1991), qui se fonde sur le modèle élaboré par O'Donnell & Schmitter dans *Transitions from*

---

<sup>58</sup> Howard J. Wiarda. 2005. *Development On the Periphery. Democratic Transitions in Southern and Eastern Europe*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, p.79.

<sup>59</sup> Terry Lynn Karl et Philippe C. Schmitter. 1994. « The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists. How Far to the East Should They Attempt to Go? », *Slavic Review*, vol.53, no.1, pp.173-185.

<sup>60</sup> Valerie Bunce. 1995. «Should Transitologists be Grounded? », *Slavic Review*, vol.54, no.1, pp.119-121.

*Authoritarian Rule*. Dans son livre *Democracy and the Market. Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America* (1991), Przeworski utilise un modèle de la théorie des jeux pour analyser les options auxquelles font face les leaders réformistes, et conclut que si tous les acteurs agissent rationnellement, la démocratisation n'est possible que dans l'une des trois options suivantes : 1) les libéralisateurs contrôlent les armes, 2) les *hardliners* ne jouent aucun rôle, ou 3) le régime n'est pas divisé<sup>61</sup>. L'autre possibilité de démocratisation implique des acteurs qui évaluent mal la situation et font de mauvais calculs. Par exemple, les libéralisateurs peuvent décider initialement de libéraliser légèrement le régime, pensant qu'une telle ouverture satisferait la société. Dans l'éventualité d'une continuation des demandes de la société, les libéralisateurs peuvent réviser à la baisse leurs espoirs d'une répression à succès, au point où ils peuvent préférer l'option de la transition démocratique<sup>62</sup>. Le modèle de Przeworski, qui explique la présence ou l'absence d'un compromis entre l'opposition et le régime, est utile pour expliquer les dynamiques à l'œuvre entre l'opposition et le régime dans le cas des transitions négociées en Pologne et en Hongrie, mais ne fournit que peu de repères pour expliquer les processus révolutionnaires dans les autres pays de la région<sup>63</sup>.

Bref, la sociologie des révolutions et la transitologie sont dotées de différents buts analytiques et modèles explicatifs. Ainsi, la sociologie des révolutions met l'accent sur les mobilisations des masses, œuvre autour d'une dichotomie entre révolution et absence de révolution, se penche majoritairement sur les causes des révolutions, et emploie des explications structurelles « *that focus on the causal role of impersonal,*

---

<sup>61</sup> Adam Przeworski. 1991. *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge et New York: Cambridge University Press, pp.60-65.

<sup>62</sup> *Ibid.*, pp.63-65.

<sup>63</sup> Voir Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, pp.28-29.

*objective social relationships*.<sup>64</sup> ». La transitologie, de son côté, met l'accent sur les négociations et les actions des élites, œuvre autour d'une dichotomie entre la démocratisation d'une part et le maintien de l'autoritarisme d'autre part,<sup>65</sup> se penche principalement sur les résultats des transitions démocratiques et les conditions de leur succès, et emploie généralement des explications volontaristes « *that emphasize the contingent choices [...] during processes of regime change*.<sup>66</sup> »

## 1.2 Une perspective stato-centrée et historique

L'approche théorique générale qui guide ce travail est stato-centrée. Les approches stato-centrées en ce qui a trait à l'étude des révolutions sont associées à une vague plus large en sciences sociales comparatives cherchant à remettre l'État au centre de l'analyse<sup>67</sup>. Très simplement, les tenants de la famille théorique stato-centrée dans l'étude des révolutions accordent une priorité relative aux mécanismes par lesquels les États forment, permettent ou contraignent les révolutions, puisqu'ils considèrent ceux-ci comme plus importants que les autres processus causaux (société civile, psychologie, luttes de classes, etc.)<sup>68</sup>. Ce biais implique que nous considérons que le résultat qui nous intéresse, i.e. la variation dans les processus révolutionnaires, a moins à voir avec les stratégies et comportements des mouvements d'opposition, et plus à voir avec la force du régime que ces mouvements tentent de renverser et sa

---

<sup>64</sup> Richard Snyder. 1998. « Paths Out of Sultanistic Regimes: Combining Structural and Voluntarist Perspectives » dans H.E. Chechabi et Juan J. Linz (dir.), *Sultanistic Regimes*, Baltimore: John Hopkins University Press, p.50.

<sup>65</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.24.

<sup>66</sup> Richard Snyder. 1998. *op cit.*, p.50.

<sup>67</sup> Voir Peter E. Evans et al. 1985. *Bringing the State Back in*, Cambridge: Cambridge University Press, 404p.

<sup>68</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.36.

capacité idéologique-morale et répressive à supprimer l'opposition<sup>69</sup>. Steven Levitsky et Lucan Way illustrent bien cet argument avec l'aide du conte des Trois petits cochons, où les cochons représentent les leaders autoritaires, leurs maisons représentent leurs régimes, et le loup l'opposition :

« The wolf huffs and puffs at all three houses, but the impact of his huffing and puffing varies across cases: Whereas the houses of straw and sticks quickly collapse, the house of bricks remains intact. The key to explaining these outcomes lies not in the wolf's abilities or strategies but in differences in the strength of the houses.<sup>70</sup> »

Cela ne veut pas dire que la société civile ne joue pas de rôle, mais simplement qu'il ne s'agit pas du facteur le plus décisif. Une telle approche théorique implique que, pour expliquer les différences dans les processus révolutionnaires de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, il est essentiel de se pencher sur les types d'États non-démocratiques que ces révolutions ont renversés puisque ceux-ci construisent les possibilités de changement de régime. Dans le cadre de cette recherche, il s'agira ainsi d'accorder une attention particulière aux différents types de régimes socialistes d'Europe centrale et orientale, une dimension négligée par la littérature ayant tendance à uniformiser la région et à considérer les dimensions communes des communismes plutôt que leurs divergences. Une focale explicative sur les types de régimes permet également de joindre des facteurs *lointains* et des facteurs *rapprochés* dans l'explication, ainsi que de lier conditions structurelles et actions des acteurs.

---

<sup>69</sup> Steven Levitsky et Lucan Way. 2010. *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes After the Cold War*, Cambridge: Cambridge University Press, p.54.

<sup>70</sup> *Ibid.*

Contrairement à Juan J. Linz et Alfred Stepan ainsi qu'à Mark R. Thompson ayant qualifié le régime tchécoslovaque de *post-totalitaire figé*, nous croyons, suivant Herbert Kitschelt, que le régime socialiste tchécoslovaque a pris la forme d'un « communisme bureaucratique-autoritaire<sup>71</sup> » : « *a form of political rule that coincides with a relatively advanced stage of capital intensive industrialization and relies on a technocratic governance structure that tolerates no political diversity*<sup>72</sup>. » Un tel régime est gouverné par un professionnalisme bureaucratique au service d'un leadership rigide et d'une discipline de parti stricte, qui laisse très peu de marge de manœuvre à l'opposition, généralement victime d'une importante répression de la part du régime. Le régime socialiste roumain pourrait, quant à lui être qualifié de « communisme (néo)patrimonial<sup>73</sup> », voire de régime « sultaniste<sup>74</sup> », un terme emprunté à Max Weber, utilisé pour désigner une forme particulièrement extrême de patrimonialisme:

---

<sup>71</sup> Le terme de régime « bureaucratique-autoritaire » a d'abord été conceptualisé pour l'Amérique latine et transposé à l'Europe socialiste par la suite. En fait, plusieurs ont proposé que le concept s'appliquait mieux au contexte socialiste européen qu'à l'Amérique latine. Voir Robert R. Kaufman. 1979. « Industrial Change and Authoritarian Rule » dans David Collier (dir.), *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton: Princeton University Press, pp.165-253. Voir aussi Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*

<sup>72</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.26.

<sup>73</sup> Les notions wébériennes de « patrimonialisme » et d'« autorité patrimoniale » ont été utilisées de manière extensive dans la littérature sur les régimes (le concept est particulièrement utilisé dans les recherches portant sur les régimes africains), mais en raison des différences entre le patrimonialisme « traditionnel » auquel référerait Weber et les États modernes au sein desquels une logique « patrimoniale » est à l'œuvre, le préfixe « néo » est généralement ajouté au concept lorsque celui-ci est appliqué aux « systèmes politiques modernes ». Le néo-patrimonialisme désigne ainsi un hybride de deux types de domination wébériennes, soit une forme d'autorité (ou parfois de régime), au sein de laquelle des dynamiques patrimoniales coexistent, et empiètent sur, des institutions rationnelles-légales. Pour une discussion de ces enjeux conceptuels dans le contexte africain, voir notamment Anne Pitcher et al. 2009. « Rethinking Patrimonialism and Neopatrimonialism in Africa », *African Studies Review*, vol.52, no.1, p.130.

<sup>74</sup> Si le terme peut sembler dénoter une connotation orientaliste, le concept de « sultanisme » a atteint une importante reconnaissance dans la communauté scientifique et a été utilisé pour qualifier des régimes un peu partout dans le monde, comme le Zaïre, le Venezuela, les Philippines, l'Iran, Haïti, la Roumanie et le Nicaragua. Voir H.E. Chechabi et Juan J. Linz. 1998. « A Theory of Sultanism 1: A Type of Nondemocratic Rule » dans H.E. Chechabi et Juan J. Linz (dir.), *Sultanistic Regimes*, Baltimore: The John Hopkins University Press, pp.5-8.

« It is based on personal rulership, but loyalty to the ruler is motivated [...] by a mixture of fear and rewards to his collaborators. The ruler exercises his power without restraint, [...] unencumbered by rules [...]. The binding norms and relations of bureaucratic administration are constantly subverted by arbitrary personal decisions of the ruler [...]. As a result, corruption reigns supreme at all levels of society. The staff of such a ruler is constituted not by an establishment with distinctive career lines, [...] but largely by people chosen directly by the ruler. Among them we very often find members of his family, friends, business associates, or individuals directly involved in using violence to sustain the regime. Their position derives from their purely personal submission to the ruler, and their position of authority in society derives merely from this relation<sup>75</sup>.»

Ainsi, le sultanisme est basé sur un règne très personnel et arbitraire, le dictateur exerce ses pouvoirs sans aucune contrainte idéologique ou bureaucratique, toutes les sphères du régime et de la société sont sujettes à la corruption, le personnel est choisi par le leader avec une absence totale de critères universels, la tendance familiale et parfois dynastique du pouvoir est très forte et la loyauté envers le dictateur est fondée sur une combinaison de terreur et de récompenses<sup>76</sup>. À ces éléments s'ajoute la tendance, au sein des régimes sultanistes, à utiliser des polices secrètes répondant directement au leader ainsi que des mécanismes d'espionnage mutuel entre les différentes branches de l'appareil coercitif, dans le but d'empêcher un éventuel coup d'État<sup>77</sup>.

Il est évidemment plus facile de comprendre qu'un régime post-totalitaire figé, dans lequel « *despite the persistent tolerance of some civil society critics of the regime, almost all the other control mechanisms of the party-state stay in place for a long period and do not evolve*<sup>78</sup> », puisse s'effondrer sans utiliser la force. Il est moins intuitif de comprendre qu'un régime bureaucratique-autoritaire fasse de même. Nous croyons que pour comprendre pourquoi le Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire

---

<sup>75</sup> H.E. Chechabi et Juan J. Linz. 1998. *op cit.*, p.7.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> *Ibid.*, p.12.

<sup>78</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.42.

s'est effondrée dans la non-violence, et pourquoi le régime sultaniste roumain a été renversé *malgré* la répression violente de l'opposition, il est essentiel de considérer l'évolution de ces régimes durant la période socialiste ainsi que l'impact différencié de certains facteurs internationaux sur ces régimes.

Une perspective stato-centrée n'implique pas de considérer l'État comme une entité unitaire. En effet, celui-ci est constitué de différents éléments qui peuvent tirer dans des directions différentes : «*We need to break down the undifferentiated concepts of the state – and also of society – to understand how different elements in each pull in different directions, leading to unanticipated patterns of domination and transformation*<sup>79</sup>.» Il est ainsi important, d'abord de considérer le processus par lequel l'État interagit avec d'autres forces sociales, et ensuite, de décomposer l'État. Joel Migdal propose une manière de désagréger l'État, qui est sa décomposition en quatre niveaux, allant du bas vers le haut. En premier lieu, l'on retrouve les acteurs de front (*trenches*), à savoir les fonctionnaires qui exécutent les directives en contact direct avec la population visée. Il s'agit par exemple des collecteurs de taxes, des enseignants, des policiers et des soldats, qui sont souvent à l'avant-plan de l'opposition sociale et sont ainsi sujets à la confrontation directe avec l'opposition. Le deuxième niveau est celui des corps régionaux et locaux qui organisent et structurent l'implantation des directives, comme les unités policières et militaires, les cours de justice, ainsi que les agences gouvernementales. Ces unités sont plus susceptibles de rencontrer des formes plus organisées et larges d'opposition que les acteurs de front. En troisième lieu, l'on retrouve les centres névralgiques de pouvoir où les politiques sont formulées et l'allocation des ressources organisée. Ceux-ci sont la cible de groupes d'intérêt puissants et sont directement redevables au leadership. Finalement, l'on retrouve le niveau de commandement qui n'est autre que le leadership exécutif

---

<sup>79</sup> Joel S. Migdal et al. 1994. *State Power and Social Forces: Domination and Transformation in the Third World*, Cambridge: Cambridge University Press, p.8.

de premier plan. En plus des pressions issues des paliers inférieurs de gouvernement, ce niveau est sujet à des pressions internationales et à des forces intérieures de grande ampleur<sup>80</sup>.

Une telle décomposition de l'appareil étatique permet d'éviter de traiter l'État comme un acteur indifférencié et organique. En effet, les acteurs collectifs et individuels aux différents niveaux de l'État répondent et interagissent avec les forces sociales en fonction des pressions distinctes auxquelles ils font face de la part de la société. Il ressort qu'il est important de se pencher sur les dynamiques de coalition entre certaines composantes de la société civile, certaines composantes de l'État, et entre certaines composantes de la société civile et de l'État, dans l'explication des processus révolutionnaires. Bref, il ne s'agit pas de ne considérer *que l'État* au sein de l'analyse, mais plutôt d'accorder une *priorité à l'État* dans l'explication. De plus, le stato-centrisme n'implique pas nécessairement – bien que ce soit souvent le cas – le traitement de l'État comme un acteur unifié et rationnel.

À cette considération théorique stato-centrée s'ajoute une perspective *historique*. En effet, la dimension historique de la sociologie historique ne désigne pas l'étude d'événements du passé, mais bien le recours à un examen historique du déploiement de processus et de séquences à travers le temps pour expliquer ou interpréter des événements<sup>81</sup>. Avec cette dimension historique, les types de régime socialistes, ici bureaucratique-autoritaire et sultaniste, ne sont pas compris comme des catégories statiques ahistoriques, mais plutôt comme émergeant de conditions historiques antécédentes. De plus, les types de régimes sont considérés comme des outils conceptuels, qui englobent toute une série de caractéristiques qui peuvent évoluer

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p.16.

<sup>81</sup> James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer. 2003. « Comparative Historical Analysis: Achievements and Agendas » dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge et New York: Cambridge University Press p.12.

dans le temps dans des directions différentes les unes des autres. En effet, puisque les configurations de pouvoir de tout système politique sont constamment changeantes et en mouvement, l'analyse doit être dynamique en ce qu'elle doit tenir compte de l'évolution de chaque régime à chaque étape successive de son développement<sup>82</sup>. Bref, il s'agit de considérer les dynamiques à l'œuvre au sein des régimes socialistes d'Europe centrale et orientale et de prendre au sérieux la critique de Howard J. Wiarda, selon laquelle :

« we [...] are such prisoners of our earlier models, such as “Fascism”, “Totalitarianism”, “Marxism-Leninism”, or Juan Linz’s famous distinction between “authoritarianism” and totalitarianism, that we tend to reify them and think of them as rigid or static categories, which are useful as simplifying devices but inadequate as full explanations, because they ignore the changes occurring even within these frameworks.<sup>83</sup> »

### 1.3 Types de régimes et processus révolutionnaires : Quelques pistes

Comme mentionné précédemment, la sociologie des révolutions s'est, depuis ses débuts, majoritairement attachée à l'identification des causes des révolutions; une « fixation étiologique »<sup>84</sup> qui lui a d'ailleurs été reprochée, alors que la transitologie s'est plutôt penchée sur les résultats révolutionnaires et la consolidation démocratique. Il en ressort que très peu d'études se sont concentrées sur l'étape intermédiaire des révolutions, à savoir les processus révolutionnaires eux-mêmes. En effet, l'intérêt pour cette étape semble s'être manifesté principalement chez les historiens, dans une logique beaucoup plus descriptive et événementielle

---

<sup>82</sup> Gordon Skilling, 1966, *The Governments of Communist East Europe*, New York: Thomas Y. Crowell Company, p.44.

<sup>83</sup> Howard J. Wiarda. 2005. *op cit.*, p.82.

<sup>84</sup> Olivier Fillieule et Mouïna Bennani-Chraïbi. 2012. « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol.62, no.5-6, pp.767-796.

qu'analytique. De plus, même si Mahoney et Snyder<sup>85</sup> ont proposé qu'une attention spéciale devrait être accordée aux types et sous-types de régime puisqu'il s'agit de la «variable manquante» entre les niveaux micro et macro, trop peu d'attention a été portée aux différences dans les formes ou types de socialisme s'étant développés dans les pays d'Europe centrale et orientale ayant connu des révolutions en 1989 : « *Similarities among communist and post-communist states were considered more important than the differences between them.* »<sup>86</sup> En effet, l'accent a été mis, soit sur les similarités entre les cas, menant par exemple à l'identification de causes communes de l'effondrement des régimes socialistes d'Europe au même moment<sup>87</sup>, ou sur les différences au niveau de la force/faiblesse des sociétés civiles entre les pays<sup>88</sup>. Il est malgré tout possible d'identifier quatre travaux de recherche se penchant sur les *processus* révolutionnaires en Europe centrale et orientale, qui prennent en compte cette variation dans les types de régimes.

Dans *No Other Way Out : States and Revolutionary Movements, 1945-1991* (2001), un ouvrage associé à la sociologie des révolutions, Jeff Goodwin compare plus de douze cas de révolutions politiques et sociales en Amérique centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe centrale et orientale. Dans le chapitre portant sur l'Europe, Goodwin développe l'argument selon lequel les différences dans les manières dont se sont déroulées les révolutions d'Europe centrale et orientale sont attribuables à des différences au niveau des types de structures étatiques de chaque pays. Goodwin

---

<sup>85</sup> James Mahoney et Richard Snyder. 1999a. « The Missing Variable: Institutions and the Study of Regime Change », *Comparative Politics*, vol.32, no.1, pp.103-122.

<sup>86</sup> Grzegorz Ekiert. 2015. « Three Generations of Research on Post-Communist Politics – A Sketch », *East European Politics and Societies and Cultures*, vol.29, no.2, p.327.

<sup>87</sup> Les facteurs les plus généralement acceptés dans la littérature sont : 1) la perte de légitimité du parti communiste en raison du fossé grandissant entre les promesses du socialisme et les conditions de vies réelles, 2) la formation de sociétés civiles nationales propulsée par les Accords d'Helsinki, 3) la corruption et l'ossification du Parti communiste, et 4) les réformes de Gorbatchev dans un contexte de déclin économique et politique. Voir, par exemple, Valerie Bunce. 1999. *op cit.*, p.3.

<sup>88</sup> Pour une critique de ce type d'explication, voir Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, pp.257-258.

compare ainsi entre eux les cas de la Pologne, de la Hongrie, de la RDA et de la Tchécoslovaquie, et aborde le cas roumain séparément, en le comparant plutôt avec d'autres cas de renversements violents de dictateurs du « tiers-monde », et ce, de manière non systématique. Selon Goodwin, deux variables auraient largement déterminé la manière dont se sont déroulés les processus révolutionnaires dans la région. D'une part le type de régime socialiste (post-totalitaire ou néo-patrimonial). Cette variable serait ainsi suffisante pour expliquer le processus révolutionnaire violent en Roumanie. D'autre part, pour les cas de post-totalitarisme seulement, une autre variable déterminante aurait été le leadership (*hardliners* ou *softliners*) et la force de la société civile en découlant. Ainsi, dans les cas où des *hardliners* étaient au pouvoir et où la société civile était faible (Tchécoslovaquie, RDA), les régimes ont capitulé avec une violence minimale face à des manifestations populaires, alors que dans les cas où des réformateurs étaient au pouvoir et où la société civile était relativement forte (Pologne, Hongrie), des tables rondes eurent lieu entre le régime et l'opposition menant à des transitions négociées<sup>89</sup>. Mis à part le traitement « séparé » du cas roumain, la recherche de Goodwin présente une autre limite importante, qui est le traitement très en surface des cas. En effet, puisque Goodwin compare plus de douze cas dans trois régions du monde, ses comparaisons n'incorporent aucun détail sur les spécificités de chaque cas, et se basent sur des arguments généralisateurs et simples. De plus, Goodwin n'effectue pas de travail historique à proprement parler, en ce sens qu'il n'historicise pas les types de régimes et les forces ou faiblesses de sociétés civiles, ce qui résulte en un argument quelque peu figé et statique.

Un second ouvrage abordant les différences dans les processus révolutionnaires d'Europe centrale et orientale est *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe* (1996) de Juan J. Linz et Alfred Stepan. Cet ouvrage se présente comme une tentative

---

<sup>89</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.287.

de pont entre la littérature sur les transitions démocratiques et des approches plutôt structuralistes des transitions et révolutions. Les auteurs arguent, dans le chapitre sur l'Europe post-communiste, que la nature des régimes socialistes (types et sous-types) aurait contraint et construit les stratégies des acteurs durant les transitions démocratiques, ainsi que les probabilités de succès de ces transitions. Un des apports considérables de l'ouvrage est la décomposition des types de régimes (autoritaire, post-totalitaire et sultaniste) ainsi que des sous-types (post-totalitaire précoce, post-totalitaire figé et post-totalitaire mature) en propriétés institutionnelles (pluralisme, idéologie, mobilisation, leadership) qui permettent d'opérationnaliser la typologie, ce qui manque à l'étude de Goodwin. Dans le premier chapitre de la section sur l'Europe post-communiste, les auteurs affirment vouloir explorer « *the underanalyzed variation within the region in democratic (or nondemocratic) transition paths*<sup>90</sup>. » Les auteurs poursuivent en affirmant que « *[a] significant part of this within-region variation comes from their pre-Communist histories and their geopolitical location. But an important part of this variation is also explicable in terms of their distinctive regime types (or subtypes) and/or the severity of their stateness problem.*<sup>91</sup> » Non seulement leur argument quant aux trajectoires présocialistes se résume-t-il, dans les chapitres empiriques qui suivent, à quelques paragraphes isolés et peu contextualisés, nous ne considérons pas que les « histoires présocialistes » et les « variations dans les types de régimes » constituent deux variables explicatives indépendantes. Plutôt, nous considérons les « trajectoires présocialistes » comme des antécédents historiques ayant favorisé l'établissement de différents types de régimes. De plus, le cas roumain est encore traité ici de manière isolée, alors que les comparaisons directes sont effectuées entre les cas hongrois, tchécoslovaque et bulgare.

---

<sup>90</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.253.

<sup>91</sup> *Ibid.*

Une troisième étude axée sur les variations dans les processus révolutionnaires de 1989 est l'ouvrage *Democratic Revolutions : Asia and Eastern Europe* (2004) de Mark R. Thompson. Thompson théorise et compare des cas de soulèvements populaires non-armés contre des régimes dictatoriaux en Asie et en Europe centrale et orientale<sup>92</sup>. Le chapitre qui nous intéresse est une étude comparative de la Chine, de la RDA et de la Tchécoslovaquie, complétée d'une courte analyse du cas roumain. Dans ce chapitre, Thompson fournit une explication fondée sur les types de régimes à la question : Pourquoi les leaderships des régimes rigides en Tchécoslovaquie et en RDA n'ont pas opté pour la « solution chinoise », i.e. pourquoi n'ont-ils pas défendu leur régime par la force, comme l'a fait la Chine ? En effet, Thompson défend, en s'appuyant sur la typologie des types et sous-types de régimes de Linz et Stepan, que l'explication de cette différence entre le cas chinois et les cas tchécoslovaque et allemand se trouve dans les sous-types de régimes socialistes en jeu. Ainsi, si les trois régimes étaient de nature post-totalitaire, la Chine était un régime post-totalitaire précoce (*early post-totalitarian*), alors que la Tchécoslovaquie et la RDA étaient des régimes post-totalitaires figés (*frozen post-totalitarian*). Dans le cas roumain, où le régime a utilisé la force mais a été renversé malgré tout, l'utilisation de la force serait attribuable aux tendances totalitaires du régime, et l'échec de la contre-révolution serait attribuable aux tendances sultanistes du régime de Ceaușescu, qui auraient corrodé les tendances totalitaires. L'étude de Thompson est une des plus détaillées en ce qui a trait aux cas étudiés, puisqu'elle opérationnalise la typologie de Linz et Stepan et l'applique à un petit nombre de cas. Toutefois, il s'agit de l'étude la moins historique, et la plus statique des trois présentées. Et, encore une fois, le cas roumain n'est pas systématiquement comparé avec les autres cas. Finalement, et il s'agit d'une critique de la typologie de Linz et Stepan reprise par Thompson, les sous-types de régimes post-totalitaires, i.e. post-totalitaire précoce, post-totalitaire figé et post-totalitaire mature, semblent avoir été créés *ad hoc* pour expliquer des variations dans

---

<sup>92</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.1.

des trajectoires historiques réelles ne pouvant que difficilement être expliquées par le cadre théorique, celui-ci étant beaucoup trop rigide et ahistorique. Plutôt que d'élaborer de nouveaux types et sous-types de régimes pour chaque décennie de l'évolution d'un régime, car un régime n'évolue évidemment pas de totalitaire, à post-totalitaire, à démocratique, du jour au lendemain, nous croyons qu'il faut plutôt étudier la manière dont certains régimes évoluent et changent avec le temps face à des pressions internes et externes.

Une quatrième étude digne de mention est *The Fall : A Comparative Study of the End of Communism in Czechoslovakia, East Germany, Hungary and Poland*<sup>93</sup> (2000). Dans cet ouvrage, Steven Saxonberg propose un modèle qui allie néo-institutionnalisme, psychologie politique et marxisme pour analyser la chute des régimes socialistes en Tchécoslovaquie, RDA, Hongrie et Pologne. Dans son analyse détaillée, Saxonberg met l'accent sur la question de la légitimité et propose le concept de « *pragmatic acceptance* » pour historiciser les différences dans les types de régimes et leur comportement en 1989. Selon lui, les variations dans les degrés de « *pragmatic acceptance* » des différents pays, c'est-à-dire les variations dans le degré de réussite des régimes à faire accepter leur autorité à la population, permettraient d'expliquer les différences dans les chutes de régimes et les formes qu'elles ont revêtues. Toutefois, l'historicisation des différences se limite à la période socialiste, remontant par exemple au « moment formateur » du Printemps de Prague de 1968, ce qui implique que les « antécédents critiques » de la période pré-socialiste ne sont pas considérés dans l'explication. De plus, la Roumanie ne fait pas partie des cas étudiés. Un des apports intéressants de l'ouvrage, toutefois, est le recours à des entrevues (notamment avec des anciens membres des Politburo) ayant permis à quelques reprises de trancher entre des interprétations historiographiques concurrentes.

---

<sup>93</sup> Steven Saxonberg, 2001. *op cit.*

Bref, il est important de ramener l'ancien régime au centre des analyses des révolutions (*bring the old regime back in*<sup>94</sup>), comme le démontrent ces quatre études, mais il ne faut pas le faire aux dépens d'un examen de certaines conditions antécédentes. En effet, les quatre études établissent une corrélation entre la variété institutionnelle de la période socialiste et les différents processus révolutionnaires de sortie du communisme, mais aucune n'établit de lien avec la période présocialiste<sup>95</sup>. Une mention spéciale doit tout de même être accordée à l'ouvrage de Saxonberg, qui historicise beaucoup plus les régimes. Il ressort donc de cette revue de littérature que, si les révolutions de 1989 ont généré une littérature prolifique, aucune étude ne réunit à ma connaissance tous les critères suivants : 1) la variation dans les processus révolutionnaires (particulièrement en ce qui a trait au caractère violent ou non-violent de ceux-ci) posée comme résultat devant être expliqué, 2) un argument fondé sur les types de régimes, 3) une perspective comparative incluant la Roumanie, 4) une analyse détaillée des cas, et 5) un examen des conditions antécédentes qui permettrait d'expliquer l'établissement de différents types de régimes en 1947-1948. Cette recherche vise à corriger cet angle mort de la littérature sur les processus révolutionnaires de 1989.

#### 1.4 Clarifications conceptuelles

Nous nous concentrons sur le second point de la séquence révolutionnaire – émergence d'une situation révolutionnaire, processus révolutionnaire, résultat

---

<sup>94</sup> James Mahoney. 2003. « Knowledge Accumulation in Comparative Historical Research: The Case of Democracy and Authoritarianism » dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, New York et Cambridge: Cambridge University Press. p.162.

<sup>95</sup> Il s'agit là d'une critique s'appliquant de manière plus large à la littérature sur le socialisme d'Europe. Voir notamment Grzegorz Ekiert et Daniel Ziblatt. 2013. « Democracy in Central and Eastern Europe One Hundred Years On », *East European Politics and Societies and Cultures*, vol.27, no.1, pp.90-107.

révolutionnaire<sup>96</sup> – et n’aborderons ainsi en profondeur<sup>97</sup> ni les causes des révolutions tchécoslovaque et roumaine, ni leurs résultats. La phase *d’émergence d’une situation révolutionnaire* est un processus temporel graduel au sein duquel deux ou plusieurs blocs émergent et mettent de l’avant des revendications incompatibles pour le contrôle exclusif de l’État<sup>98</sup>. La deuxième étape, celle du *processus révolutionnaire*, est celle de la lutte pour le contrôle de l’État, qui met en scène différents acteurs comme l’État, les groupes d’opposition et des acteurs internationaux. Le processus révolutionnaire est donc le lieu dynamique de l’action collective, de la formation de coalitions, des tactiques et de la confrontation<sup>99</sup>. Le processus révolutionnaire peut durer plusieurs années avant qu’un résultat révolutionnaire émerge. La phase du *résultat révolutionnaire*<sup>100</sup> désigne le moment du transfert de pouvoir des mains de ceux qui le détenaient vers celles d’un groupe qui ne le détenait pas préalablement, ainsi que la reconsolidation du pouvoir d’État qui s’ensuit<sup>101</sup>. Dans le cadre de cette recherche, nous ferons référence au résultat révolutionnaire immédiat qui marque la fin de l’étape du processus révolutionnaire, mais pas à la consolidation du nouveau régime. Ainsi, il ne s’agit pas ici d’expliquer pourquoi des changements de régime ont eu lieu, ni la consolidation des nouveaux régimes instaurés, mais bien pourquoi les changements de régime se sont déroulés d’une certaine manière plutôt que d’une autre.

---

<sup>96</sup> Charles Tilly. 1995a. *op cit.*

<sup>97</sup> Certaines références aux causes et résultats peuvent s’avérer nécessaires à la compréhension des phénomènes.

<sup>98</sup> Charles Tilly. 1995a. *op cit.*, pp. 10-11.

<sup>99</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.65.

<sup>100</sup> La définition des révolutions que nous adoptons ici (Goodwin) intègre la notion du résultat révolutionnaire, c’est-à-dire que pour être qualifié de révolution, un processus révolutionnaire doit nécessairement être réussi, et culminer en un résultat où un transfert de pouvoir est opéré. Toutefois, certains auteurs comme Jack Goldstone ne considèrent pas le « succès » comme un critère de définition. Voir la définition de révolution de Goldstone en page 3.

<sup>101</sup> Charles Tilly. 1995a. *op cit.*, p. 14.

Les événements de 1989 sont ici considérés comme des *révolutions sociales*, c'est à dire : « *a fundamental and relatively rapid transformation of a national society's state structure, economic institutions and/or culture; these changes furthermore are initiated and/or achieved, at least in part, by popular mobilizations, including armed movements, strikes, and/or demonstrations*<sup>102</sup>.» Les révolutions sociales, qui désignent une forme relativement restrictive de révolutions, se distinguent des révolutions politiques par la combinaison de changements fondamentaux au niveau des structures sociales, économiques ou culturelles et au niveau des structures étatiques. En effet, les *révolutions politiques*, c'est-à-dire « *any and all instances in which a state or political regime is overthrown and thereby transformed by a popular movement in an irregular, extraconstitutional, and/or violent fashion*<sup>103</sup> », n'impliquent pas de changement fondamental au niveau social, économique et/ou culturel. En ce sens, toutes les révolutions sociales sont des révolutions politiques, mais toutes les révolutions politiques ne sont pas des révolutions sociales. En effet, selon Jeff Goodwin, il est possible d'identifier dix-huit cas de révolutions sociales, allant de la révolution française (1789) aux révolutions anti-communistes (1989)<sup>104</sup>, alors qu'il est possible selon Jack Goldstone d'identifier plus de 150 cas si l'on inclut les révolutions politiques et les mouvements révolutionnaires<sup>105</sup>. Certains chercheurs ont proposé des concepts comme « révolution non-armée » ou « révolution non-violente » pour désigner certaines formes de révolutions. Toutefois, ces chercheurs ne considèrent que la violence perpétrée par les révolutionnaires dans leurs définitions; la violence contre-révolutionnaire étant considérée comme quasi-inévitable<sup>106</sup> dans toute révolution. Par exemple, Daniel P. Ritter définit les révolutions non-armées comme : « *an irregular overthrow of a political regime through predominantly*

---

<sup>102</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.260.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p.9.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p.4

<sup>105</sup> Jack Goldstone. 2003. *op cit.*, p.41.

<sup>106</sup> Daniel P. Ritter. 2015. *op cit.*, p.8

*nonviolent mass mobilization*.<sup>107</sup> » Une telle définition implique non seulement que la violence contre-révolutionnaire n'est pas un critère permettant d'exclure une révolution de la catégorie de révolution non-armée, mais aussi que les actions des révolutionnaires ne doivent être que *majoritairement* non-violentes. Une telle définition ne permettrait que très difficilement une distinction conceptuelle entre les processus révolutionnaires tchécoslovaque et roumain.

En effet, en Roumanie, face à des mobilisations de masse spontanées, le régime a ordonné à ses forces répressives d'ouvrir le feu sur la population, causant plusieurs centaines de morts, dans le cadre d'émeutes et d'affrontements meurtriers. Après cette première vague de violence, l'armée a joint l'opposition, mais la police secrète est restée fidèle au dictateur. S'ensuivit une forme de guerre civile, avec l'armée et la population d'un côté et la police secrète de l'autre, qui prit fin au moment de l'exécution de Ceaușescu et de sa femme, Elena. En Tchécoslovaquie, la vague révolutionnaire fut plutôt enclenchée par un large mouvement de masse engagé dans l'action collective, qui força la démission des leaders communistes et des négociations subséquentes entre l'opposition et le régime. Une des caractéristiques les plus frappantes et surprenantes de la Révolution tchécoslovaque est donc précisément la quasi-absence de violence contre-révolutionnaire, c'est-à-dire de violence perpétrée par le régime. En ce qui a trait au lien entre la violence et les révolutions, il est ainsi important de distinguer trois formes de processus révolutionnaires<sup>108</sup>: 1) les *révolutions non-violentes* (ou révolutions de velours) où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles non-violentes comme des grèves, des manifestations massives ou des boycotts, un régime est renversé sans qu'il

---

<sup>107</sup> *Ibid.*, p.7.

<sup>108</sup> Il est à noter qu'une quatrième option, conjuguant une violence révolutionnaire à une absence de violence de la part du régime n'a pas été conceptualisée ici. Aucun cas en Europe centrale et orientale ne semble correspondre à cette combinaison, ce qui n'implique toutefois pas que cette configuration soit impossible.

n'utilise la force contre sa population. 2) Les *révolutions non-armées* où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles non-violentes comme des grèves, des manifestations massives ou des boycotts, un régime est renversé malgré l'usage de la force contre sa population. Finalement, 3) des *révolutions violentes* où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles violentes comme des soulèvements armés, des attentats meurtriers ou des affrontements meurtriers, un régime est renversé malgré l'usage de la force contre sa population.

Tableau 1.1  
Processus révolutionnaires et violence

Processus révolutionnaires et violence		
Régime \ Révolutionnaires	Violence contre-révolutionnaire	Non-violence contre-révolutionnaire
Violence révolutionnaire	Révolution violente	
Non-violence révolutionnaire	Révolution non-armée	Révolution non-violente (de velours)

Il est important de préciser que les révolutions non-violentes se distinguent des transitions négociées, qui ne constituent pas à proprement parler des révolutions et qui sont par conséquent absentes de la typologie. En effet, les transitions négociées impliquent des discussions et des négociations entre l'opposition et le régime ainsi qu'une négociation par les membres du gouvernement des conditions de leur retrait, et n'impliquent pas nécessairement des mobilisations de masse et des actions non-

institutionnelles<sup>109</sup>. De plus, le tableau désigne une typologie des *processus* révolutionnaires, ce qui suppose que les critères de violence et de non-violence doivent être déterminés dans la phase du processus révolutionnaire, c'est-à-dire jusqu'au moment de la fin de la situation de souveraineté multiple (*multiple sovereignty*). La souveraineté multiple désigne une situation où au moins deux groupes mettent de l'avant des revendications incompatibles pour le contrôle exclusif de l'État et détiennent suffisamment de ressources politiques, économiques, militaires, et/ou organisationnelles pour atteindre leur but<sup>110</sup>. Suivant ces distinctions conceptuelles, le processus révolutionnaire tchécoslovaque peut être qualifié de révolution non-violente, alors que le processus révolutionnaire roumain peut être qualifié de révolution violente.

Pour terminer ces clarifications conceptuelles, nous comprenons le concept de régime comme désignant les relations, organisations et règles, formelles et informelles, qui déterminent qui peut user du pouvoir d'État et à quelle fin, ainsi que la manière dont ceux qui détiennent le pouvoir s'occupent de ceux qui ne le détiennent pas<sup>111</sup>. Simplement, le régime réfère à l'organisation du pouvoir politique. Ainsi, les régimes sont des formes d'organisation politique moins permanentes que l'État, mais plus durables que des gouvernements spécifiques<sup>112</sup>. Évidemment, dans le cas des régimes socialistes d'Europe, la ligne entre État et régime est plus difficile à tracer, puisqu'un parti unique pénètre toutes les organisations centrales de l'État et, dans le cas de la Roumanie, le personnel étatique est personnellement lié au dictateur.

---

<sup>109</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.322.

<sup>110</sup> Charles Tilly. 1975. « Revolutions and Collective Violence » dans Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby (dir.), *Handbook of Political Science*, vol.3, Boston: Addison-Wesley Pub., pp. 520-521.

<sup>111</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.12.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p.13.

## 1.5 Méthodologie

Il s'agit ici de répondre aux lacunes identifiées dans la littérature en proposant une étude des continuités entre l'héritage présocialiste, l'héritage socialiste et le processus révolutionnaire de 1989 par le biais d'une comparaison par divergences des trajectoires individuelles de deux pays sur la *longue durée*. La méthode utilisée sera l'analyse historique comparative. James Mahoney définit cette méthode comme suit :

« comparative historical analysis is best considered part of a long-standing intellectual project oriented toward the explanation of substantively important outcomes. It is defined by a concern with causal analysis, an emphasis on processes over time, and the use of systematic and contextualized comparison.<sup>113</sup> »

La dimension historique réfère ainsi à la contextualisation historique des phénomènes étudiés, à une forte prise au sérieux de l'historiographie, à une considération particulière pour les enjeux temporeux de processus, *timing*, et trajectoires historiques, ainsi qu'à une analyse en profondeur des cas étudiés<sup>114</sup>. La dimension comparative de la méthode, quant à elle, réfère à l'examen des expériences de deux ou plusieurs cas, ou encore à l'examen d'un seul cas lorsque les considérations empiriques se voient situées dans un contexte comparatif<sup>115</sup>. Les États sont les unités d'analyse les plus généralement sélectionnées puisqu'il s'agit d'unités souvent appropriées pour des questions macrosociologiques, particulièrement les questionnements entourant les révolutions ainsi que les régimes démocratiques et

---

<sup>113</sup> James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer. 2003. *op cit.*, p.6.

<sup>114</sup> Edwin Amenta. 2003. « What we Know About the Development of Social Policy: Comparative and Historical Research in Comparative and Historical Perspective » dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, New York et Cambridge: Cambridge University Press, p.94.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p.93.

autoritaires<sup>116</sup>. Les cas doivent présenter des similarités suffisantes (*sufficient similarity*) pour qu'il soit significatif de les comparer<sup>117</sup>.

Plus spécifiquement, la méthode utilisée sera la comparaison historique contrôlée par divergences. En effet, selon Charles Tilly, l'essentiel du travail de recherche ne se situe pas dans l'identification de similarités, mais plutôt dans l'explication de la variabilité au sein de structures et processus connexes, ce qui implique, dans l'étude des révolutions, d'expliquer pourquoi et comment différentes formes de situations sociales produisent différentes variétés de prises de pouvoir sur des États<sup>118</sup>. Il s'agira de se pencher sur deux cas à savoir la Tchécoslovaquie et la Roumanie, qui présentent des processus révolutionnaires différents les uns des autres, dans le but d'augmenter la visibilité de certaines structures, mécanismes et processus en les contrastant avec d'autres<sup>119</sup>. Il s'agit d'analyser la manière dont les mêmes mécanismes opèrent selon des configurations et des agencements spécifiques dans chacun des cas ou, en d'autres mots, d'identifier l'impact différencié de certains facteurs dans des contextes différents. Le caractère pacifique du processus révolutionnaire tchécoslovaque, et le caractère violent du processus révolutionnaire roumain sont ainsi considérés comme des « résultats » divergents devant être expliqués, ou, en d'autres mots, comme variable dépendante. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la tradition interprétative en sociologie historique, qui compare généralement peu de cas et accorde une importance de premier plan au souci du détail empirique, dans le but de donner sens à des trajectoires historiques spécifiques (méthode interprétative de la

---

<sup>116</sup> James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer. 2003. *op cit.*, p.14.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>118</sup> Charles Tilly. 1995b. « To Explain Political Processes », *American Journal of Sociology*, vol.100, no.6, p.1601.

<sup>119</sup> Reinhard Bendix. 1976. *Nation Building and Citizenship*, Berkeley: University of California Press, pp.16-17.

différence)<sup>120</sup>. Cette recherche se présente également comme une tentative de combiner sociologie des révolutions et transitologie, à travers une explication des processus révolutionnaires fondée sur une combinaison de structure et d'agentivité, et une focalisation temporelle qui allie causes éloignées (*deep causes*) et causes de proximité (*proximate causes*). La structure de l'argument proposée dans le cadre de ce mémoire, passant de causes éloignées et structurelles à des causes rapprochées centrées sur les acteurs, peut ainsi s'apparenter à la stratégie intégrative de l'entonnoir (*funnel strategy*), où le point de mire est graduellement resserré du niveau macro au niveau micro<sup>121</sup>.

Dans cette entreprise, cette recherche se fonde sur des sources secondaires. En effet, la sociologie historique ne cherche pas à découvrir de « nouveaux faits », mais plutôt à proposer de nouvelles interprétations à l'aide de « vieux faits »<sup>122</sup>. Ainsi, il s'agit de jeter un nouveau regard sur, ou proposer une nouvelle interprétation de, trajectoires historiques dans deux pays, en interprétant des travaux historiques déjà existants<sup>123</sup>. Les sociologues associés à ce champ sont donc fortement redevables aux spécialistes régionaux, historiens, politologues, sociologues et autres chercheurs ayant travaillé sur les mêmes questions et pays dans le passé. Analytiquement, l'interprétation des événements historiques mise de l'avant s'appuie sur une variété éclectique de contributions théoriques et empiriques tirées de la littérature en politique comparée, histoire, sociologie historique et études est-européennes. Si une utilisation de sources primaires pourrait être enrichissante, une analyse historique comparative peut difficilement s'engager dans une telle démarche.

---

<sup>120</sup> Theda Skocpol (dir.). 1984. *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge: Cambridge University Press, pp.368-374.

<sup>121</sup> Svend Skanning et Jorgen Moller. 2013. *op cit.*, pp.163-164.

<sup>122</sup> Daniel P. Ritter. 2014. « Comparative Historical Analysis » dans Donatella Della Porta (dir.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford: Oxford University Press, p.107.

<sup>123</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.xiv.

### 1.5.1 Hypothèses et périodisation

La sociologie historique fait face au problème de la « régression infinie », c'est-à-dire la recherche potentiellement sans fin de la cause originelle. En effet, puisque toute cause comporte elle-même une cause, la recherche de régularités causales doit être limitée temporellement. La plupart des chercheurs adoptent à ce sujet une posture en termes de « points tournants » (*critical junctures*), c'est-à-dire « *a period of significant change, which typically occurs in distinct ways in different countries (or in other units of analysis) and which is hypothesized to produce distinct legacies.*<sup>124</sup> » Ce faisant, les chercheurs débutent leur analyse au moment de ces « points tournants ». Selon Slater et Simmons, il est effectivement légitime de tronquer une régression historique au moment d'un point tournant si ce qui précède ce point tournant est causalement non-significatif. Or, Slater et Simmons font l'argument que dans plusieurs instances, des conditions précédant ces moments de *critical junctures* agissent pour générer le phénomène ou le résultat étudié<sup>125</sup>. En ce sens, Slater et Simmons arguent en faveur d'une régression instructive (*informative regress*), non pas en faveur d'une régression infinie : « *Whereas infinite regress piles causes on causes, informative regress sifts through historical evidence to distinguish causal from noncausal antecedents.*<sup>126</sup> » Dans le cadre de cette recherche, nous faisons ainsi l'argument que l'héritage présocialiste spécifique à chacun des pays a favorisé l'établissement de différents types de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie en 1947-1948, ayant subséquemment évolué dans des directions différentes pendant la période socialiste face à des pressions internes et externes. Une combinaison de caractéristiques de ces différents régimes (leadership, légitimité et

---

<sup>124</sup> Ruth Collier et David Collier. 1991. *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton: Princeton University Press, p.29.

<sup>125</sup> Dan Slater et Erica Simmons. 2010. «Informative Regress: Critical Antecedents in Comparative Politics», *Comparative Political Studies*, vol.43, no.7, p.887.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p.900.

déclin idéologique, capacité répressive, force de l'opposition), ainsi que leur évolution dans le temps (indépendance/dépendance face à l'URSS), a donné lieu à des dynamiques spécifiques de défections au sein du régime et de coalitions entre certains secteurs de l'État et de la société civile durant les processus révolutionnaires, ayant été décisives pour rendre les processus révolutionnaires non-violent dans le cas de la Tchécoslovaquie et violent dans le cas de la Roumanie. Ainsi, la périodisation débutera à la période de l'entre-deux-guerres, avec l'établissement des régimes socialistes<sup>127</sup>. De la même manière, la périodisation implique de fixer une fin à la période historique étudiée. Puisque cette recherche se penche sur les processus révolutionnaires, la période étudiée prendra fin, pour chacun des pays, au moment du renversement du régime et de la fin de la situation de souveraineté multiple.

En somme, si le « résultat » divergent étudié, qui réfère au processus révolutionnaire, constitue un résultat à déploiement extrêmement rapide (*rapidly unfolding outcome*), l'explication retournera jusqu'au point tournant de l'émergence des régimes tchécoslovaque et roumain renversés en 1989, et plus loin encore, jusqu'aux variations antécédentes jugées significatives pour les trajectoires historiques de chacun des pays. Les continuités spécifiques à chaque pays entre la période présocialiste et la période socialiste, ainsi que la variété des types de régimes socialistes en résultant, seront ainsi placées au centre de l'explication des différences dans les processus révolutionnaires tchécoslovaque et roumain.

---

<sup>127</sup> Anna Gryzmala-Busse. 2011. «Time Will Tell? Temporality and the Analysis of Causal Mechanisms and Processes», *Comparative Political Studies*, vol.44, no.9, pp.1280-1281.

### 1.5.2 Sélection des cas

Les cas sélectionnés présentent suffisamment de similarités pour être comparés. En effet, puisqu'il s'agit de deux cas de révolutions faisant partie de la même « série » ou « vague » de révolutions, bon nombre de variables peuvent être contrôlées. De la même manière, il s'agit de pays de la même région du monde, et les révolutions ont, dans les deux cas, renversé des régimes socialistes. Évidemment, la Tchécoslovaquie et la Roumanie ne sont pas des cas « parfaits » permettant une forme de laboratoire historique. Au contraire, les deux cas présentent des héritages historiques très différents, ce qui est vu ici, non pas comme un frein à la comparaison contrôlée, mais bien comme un ajout intéressant, qui sera intégré à l'analyse sous la forme d'antécédents historiques.

De plus, autant la Tchécoslovaquie que la Roumanie se présente comme le cas le plus indiqué à être comparé à l'autre, en lien avec la question de recherche qui nous intéresse. En effet, si l'on cherche à comparer la Roumanie directement avec un autre cas d'Europe centrale et orientale en ce qui a trait à l'utilisation de la violence par le régime, il faut la comparer avec un cas où la violence était probable et le processus révolutionnaire a donné lieu à des manifestations de masse, non pas simplement à des tables de négociation. En effet, les deux régimes faisaient partie de ceux ayant adopté une posture anti-réforme, et ayant refusé de s'ajuster face à une crise économique croissante, contrairement à la Pologne et la Hongrie, optant plutôt pour une rigidité renouvelée et une répression intense<sup>128</sup>. Ainsi, pour expliquer l'usage de la force par le régime roumain, le cas roumain gagne à être comparé au cas tchécoslovaque ou au cas de la RDA. Le cas tchécoslovaque est toutefois particulièrement intéressant d'un point de vue historique en raison du Printemps de Prague de 1968. Inversement, il est

---

<sup>128</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.278.

pertinent pour le cas tchécoslovaque d'être comparé avec le cas roumain. En effet, on a généralement comparé la Tchécoslovaquie à la Pologne, la Hongrie et la RDA, ce qui a généré des explications intéressantes, notamment en ce qui a à la séquence des révolutions et à la question de l'« effet boule de neige » ou à des explications du pourquoi la Tchécoslovaquie et la RDA n'ont pas connu de transition négociée comme les deux autres cas. Comme mentionné en introduction, l'argument de la séquence frappe un mur si l'on essaie de l'appliquer au cas roumain et l'inclusion du cas roumain nous fournit ainsi certains indices à l'effet que d'autres forces, spécifiques à chaque pays, ont possiblement été plus déterminantes pour les variations dans les processus révolutionnaires que l'effet boule de neige. Aussi, l'intrigue ne réside pas, dans le cas de la Tchécoslovaquie, dans l'absence d'une transition négociée, mais bien dans l'absence de violence contre-révolutionnaire, ce qu'une comparaison avec la Pologne et la Hongrie ne peut que difficilement expliquer<sup>129</sup>. Si l'on veut expliquer pourquoi la Tchécoslovaquie a connu un processus révolutionnaire non-violent, le cas tchécoslovaque gagne ainsi à être comparé avec le cas roumain, qui permet de faire ressortir des éléments différents de ceux mis en lumière par une comparaison avec le cas de processus non-violents d'Europe centrale et orientale.

---

<sup>129</sup> Il y a là un des problèmes de la recherche de Steven Saxonberg, qui cherche à expliquer les variations dans les processus révolutionnaires entre la Pologne, la Hongrie, La RDA et la Tchécoslovaquie. Saxonberg ne réussit pas à établir pourquoi il serait « surprenant » que la Tchécoslovaquie et la RDA n'aient pas connu de transitions négociées. En effet, puisque les deux régimes étaient de type rigide, il n'y a que peu de raisons de croire qu'une transition négociée eût été possible.

## CHAPITRE II

### ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES, ÉTABLISSEMENT ET TYPES DE RÉGIMES SOCIALISTES EN TCHÉCOSLOVAQUIE ET EN ROUMANIE

L'argument global défendu dans le cadre de cette recherche est que l'héritage présocialiste spécifique à chacun des pays a favorisé l'établissement de différents types de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie en 1947-1948, ayant subséquemment évolué dans des directions différentes pendant la période socialiste face à des pressions internes et externes. Une combinaison de caractéristiques de ces différents régimes (leadership, idéologie et légitimité, capacité répressive, force de l'opposition), ainsi que leur évolution dans le temps, a donné lieu à des dynamiques spécifiques de défections au sein du régime et de coalitions entre certains secteurs de l'État et de l'opposition durant les processus révolutionnaires, ayant été décisives pour rendre les processus révolutionnaires non-violent dans le cas de la Tchécoslovaquie et violent dans le cas de la Roumanie.

Dans ce premier chapitre empirique, il s'agit ainsi de proposer une esquisse de réponse à la question « pourquoi la Tchécoslovaquie et la Roumanie ont-elles établi des régimes socialistes différents ? » L'explication de la variation dans les types de régime socialistes établis entre les deux pays pourrait faire l'objet d'une recherche à part entière, et est sans doute attribuable à une multiplicité de causes et de variables, qui ne pourront malheureusement pas être abordées ici. La visée de ce chapitre n'est donc pas la découverte de relations causales à travers la multitude de facteurs influençant des processus macro-historiques, mais plutôt le dévoilement de continuités historiques au sein de trajectoires nationales spécifiques émergeant dans ce qui pourrait sembler une structure institutionnelle uniforme imposée en Europe centrale et orientale suivant la Seconde Guerre mondiale. L'argument défendu est que certains héritages de la période présocialiste ont mené à différentes voies d'établissement – et ont favorisé l'établissement de différents types – de régimes

socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Ainsi le degré d'industrialisation, le régime de l'entre-deux-guerres ainsi que l'équilibre des forces de la Seconde Guerre mondiale ont eu un effet sur la force des partis communistes tchécoslovaque et roumain, le premier jouissant d'un soutien accru et le second d'un soutien minimal (voir figure 1), ce qui a mené à différentes voies d'établissement du socialisme (approche autonome et graduelle en Tchécoslovaquie et imposition soviétique en Roumanie) et a favorisé l'établissement de différents types de régimes socialistes (bureaucratique-autoritaire en Tchécoslovaquie et socialisme nationaliste ayant évolué en sultanisme en Roumanie).

## 2.1 Héritages historiques de la période présocialiste et équilibre des forces politiques

L'importante variation au niveau de la force des partis communistes tchécoslovaque et roumain après la Seconde Guerre mondiale, avec un Parti communiste tchécoslovaque fort doté d'un appui important de la population et, inversement, un Parti communiste roumain faible et peu populaire, peut être rattachée à une combinaison d'héritages historiques dont les racines se situent dans la période de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, la Tchécoslovaquie étant fortement industrialisée, démocratique durant l'entre-deux-guerres et appartenant aux forces Alliées durant la Seconde Guerre mondiale, était dotée d'une base sociale ouvrière importante et d'une tradition gauchiste très présente, entretenait des relations amicales avec l'Union Soviétique, et était dotée d'un Parti communiste ayant œuvré dans la légalité depuis sa formation. Inversement, la Roumanie qui était majoritairement agraire et à peine industrialisée, prise aux mains d'une dictature monarchique pendant l'entre-deux-guerres puis d'un régime fasciste issu d'un mouvement national de 1938 à 1940, et s'était rangée aux forces de l'Axe durant la guerre, entretenait un fort sentiment nationaliste et anti-Soviétique, était dotée d'une culture politique conservatrice très forte, ne pouvait pas compter sur l'appui d'une

classe ouvrière – celle-ci étant quasi-inexistante – et était dotée d'un Parti communiste ayant du œuvrer dans l'illégalité. Ces « conditions antécédentes » de la période présocialiste auront ainsi directement influencé la force des partis communistes de chacun des pays, ce qui, comme nous le verrons dans la section prochaine, aura influencé les manières par lesquelles les régimes socialistes ont pris le pouvoir dans chacun des pays ainsi que les types de régimes socialistes établis.

### 2.1.1 Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie, établie en tant qu'État indépendant joignant les Tchèques et les Slovaques<sup>130</sup> sous une seule entité politique en 1918 par la Conférence de Paris<sup>131</sup>, était le pays le plus industrialisé et prospère d'Europe centrale et orientale avant la Seconde Guerre mondiale<sup>132</sup>. En effet, les terres tchèques<sup>133</sup> étaient parmi les plus industrialisées d'Europe, classant la Tchécoslovaquie au dixième rang mondial en termes d'industrialisation<sup>134</sup>. En 1921, 336,4 personnes sur 1000 travaillaient dans les industries contre 395,6 sur 1000 travaillant dans l'agriculture<sup>135</sup>. En 1930, près de la moitié de la population était urbaine<sup>136</sup>.

---

<sup>130</sup> La Tchécoslovaquie a été nommée en référence aux populations tchèques et slovaques, mais réunissait en fait six nationalités. Voir Mary Heimann. 2009. *Czechoslovakia: The State that Failed*, New Haven et Londres: Yale University Press, p.2.

<sup>131</sup> Gordon Skilling. 1976. *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, Princeton: Princeton University Press, p.4.

<sup>132</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.126.

<sup>133</sup> Il est à noter que la Slovaquie était beaucoup moins industrialisée que les terres tchèques, ce qui s'est notamment traduit par un appui moins important de cette région pour le Parti communiste lors des élections de 1946.

<sup>134</sup> Mary Heimann. 2009. *op cit.*, p.48.

<sup>135</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, pp.11-12.

<sup>136</sup> *Ibid.*

De plus, contrairement aux autres pays d'Europe centrale et orientale, la Tchécoslovaquie était une véritable démocratie durant l'entre-deux-guerres. L'expérience démocratique de l'entre-deux-guerres a fait en sorte que le Parti communiste pouvait opérer dans la légalité, et pouvait ainsi véritablement s'établir au niveau des syndicats et opérer sans trop de restrictions; une tâche facilitée par l'important degré d'éducation et d'alphabétisation de la population<sup>137</sup>. Cette liberté d'action du Parti communiste aura également permis au Parti d'acquérir une expérience politique substantielle<sup>138</sup>. Le Parti communiste tchécoslovaque a ainsi réussi à mobiliser non seulement la masse urbaine ouvrière, mais également les minorités rurales et ethniques, notamment la minorité hongroise slovaque.

En septembre 1938, les pouvoirs occidentaux ont acquiescé aux demandes territoriales d'Hitler face à la Tchécoslovaquie dans les cadre des Accords de Munich, ce qui marqua la fin de l'indépendance de la Tchécoslovaquie et mena à son annexion partielle au Troisième Reich moins de six mois plus tard<sup>139</sup>. Le Parti communiste, qui s'était prononcé officiellement en faveur de la résistance contre Hitler<sup>140</sup>, avait ainsi réussi à augmenter le soutien que lui portait la population en adoptant une stratégie d'alliance antifasciste<sup>141</sup>. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les communistes étaient donc plus forts que jamais. La République Démocratique avait échoué à prévenir la prise de pouvoir du pays par l'Allemagne, les communistes avaient mené le mouvement de résistance durant la guerre<sup>142</sup>

---

<sup>137</sup> Robin H.E Shepherd. 2000. *Czechoslovakia. The Velvet Revolution and Beyond*, Londres: MacMillan Press, p.22.

<sup>138</sup> Gordon Skilling. 1966. *op cit.*, p.31.

<sup>139</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.126.

<sup>140</sup> Mary Heimann. 2009. *op cit.*, pp.82-83.

<sup>141</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.101.

<sup>142</sup> Robin H.E. Shepherd. 2000. *op cit.*, p.21.

(comptabilisant plus de 25 000 pertes de leurs membres aux mains des Nazis<sup>143</sup>) et la Tchécoslovaquie avait été en majeure partie libérée par l'armée soviétique<sup>144</sup>. De plus, contrairement à la Roumanie, la Russie ne constituait pas un ennemi historique pour la Tchécoslovaquie, ce rôle étant plutôt occupé par l'Allemagne, dont l'URSS avait aidé la Tchécoslovaquie à se débarrasser à la fin de la guerre<sup>145</sup>. Ainsi, contrairement à la Roumanie où un ressentiment anti-Soviétique minait la popularité du Parti communiste, la Tchécoslovaquie n'avait pas connu de mauvaises expériences historiques avec la Russie et sa population affichait traditionnellement une posture pro-russe se traduisant dans un soutien pour le Parti communiste<sup>146</sup>. L'Union Soviétique était en effet considérée comme un pouvoir slave allié, et le communisme comme une force sociale progressiste<sup>147</sup>. Bref, le Parti communiste tchécoslovaque a réussi à accroître sensiblement son nombre de membres avec la fin de la guerre, alors qu'en mars 1946 plus d'un million de membres étaient comptabilisés, contre 475 000 membres en juillet 1945<sup>148</sup>. Le soutien ouvrier pour les communistes était phénoménal, alors qu'en 1946, 58% des membres du Parti communiste de Tchécoslovaquie dans les terres tchèques étaient ouvriers<sup>149</sup>. Les communistes pouvaient ainsi compter sur une classe ouvrière populeuse, qualifiée, et bien organisée<sup>150</sup>.

---

<sup>143</sup> Kevin McDermott. 2015. *Communist Czechoslovakia, 1945-89. A Political and Social History*, coll. « European History in Perspective », Londres: Palgrave, p.26.

<sup>144</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.18.

<sup>145</sup> Gordon Skilling. 1964. *Communism. National and International. Eastern Europe After Stalin*, Canadian University Paperbooks, Toronto: University of Toronto Press, p.86.

<sup>146</sup> Sharon L. Wolchik. 1995. « The Czech Republic and Slovakia » dans Zoltan Barany et Ivan Volgyes (dir.), *The Legacies of Communism in Eastern Europe*, Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, p.153.

<sup>147</sup> Gordon Skilling. 1964. *op cit.*, p.86.

<sup>148</sup> Matt Killingsworth. 2012. *Civil Society in Communist Eastern Europe, Opposition and Dissent in Totalitarian Regimes*, Colchester: EPCR Press, p.51.

<sup>149</sup> Ben Fowkes. 1993. *The Rise and Fall of Communism in Eastern Europe*, Londres: Palgrave Macmillan UK, p.15.

<sup>150</sup> Gordon Skilling. 1964. *op cit.*, p.87.

Ultimement, le Parti communiste tchécoslovaque, le seul de la région à avoir opéré légalement et à avoir été un parti de masse avant la Seconde Guerre mondiale, est devenu le premier parti de Tchécoslovaquie dans les élections libres de 1946, avec 37,9% du vote (avec une part plus importante dans les terres tchèques industrialisées qu'en Slovaquie rurale)<sup>151</sup>. Dans la redistribution subséquente des sièges dans les comités, autant locaux que nationaux, les communistes se sont vus alloués 44 pourcent des sièges. Pourtant le parti n'a pas cherché à s'emparer immédiatement du pouvoir et a préféré opter pour une « approche graduelle »<sup>152</sup>.

### 2.1.2 Roumanie

En Roumanie du début du siècle, l'industrialisation était à la traîne. Le pays était économiquement sous-développé et accumulait un retard au niveau des politiques sociales<sup>153</sup>. Le développement industriel était limité à un axe est-ouest de Timișoara à Brașov, et à un axe nord-sud de Sighișoara à Ploiești et Bucarest<sup>154</sup>. En 1901, seulement 37 000 personnes travaillaient dans les quelques 600 entreprises employant plus de 25 employés<sup>155</sup> et en 1938 le secteur agricole employait 80% de la population active occupée<sup>156</sup>, contre 10% dans l'industrie<sup>157</sup>. La « ruralité » roumaine était également un État d'esprit, au sein duquel la paysannerie se méfiait de la ville et de sa

---

<sup>151</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.101.

<sup>152</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009 [1993]. *Eastern Europe Since 1945*, New York: Palgrave Macmillan, p.48.

<sup>153</sup> Gordon Skilling. 1964. *op cit.*, p.52.

<sup>154</sup> Dennis Deletant. 1999, *Romania Under Communist Rule*, Oxford et Portland: Center for Romanian Studies, p.16.

<sup>155</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, pp.11-12.

<sup>156</sup> Adriana Baban et Henry P. David. 1995. «Women's Health and Reproductive Rights: Romanian Experience », *Patient Education Counseling*, no.28, p.235.

<sup>157</sup> Daniel Chirot. 1978. « Social Change in Communist Romania », *Social Forces*, vol.57, no.2, p.458.

population « cosmopolite »<sup>158</sup>. De manière générale, la productivité rurale était faible, la pauvreté rurale était répandue, et l'éducation publique de piètre niveau<sup>159</sup>. Contrairement à la Tchécoslovaquie, le seul pays de la région à avoir conservé ses structures démocratiques dans l'entre-deux-guerres, La Roumanie a réintroduit un régime autoritaire<sup>160</sup>.

En fait, la Roumanie du début du XXe siècle était dotée d'une forte culture politique et intellectuelle conservatrice<sup>161</sup>, se manifestant notamment dans la vie intellectuelle et les arts dans les années 1930<sup>162</sup>. La classe entrepreneuriale, largement dominée par la population juive, était méprisée par la paysannerie et considérée comme « étrangère » et « cosmopolite », ce qui recevait d'ailleurs un écho au niveau politique, avec la prolifération de lois antisémites à partir des années 1920<sup>163</sup>. Dans les années 1930, les partis démocratiques, soit les Libéraux et le Parti national paysan ont cédé devant l'extrême-droite fasciste représentée par la Légion de l'Archange Michel généralement connue par le nom de sa milice, la Garde de Fer: «*Under the genuinely charismatic leadership of the young [...] Codreanu, the Legion was [...] dedicated to ethnically and culturally « Roman-izing » the reshaped Romanian state and operating mainly by conspiracy and armed terror.*<sup>164</sup> » Puis, durant la seconde moitié des années 1930, le mouvement a su gagner un appui large en utilisant des stratégies de mobilisation de face-à-face avec les paysans et une partie des ouvriers

---

<sup>158</sup> Trond Gilberg. 1990. *Nationalism and Communism in Romania. The Rise and Fall of Ceaușescu's Personal Dictatorship*, San Francisco et Oxford: Westview Press, p.40.

<sup>159</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *Revolution and Change in Central and Eastern Europe [revised edition]*, Londres: Pinter Publishers Ltd., p.154.

<sup>160</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, pp.11-12

<sup>161</sup> Gordon Skilling. 1964. *op cit.*, p.58.

<sup>162</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *In Europe's Shadow. Two Cold Wars and a Thirty-Year Journey Through Romania and Beyond*, New York: Random House, pp.97-98.

<sup>163</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.154.

<sup>164</sup> Martin Blinkhorn. 2000. *Fascism and the Right in Europe 1919-1945*, Harlow: Routledge, pp.48-49.

qualifiés urbains<sup>165</sup>. Ultimement, le mouvement fasciste roumain, sous la forme de la Légion, se qualifie comme un des mouvements fascistes les plus accomplis en terme de soutien populaire de toute l'Europe de l'entre-deux-guerres<sup>166</sup>. En 1930, la Légion comptait plus de 34 000 cellules et 350 000 appuis<sup>167</sup>. En 1938, le Roi décida que le parlementarisme libéral (qui était déjà engagé dans une direction de plus en plus répressive) était incapable de maîtriser l'extrême-droite, et inaugura lui-même une dictature fasciste, en plus de déclarer la Légion illégale et d'assassiner Codreanu et les autres leaders fascistes<sup>168</sup>. De 1938 à 1940, la Roumanie a donc connu une forme de « fascisme étatique<sup>169</sup> », ayant réussi à gagner le soutien de la population en exploitant les faiblesses de la gauche roumaine<sup>170</sup> et en instrumentalisant le ressentiment traditionnel envers les Juifs et autres « *foreign elements of domination*<sup>171</sup> ». Plus de 250 000 Juifs ont péri aux mains de l'administration fasciste roumaine<sup>172</sup>.

Le Roi Carol, à la tête de son gouvernement fasciste, cultiva des relations économiques avec Hitler à partir de 1938, notamment en ce qui a trait au pétrole et aux produits d'agriculture considérés comme essentiels à l'effort de guerre de l'Allemagne, menant éventuellement à une coopération complète avec celle-ci<sup>173</sup>. Le Roi Carol espérait que l'Allemagne assure l'intégrité territoriale de la Roumanie, et

---

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> *Ibid.*, p.48.

<sup>167</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.93.

<sup>168</sup> Dylan Riley. 2010. *The Civic Foundations of Fascism in Europe. Italy, Spain, and Romania, 1870-1945*, Baltimore: John Hopkins University Press, p.114.

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> Martin Blinkhorn. 2000. *op cit.*, p.49.

<sup>171</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.93.

<sup>172</sup> Radu Ioanid. 2000. *The Holocaust in Romania. The Destruction of Jews and Gypsies Under the Antonescu Regime, 1940-1944*, Chicago: Ivan R Dee Press, p. xxii.

<sup>173</sup> Steven D. Roper. 2000. *Romania. The Unfinished Revolution*, Amsterdam: Harwood Academic Publishers, p.7.

que la Bessarabie ne soit pas retournée à l'Union Soviétique<sup>174</sup>. Or, en août 1940, la Roumanie avait perdu plus de 30% de son territoire<sup>175</sup>. Cela coûta au Roi son soutien populaire<sup>176</sup> et Ion Antonescu, considéré comme un candidat acceptable par l'Allemagne et la Garde de fer, força le Roi Carol à abdiquer, le blâmant au passage pour la perte territoriale du pays<sup>177</sup>. Le Roi céda le trône à son fils Michael, qui dû signer un décret octroyant les pleins pouvoirs à Antonescu<sup>178</sup>. En juin 1941, la Roumanie joint l'Allemagne dans une déclaration de guerre contre l'Union Soviétique<sup>179</sup>. En 1944, toutefois, le régime militaire pro-Allemagne a été renversé par le Roi Michael, qui s'était fait promettre le retour de la Transylvanie par les forces Alliées advenant sa défection des forces de l'Axe et craignait la dévastation totale du pays par les forces soviétiques qui approchaient le territoire roumain<sup>180</sup>. Conséquemment, la Roumanie changea de côtés et joint les Alliés en 1944<sup>181</sup>.

Si le soutien populaire pour l'extrême-droite était important en Roumanie présocialiste, le soutien du Parti communiste était, quant à lui, minimal. Sous la dictature monarchique de l'entre-deux-guerres, le Parti communiste œuvrait dans l'illégalité<sup>182</sup> (déclaré illégal en 1924) contrairement à son voisin tchécoslovaque, et ne pouvait donc que difficilement prendre contact et tisser des liens avec les masses qu'il prétendait représenter<sup>183</sup>. En effet, autant au moment de la dictature monarchique que de la période fasciste roumaine, les membres du Parti communiste étaient victimes de la surveillance et de la répression de la police secrète

---

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>176</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.155.

<sup>177</sup> Radu Ioanid. 2000. *op cit.*, p.43.

<sup>178</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.8.

<sup>179</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.155.

<sup>180</sup> Daniel Chirot. 1978. *op cit.*, p.460.

<sup>181</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.155.

<sup>182</sup> Dennis Deletant. 1999. p.9.

<sup>183</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.3.

(Siguranța)<sup>184</sup>. L'emprisonnement de ses membres dans l'entre-deux-guerres causait également d'importants problèmes de constance au niveau du leadership du Parti<sup>185</sup>. Pour ajouter à ces difficultés, la Roumanie était un pays majoritairement rural ne possédant pas à proprement parler de classe ouvrière à partir de laquelle les communistes auraient pu former une base<sup>186</sup>. La mince classe ouvrière émergente était composée de prolétaires de première génération qui conservaient des liens importants avec leurs villages<sup>187</sup>, en plus de valeurs traditionnelles et religieuses<sup>188</sup>. Le faible soutien populaire du Parti était tiré principalement de groupes minoritaires<sup>189</sup>. En effet, la minorité hongroise qui représentait à l'époque 8% de la population du pays, était surreprésentée au sein du Parti avec 26% des membres, et les figures analogues pour la population juive étaient 4% et 18%<sup>190</sup>. Le Parti était ainsi perçu comme une organisation « étrangère », alors que seulement 25% de ses membres appartenaient à la majorité ethnique roumaine<sup>191</sup>.

De plus, le nationalisme anti-Soviétique et la perception généralisée de l'Union Soviétique comme représentant l'ennemi numéro un de la Roumanie<sup>192</sup> jouait contre les communistes, qui étaient membres de l'Internationale communiste (Komintern)<sup>193</sup> ayant entamé une « bolchévisation » à partir de 1923<sup>194</sup>. Deux politiques de

---

<sup>184</sup> Walter Bacon. 1984. « Romanian Secret Police » dans Jonathan R. Adelman (dir.), *Terror and Communist Politics: The Role of the Secret Police in Communist States*, Boulder et Londres: Westview Press, p.137.

<sup>185</sup> Roper, Steven D. 2000. *op cit.*, p.5.

<sup>186</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.10.

<sup>187</sup> Daniel L. Nelson. 1995. « Romania » dans Zoltan Barany et Ivan Volgyes (dir.), *The Legacies of Communism in Eastern Europe*, Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, p.209.

<sup>188</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.34.

<sup>189</sup> Gordon Skilling. 1966. *op cit.*, p.32.

<sup>190</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.14.

<sup>191</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.4.

<sup>192</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.93.

<sup>193</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.4.

<sup>194</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.45.

l'Internationale communiste ont été particulièrement dommageables pour l'appui national du Parti communiste roumain, soit les demandes pour l'autodétermination des minorités en sol roumain<sup>195</sup>, et les demandes pour le retour de la Bessarabie à l'Union Soviétique<sup>196</sup>. Après la Première Guerre mondiale, la Roumanie avait presque doublé son territoire en gagnant des portions de territoire appartenant à la Hongrie (Transylvanie), à l'Autriche (Bucovine) et à l'Union Soviétique (Bessarabie)<sup>197</sup>. Pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, l'Union Soviétique avait insisté pour récupérer ces territoires, jusqu'à réussir, en juin 1940<sup>198</sup>. Puisque le Parti communiste roumain soutenait les droits soviétiques à récupérer ces territoires, il avait été décrit et positionné avec succès comme un parti antinationaliste<sup>199</sup> et comme un ennemi de la nation roumaine, par ses opposants politiques<sup>200</sup>. Conséquemment, le soutien envers les communistes était sérieusement limité en Roumanie par le caractère supposément « antinational » du Parti communiste roumain: « *Identified by many in the largely peasant and Orthodox population as atheist as well as anti-nationalist, the socialist parties failed to attract a strong following*<sup>201</sup>. »

---

<sup>195</sup> Katherine Verdery. 1991. *National Ideology Under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, Berkeley, Los Angeles et Oxford: University of California Press, p.44.

<sup>196</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.9.

<sup>197</sup> Dylan Riley. 2010. *op cit.*, p.122.

<sup>198</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.11.

<sup>199</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.4.

<sup>200</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.11.

<sup>201</sup> Sten Berglund et al. (dir.). 2013. *The Handbook of Political Change in Eastern Europe*, 3<sup>e</sup> éd., Cheltenham et Northampton: Edward Elgar Pub., p.364.

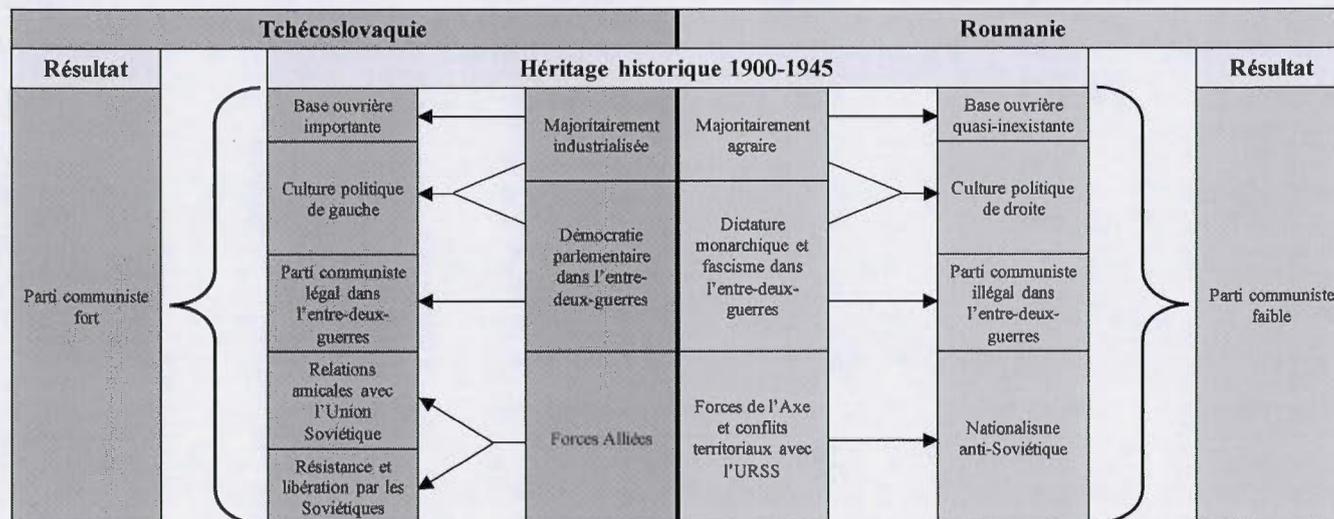


Figure 2.1  
Héritage historique et force et faiblesse des partis communistes tchécoslovaque et roumain

## 2.2 Établissement des régimes socialistes : Différentes voies

Il est généralement admis que la présence de forces militaires soviétiques sur le territoire de certains États durant les dernières années de la Seconde Guerre mondiale, et surtout leur maintien en place après 1945, aurait joué un rôle déterminant pour la victoire des communistes dans ces pays<sup>202</sup>. Or, la présence militaire soviétique, bien qu'elle ait joué un rôle dans les événements, n'a pas toujours constitué une force décisive<sup>203</sup>. De plus, un tel argument néglige la variété des voies par lesquelles les régimes socialistes en Europe centrale et orientale se sont établis et le fait que dans certains pays, les troupes soviétiques avaient été retirées bien avant l'établissement des communistes au pouvoir. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, le retrait des troupes

<sup>202</sup> Gordon Skilling. 1966. *op cit.*, p.3.

<sup>203</sup> *Ibid.*

avait eu lieu deux ans avant la prise de pouvoir des communistes en 1948<sup>204</sup>. Les différentes voies d'établissement du communisme en Europe centrale et orientale, et dans le cas qui nous intéresse en Roumanie et en Tchécoslovaquie, ont été grandement influencées par les conditions historiques, économiques et politiques de chacun des pays, particulièrement la force et le soutien national du parti communiste et les aléas de la guerre. Ces conditions économiques et politiques de la période présocialiste ont ainsi construit les possibilités pour l'établissement de régimes socialistes dans chacun des pays. Le Parti communiste tchécoslovaque, doté d'un appui important et œuvrant dans le cadre d'une culture politique démocratique aura ainsi opté pour une stratégie autonome et graduelle pour l'établissement du socialisme en Tchécoslovaquie. Les conditions étaient moins favorables pour le Parti communiste roumain, qui ne comptait pas plus d'un millier de membres, se qualifiant ainsi comme le plus faible parti communiste d'Europe de l'Est<sup>205</sup>. L'aide des Soviétiques s'avéra ainsi nécessaire pour établir le socialisme en Roumanie.

### 2.2.1 Approche graduelle et autonome en Tchécoslovaquie

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, suite à la libération de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique et le retrait des troupes soviétiques du territoire tchécoslovaque, le gouvernement tchécoslovaque en exil, avec à sa tête Edvard Beneš, a pu retourner en Tchécoslovaquie<sup>206</sup>. Un gouvernement de coalition par intérim, du nom de Front National, fut instauré<sup>207</sup>, avec une partie importante des sièges attribuée au Parti communiste en raison de la reconnaissance du rôle joué par

---

<sup>204</sup> *Ibid.*

<sup>205</sup> Gordon Skillling. 1964. *op cit.*, p.58.

<sup>206</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, pp.126-27.

<sup>207</sup> Mary Heimann. 2009. *op cit.*, pp.146-147.

l'armée soviétique dans la libération<sup>208</sup>. Le nombre de partis était limité à six et sur un total de vingt-cinq sièges de cabinet, le Parti communiste détenait sept sièges. Il pouvait toutefois compter sur le soutien du Professeur Zdeněk Nejedlý (indépendant), de Zdeněk Fierlinger (Socialiste Démocrate) et de Jožka David (National Socialiste), augmentant sa part à 10 sièges<sup>209</sup>. La coalition était une formation politique un peu particulière, qui ne tolérait aucune opposition au Front, mais permettait des conflits politiques importants et une compétition électorale au sein de ses éléments constitutifs<sup>210</sup>. Il était clairement établi que ce gouvernement était de nature temporaire et puisque le rétablissement des institutions démocratiques tchécoslovaques était une priorité, des élections libres devaient être tenues dans les plus brefs délais<sup>211</sup>.

Aux élections libres<sup>212</sup> de 1946, le Parti communiste obtint 37,9% des votes (environ 40% en Bohême et Moravie, et 30% en Slovaquie) et Klement Gottwald, le Secrétaire du Parti communiste, devint par le fait même Premier Ministre<sup>213</sup>. Lorsqu'il devint clair que le désir du Parti d'obtenir une majorité absolue (51%) dans les élections planifiées de 1948<sup>214</sup> était irréaliste, le Parti se tourna vers l'action extra-parlementaire désignée dans le jargon du parti comme la « mobilisation des masses », c'est-à-dire des visites fréquentes de délégations de travailleurs au parlement ou encore l'organisation de manifestations « spontanées »<sup>215</sup>, pour permettre la prise de

---

<sup>208</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, pp.50-51.

<sup>209</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, pp.15-16.

<sup>210</sup> Gordon Skilling. 1976. *op cit.*, p.23.

<sup>211</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.51.

<sup>212</sup> Les élections peuvent être qualifiées de « libres », mais il faut mentionner que certains partis de l'entre-deux-guerres n'étaient pas autorisés à participer aux élections et que des milliers d'habitants considérés comme des « traîtres » ou des « collaborateurs » étaient interdits de voter. Voir Mary Heimann. 2009. *op cit.*, p.167.

<sup>213</sup> Kevin McDermott. 2015. *op cit.*, p.37.

<sup>214</sup> *Ibid*, p.54.

<sup>215</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, pp.51-52.

pouvoir des communistes si l'occasion se présentait<sup>216</sup>. Toutefois, les communistes savaient qu'en raison de la culture démocratique tchécoslovaque, un « coup » violent serait jugé inacceptable et qu'ainsi, une façade démocratique, en ligne avec les traditions prédominantes du pays, devait être maintenue<sup>217</sup>.

Des luttes internes étaient en cours au sein de la coalition du Front national et le commencement de la Guerre froide s'accompagnait d'une dissipation de la volonté de compromis dans chacun des camps<sup>218</sup>. Vers la fin de 1947, les partis non-communistes de la coalition utilisèrent leur majorité pour empêcher des projets de loi communistes, dont la « taxe des millionnaires »<sup>219</sup>. Puis, le 20 février 1948, les membres non-communistes du cabinet démissionnèrent, étant convaincus que leur démission serait refusée, ce qui sonnerait la fin du gouvernement de Gottwald et forcerait des élections hâtives<sup>220</sup>. Or, le jour suivant, Gottwald s'adressa à la population au moment d'un grand rassemblement dans Prague et dénonça cette « action contre-révolutionnaire », annonça l'éjection de ses participants du pouvoir, et demanda aux partisans communistes dans la population de former des « comités de purge » ayant comme tâche l'expulsion de présumés réactionnaires de leurs positions et la suppression des journaux et radios non-communistes<sup>221</sup>. Le Parti pouvait compter sur un soutien populaire important, ayant atteint le cap des 2,5 millions de membres parmi une population d'environ onze millions d'habitants<sup>222</sup>. Des manifestations massives dans le centre de Prague furent organisées pour soutenir la

---

<sup>216</sup> Condoleezza Rice. 1984. « Czechoslovakian Secret Police » dans Jonathan R. Adelman (dir.), *Terror and Communist Politics: The Role of the Secret Police in Communist States*, Boulder et Londres: Westview Press, p.158.

<sup>217</sup> Gordon Skilling. 1976. *op cit.*, p.22.

<sup>218</sup> Kevin McDermott. 2015. *op cit.*, p.54.

<sup>219</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, pp.52-53.

<sup>220</sup> Robin H.E. Shepherd. 2000. *op cit.*, p.22.

<sup>221</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, pp.52-53.

<sup>222</sup> Mary Heimann. 2009. *op cit.*, p.153.

prise de pouvoir des communistes, de même qu'une grève générale d'une heure le 24 février réunissant 2,5 millions de grévistes<sup>223</sup>. Le président Beneš n'eut d'autre choix que d'accepter les démissions et de nommer un gouvernement dominé par les communistes, octroyant par le fait même un vernis de légitimité démocratique à la prise de pouvoir communiste<sup>224</sup>.

Suite aux élections de 1946, et après près de deux ans passés à construire une force organisationnelle et à coloniser l'espace politique, les communistes ont donc finalement exécuté une forme de « coup », un « *elegant takeover* » dans les mots de Pavel Tigrid<sup>225</sup>, s'assurant ainsi du monopole complet du pouvoir : « *Czechoslovakia's Communist Party was long a legitimate institution, and it came to power not by power of the Red Army, but through an internal usurpation of power.*<sup>226</sup> » Dans l'historiographie officielle de Tchécoslovaquie de l'époque, ce processus de prise de pouvoir fut plutôt qualifié de « solution pacifique et constitutionnelle à la crise gouvernementale »<sup>227</sup>. En mai 1948, l'élection prévue avant le « coup » eut lieu. Les électeurs ne pouvaient toutefois voter qu'en faveur de candidats ayant été nommés par le gouvernement. 215 des 300 sièges ont ainsi été octroyés aux communistes, les trois autres partis politiques se sont vus attribuer un nombre arbitraire de 23 sièges chacun, et les deux partis slovaques ont obtenu douze et quatre sièges respectivement<sup>228</sup>.

---

<sup>223</sup> Kevin McDermott. 2015. *op cit.*, p.57.

<sup>224</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, pp.36-37.

<sup>225</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, pp.52-53.

<sup>226</sup> Condoleezza Rice. 1984. *op cit.*, p.162.

<sup>227</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.53.

<sup>228</sup> *Ibid.*

### 2.2.2 Imposition soviétique en Roumanie

Devant l'absence de soutien national pour les communistes, le Parti communiste roumain, qui avait dû opérer illégalement durant l'entre-deux-guerres et comptait un mince 2000 membres<sup>229</sup>, n'était pas dans une position lui permettant de prendre le pouvoir sans l'aide de l'Union Soviétique. La majorité de la population était appréhensive et terrifiée par la possibilité d'une prise de pouvoir des communistes, puisqu'un régime communiste était pour elle synonyme de domination soviétique<sup>230</sup> : « *Atrocities [...] suffered at the hands of arriving Soviet troops; anxiety regarding communist revenge; and fear of imminent collectivization, together with the impact of decades-long right-wing propaganda, all guaranteed a majority for anti-communist parties.*<sup>231</sup> » À partir de 1944, les Alliés considéraient que la guerre qui sévissait en Roumanie était l'affaire de la Russie<sup>232</sup> et, en octobre de la même année, le Premier Ministre Winston Churchill concédait à Joseph Staline un « intérêt de 90 pourcent » en Roumanie<sup>233</sup> et plaçait celle-ci sous la sphère d'influence de l'Union Soviétique<sup>234</sup>. Ayant fait partie des forces de l'Axe, la Roumanie devait ainsi remplir certaines conditions de réparation, sous la supervision d'une Commission de contrôle des Alliés menée par les Soviétiques<sup>235</sup>. Les Soviétiques pouvaient ainsi mettre de la pression sur le gouvernement de coalition roumain pour que des mesures plus vigoureuses soient prises contre les anciens fascistes, puisque la dissolution de toutes les organisations fascistes ainsi que la prise en charge par la justice de tous les criminels de guerre constituait une des conditions de l'armistice signée entre la

---

<sup>229</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.34.

<sup>230</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.17.

<sup>231</sup> *Ibid.*

<sup>232</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, p.96.

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.35.

<sup>235</sup> *Ibid.*, pp.34-35.

Roumanie et l'Union Soviétique<sup>236</sup>. À partir de 1945, Moscou a donc pu imposer un gouvernement avec une forte proportion de communistes en Roumanie<sup>237</sup>.

En janvier 1945, les leaders communistes roumains ont été convoqués à Moscou et questionnés quant à la possibilité pour le Parti communiste roumain d'agir sans aide extérieure et de former un nouveau gouvernement<sup>238</sup>. Lors de cette rencontre, Gheorghiu-Dej a convaincu Staline que le parti était suffisamment fort pour prendre le pouvoir sans intervention militaire de la part de l'Union Soviétique<sup>239</sup>. Or, le 24 février 1945, lorsqu'une manifestation communiste s'est fait attaquer par des unités de droite de l'armée, Staline, qui craignait que les communistes roumains ne soient pas en contrôle de la situation, a décidé d'utiliser son option militaire<sup>240</sup>. Les troupes soviétiques déjà présentes dans le pays ont occupé le quartier général de l'armée et désarmé les troupes. Les Soviétiques ont également demandé le congédiement du Premier Ministre et son remplacement par Petru Groza, un allié des communistes<sup>241</sup>. Le Roi Michael acquiesça à la demande, et une coalition « bidon » fut formée<sup>242</sup>, composée de représentants des socialistes, communistes et libéraux: « *there was never any question that this was anything other than a government dominated by the communists; those socialists not prepared to support the communists closely were simply forced out of the party*<sup>243</sup> ». À la fin de l'année 1947, le Roi Michael fut forcé à abdiquer, Gheorghiu-Dej fut érigé au pouvoir, et la République populaire de Roumanie fut proclamée<sup>244</sup>.

---

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> Daniel Chirot. 1978. *op cit.*, p.460.

<sup>238</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.35.

<sup>239</sup> *Ibid.*

<sup>240</sup> *Ibid.*

<sup>241</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.22.

<sup>242</sup> *Ibid.*

<sup>243</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.36.

<sup>244</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, p.99.

En Roumanie, Staline est donc intervenu de manière décisive pour assurer l'établissement d'un régime allié : « *Nowhere in Eastern Europe, with the exception of Poland, was the Soviet role in imposing communism more open.*<sup>245</sup> » Une trajectoire indépendante d'établissement du communisme comme en Tchécoslovaquie était un risque trop important à prendre pour l'Union Soviétique. Après tout, l'établissement autonome d'un régime communiste était loin d'être garanti en raison de la faiblesse du Parti communiste roumain et de son appui minimal, et l'Union Soviétique avait été aux prises avec des conflits territoriaux avec la Roumanie durant toute la période d'entre-deux-guerres<sup>246</sup>.

## 2.3 Différents types de régimes socialistes, 1947-48 - 1965

### 2.3.1 La Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire

En 1948, quand le « coup » communiste mit fin à la démocratie parlementaire en Tchécoslovaquie, l'élite au pouvoir pouvait compter sur une base ouvrière loyale, disciplinée et organisée<sup>247</sup>, sur une économie hautement industrialisée dotée d'une agriculture efficiente, ainsi que sur une classe managériale expérimentée, permettant un système économique relativement avancé et productif en mesure de générer un niveau de vie élevé<sup>248</sup>. L'important soutien populaire pour le Parti communiste ainsi que la force de l'économie ont ainsi fourni les ressources nécessaires au régime pour supprimer toute opposition anti-communiste et réorienter drastiquement l'économie, le tout avec un appui fort de la population<sup>249</sup>. En effet, contrairement à plusieurs pays de la région, le régime tchécoslovaque n'a pas dû imposer le nouveau système par le

<sup>245</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.155.

<sup>246</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.31.

<sup>247</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.102.

<sup>248</sup> Gordon Skilling. 1964. *op cit.*, p.87

<sup>249</sup> *Ibid.*

haut contre la volonté de la majorité<sup>250</sup>. L'équilibre des forces politiques dans la période présocialiste, c'est-à-dire l'expérience et le soutien des différents partis et forces politiques avant la prise de pouvoir des communistes et les menaces potentielles au pouvoir des communistes, aura ainsi été déterminante en ce qui a trait aux mécanismes utilisés par le Parti communiste, une fois au pouvoir, pour s'assurer de l'obéissance de la population.

En effet, puisque les partis socialistes et communistes, ainsi que leurs adversaires bourgeois, étaient fortement organisés dans des partis de masse dans la Tchécoslovaquie présocialiste démocratique<sup>251</sup> le régime socialiste tchécoslovaque, une fois établi au pouvoir, ne tolérait presque aucune expression de dissidence et s'est tourné vers des mécanismes de répression, plutôt que vers des mécanismes de cooptation<sup>252</sup> : « *in an effort to overcome the influence of the country's democratic past, Czechoslovakia's Communist leaders took very harsh measures against their opponents after February 1948.*<sup>253</sup> ». La nécessité de consolider le pouvoir des communistes via la terreur et la répression était rendue encore plus urgente par la présence d'éléments hostiles pro-Ouest, dans le contexte de la Guerre Froide<sup>254</sup>. Une campagne de terreur et de purges politiques fut ainsi mise en place par le Ministère de l'Intérieur, qui mena plus de 130 000 personnes en prison, camps de détention ou mines d'uranium entre 1949 et 1955<sup>255</sup>. Immédiatement après leur prise de pouvoir, les communistes ont dissout toutes les organisations autonomes et les journaux indépendants, ont banni les ouvrages d'une centaine d'auteurs tchécoslovaques et les ont remplacés par des ouvrages adoptant une perspective marxiste-léniniste et des

---

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> Grzegorz Ekiert. 1991. «Democratization Processes in East Central Europe: A Theoretical Reconsideration», *British Journal of Political Science*, vol.21, no.3, p.302.

<sup>252</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, pp.22-23.

<sup>253</sup> Sharon L. Wolchik. 1995. *op cit.*, p.155.

<sup>254</sup> Condoleezza Rice. 1984. *op cit.*, p.161.

<sup>255</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.54.

traductions de romans soviétiques<sup>256</sup> : « *having secured power, the two main Communist policy aims after the takeover were, first, the systematic destruction of capitalist remains and second, the blind copying of the Soviet-type political and social model.*<sup>257</sup> ». Jusqu'à la fin des années 1960, les communistes tchécoslovaques étaient effectivement beaucoup plus *rigides* que leurs voisins<sup>258</sup>. De 1948 à 1968, le régime tchécoslovaque était un des plus stalinistes d'Europe. En effet, même après la mort de Staline en 1953 et sa dénonciation par Khrouchtchev en 1956, le Parti communiste tchécoslovaque a pu résister à la déstalinisation en raison de son important appui de la classe ouvrière et de la force de son économie<sup>259</sup>. La statue de Staline a ainsi surplombé Prague jusqu'en octobre 1962<sup>260</sup>. Constitutionnellement, ce n'est qu'en 1960, au moment du changement du nom du pays, de la République Tchécoslovaque à la République socialiste tchécoslovaque, que le rôle de tête du parti fut assuré. Au même moment, l'idéologie marxiste-léniniste était proclamée l'idéologie de l'État, surpassant à cet égard le modèle soviétique<sup>261</sup>.

L'établissement d'une économie de marché appuyée par une démocratie parlementaire dans la période présocialiste en Tchécoslovaquie était associée à l'établissement de droits de propriété favorisés par, et contribuant en retour, au développement d'un appareil étatique bureaucratique<sup>262</sup>. De plus, le parti communiste tchécoslovaque, avec sa base ouvrière nombreuse et organisée, avait réussi à se former à l'extérieur de l'appareil d'État et développer ce faisant des relations citoyens-élite sans avoir recours à des récompenses de type clientélistes. Ainsi, « *[c]onsistent with the Leninist vanguard party model, these practices favored*

---

<sup>256</sup> *Ibid.*

<sup>257</sup> *Ibid.*

<sup>258</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.11.

<sup>259</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.29.

<sup>260</sup> Tony Judt. 2005. *Postwar. A History of Europe Since 1945*, Londres: William Heinemann, p.437.

<sup>261</sup> Gordon Skilling. 1966. *op cit.*, p.51.

<sup>262</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, pp.21-22.

*formal-hierarchical and rational-bureaucratic governance structures later on when strong communist parties assumed political rule.*<sup>263</sup> » L'étendue de la pénétration institutionnelle et de l'étatisation de la société tchécoslovaque mesurée par la proportion de la population appartenant à des organisations et associations officielles était beaucoup plus élevée en Tchécoslovaquie que dans tout autre régime socialiste<sup>264</sup> : « *By 1967 more than half of the Czechoslovak population belonged to some formal organizations. The ratio of party members to entire population was the highest among Soviet bloc countries and stood around 12 percent in the 1960s.*<sup>265</sup> » La bureaucratie centrale de l'État employait plus de vingt mille personnes dans les ministères et autres fonctions<sup>266</sup>. En raison de ces caractéristiques, le régime bureaucratique-autoritaire tchécoslovaque était particulièrement résistant aux politiques clientélistes et aux mécanismes de patronage<sup>267</sup>.

Le régime socialiste tchécoslovaque peut ainsi être catégorisé comme « bureaucratique-autoritaire » : « *a form of political rule that coincides with a relatively advanced stage of capital intensive industrialization and relies on a technocratic governance structure that tolerates no political diversity*<sup>268</sup>. » Cette forme de communisme a émergé dans des pays qui, comme la Tchécoslovaquie, ont connu une expérience démocratique dans l'entre-deux-guerres, un degré comparativement élevé d'industrialisation, ainsi qu'une longue tradition de mobilisation de la classe ouvrière liée à des partis communistes et socialistes forts<sup>269</sup>. Un tel régime est gouverné par un professionnalisme bureaucratique au service d'un leadership rigide et d'une discipline de parti stricte, qui laisse très peu de marge de

---

<sup>263</sup> *Ibid.*

<sup>264</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.122.

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> *Ibid.*, p.145.

<sup>267</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.26.

<sup>268</sup> *Ibid.*, p.26.

<sup>269</sup> *Ibid.*, p.25.

manœuvre à l'opposition, généralement victime d'une importante répression de la part du régime<sup>270</sup>.

### 2.3.2 Socialisme nationaliste en Roumanie

Dès le début des années 1950, les communistes roumains, qui ne possédaient aucune source indépendante de légitimité et tiraient presque entièrement leur pouvoir de l'Union Soviétique, n'avaient d'autre choix que de s'engager dans la stalinisation complète du pays<sup>271</sup> : « *Nowhere else had the Party been so weak and alien in the 1930s, and in no other country in Eastern Europe did it have so little genuine popular support after 1945.*<sup>272</sup> » La première tâche du Parti était ainsi de détruire toutes les bases économiques et sociales d'opposition au régime, ce qui impliquait l'élimination des anciennes élites, particulièrement les propriétaires terriens et les intellectuels<sup>273</sup>. Le Parti a ainsi rapidement aboli la propriété privée des terres, les paysans ont été organisés dans de grandes fermes collectives, et une censure totale des arts, livres, et journaux fut implantée<sup>274</sup>. Des centaines de milliers de Roumains furent incarcérés dans des camps de travail pour des raisons politiques moins de deux ans après l'établissement du régime socialiste<sup>275</sup>. Selon Robert D. Kaplan, la cruauté et la répression sévère étaient utilisées par le régime socialiste roumain pour surmonter une position de départ très faible, due au soutien minimal de la population envers le Parti communiste et la méfiance de Moscou envers la Roumanie<sup>276</sup>.

---

<sup>270</sup> *Ibid.*

<sup>271</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.19.

<sup>272</sup> Daniel Chirot. 1978. *op cit.*, p.460.

<sup>273</sup> *Ibid.*, p.461.

<sup>274</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, pp.99-100.

<sup>275</sup> *Ibid.*

<sup>276</sup> *Ibid.*, pp.97-98.

Malgré l'homogénéisation des pays d'Europe centrale et orientale associée à la période de Stalination, la période socialiste en Roumanie a renforcé certains aspects de la culture institutionnelle du pays, plutôt que de mettre de côté ses singularités nationales : « [t]hey [the communists] could only hope to obtain power through extraordinary circumstances, and, by the same token, maintain themselves in power by means of force or by redefining Marxism in their own image, tradition, and culture.<sup>277</sup> » En effet, le régime socialiste roumain, de son établissement jusqu'à son renversement en 1989, a été caractérisé par une forte disposition nationaliste<sup>278</sup>. Il y a eu une tendance dans la littérature sur la Roumanie socialiste à mettre l'accent sur Ceaușescu et sa personnalité<sup>279</sup>, ce qui a mené à une pléthore d'analyses sur pourquoi et comment Ceaușescu a utilisé le nationalisme pour son gain personnel. Pourtant, il est difficile de déterminer si le communisme roumain a utilisé le nationalisme pour arriver à ses fins ou si le nationalisme roumain a plutôt évolué vers le communisme<sup>280</sup>. En effet, le nationalisme n'a pas été exclusif à la période de Ceaușescu, et il est en fait possible de concevoir le nationalisme de la période de Ceaușescu comme une continuité et une prolongation du programme nationaliste mis de l'avant par son prédécesseur, Gheorghiu-Dej.

Alors que la plupart des autres partis communistes de la région étaient menés par des hommes et des femmes ayant passé la Seconde Guerre mondiale en exil à Moscou et sous la supervision de Staline, la lutte pour le pouvoir avait été emportée en Roumanie par Gheorghiu-Dej et Ceaușescu, ayant plutôt passé la guerre emprisonnés à la maison, en Roumanie<sup>281</sup>. Ces derniers ne faisaient pas confiance aux communistes « moscovites » étant retournés en Roumanie en 1945. Les purges de

---

<sup>277</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.34.

<sup>278</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.113.

<sup>279</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.21.

<sup>280</sup> Katherine Verdery. 1991. *op cit.*, pp.121-122.

<sup>281</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, p.57.

1952, ayant écarté Pauker (Juif), Luca (Hongrois) et Georgescu, considérés comme des menaces à l'autorité de Gheorghiu-Dej et accusés de « déviations anti-léninistes et droitistes »<sup>282</sup>, ont permis à Gheorghiu-Dej de lier le communisme roumain avec les valeurs traditionnelles roumaines, en identifiant les communistes de Moscou comme des étrangers et en se positionnant eux-mêmes comme des communistes nationaux<sup>283</sup>. Quelques années plus tard, la Roumanie se présentait comme un des plus grand alliés de Moscou dans le cadre de l'intervention militaire en Hongrie en 1956, ce qui valut à Gheorghiu-Dej une récompense de taille, soit le retrait en 1958 de toutes les troupes soviétiques postées en Roumanie<sup>284</sup>.

À partir de ce moment, la Roumanie de Gheorghiu-Dej s'est engagée dans une série de mesures permettant d'établir l'autonomie du pays face à l'Union Soviétique<sup>285</sup>, en commençant par une résistance aux appels à la dé-Stalinisation de Khrouchtchev. En effet, en raison du mince soutien de la population envers le Parti, le régime craignait que la dé-Stalinisation ouvre une porte qui ne pourrait pas être refermée, et mènerait ultimement à une dé-communisation du pays<sup>286</sup>. La résistance à la dé-Stalinisation a été justifiée, de manière ironique, par les purges de 1952, présentées comme des exemples de dé-Stalinisation pendant le règne de Staline. Oubliant les accusations de « droitisme », Gheorghiu-Dej a ainsi recadré les victimes des purges de 1952 en tant que Staliniens ayant été écartés au nom d'une dé-Stalinisation précoce<sup>287</sup>. Conséquemment, il n'y avait aucune nécessité pour la Roumanie de s'engager plus profondément dans la dé-Stalinisation<sup>288</sup>.

---

<sup>282</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.67.

<sup>283</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.29.

<sup>284</sup> Tony Judt. 2005. *op cit.*, p.430.

<sup>285</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.97.

<sup>286</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.30.

<sup>287</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.67.

<sup>288</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.113.

Puis, dans les années 1960, l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie, la RDA et la Pologne ont poussé pour l'intégration économique et la spécialisation nationale, ce qui impliquait qu'un pays comme la Roumanie devrait être principalement responsable de l'exportation de produits alimentaires et autres produits d'agriculture<sup>289</sup>. Gheorghiu-Dej s'opposa féroce­ment à cette tentative de rompre avec la présomption d'autarcie économique de chaque pays<sup>290</sup> et résista à toute tentative de limiter les politiques d'industrialisation du pays<sup>291</sup>. Durant la période la plus importante de la dispute liée au Conseil d'assistance économique mutuelle (avril 1962 à décembre 1964), le Parti a considérablement augmenté son nombre de membres<sup>292</sup>. En mai 1963, les Soviétiques ont décidé d'abandonner leurs demandes pour la planification économique supranationale, et en juillet les membres du Conseil déclaraient la souveraineté de chaque nation dans sa planification économique<sup>293</sup>. Cette victoire de Gheorghiu-Dej en termes d'autonomie économique lui a valu un soutien accru au niveau national. L'autonomie politique de la Roumanie fut par la suite clairement établie en avril 1964, avec la publication de ce qui a été nommé la Déclaration d'indépendance roumaine, qui expliquait la position du pays au sein du communisme international et déclarait le droit de chaque pays socialiste de choisir ses propres politiques, ainsi que la primauté des besoins de chaque pays et citoyens sur toutes les autres considérations<sup>294</sup>.

Gheorghiu-Dej avait également porté la cause de « l'homogénéisation nationale », à travers la dé-russification de la Roumanie (restauration des noms de rues roumains,

---

<sup>289</sup> Tony Judt. 2005. *op cit.*, p.430.

<sup>290</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.156.

<sup>291</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.156.

<sup>292</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.37.

<sup>293</sup> *Ibid.*, p.40.

<sup>294</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.80.

changement de l'alphabet et de l'orthographe du nom du pays)<sup>295</sup>, la « romanisation » de la Transylvanie, ainsi que l'élimination graduelle de l'enseignement de la langue russe dans les écoles<sup>296</sup>. S'ajoute à cela la réhabilitation d'historiens et d'écrivains nationalistes de l'avant-guerre mettant de l'avant la continuité Daco-Romaine, ayant été hissés dans les postes les plus importants des universités<sup>297</sup>. Avec toutes ces mesures assurant l'indépendance de la Roumanie face à Moscou et faisant appel au nationalisme roumain, «*Gheorghiu-Dejism gradually became synonymous with the attainment of the historical goal of the Romanian people: a Romania for the Romanians.*»<sup>298</sup>

Ainsi, la tradition nationaliste de longue date et la culture politique de droite en Roumanie, en plus du soutien minimal de la population envers le communisme imposé par les Soviétiques a amené les communistes roumains, avec Gheorghiu-Dej à leur tête, à faire appel aux sensibilités nationalistes de leur population pour gagner du soutien national. Le nationalisme se présentait ainsi comme une solution efficace et rapide au manque d'appui populaire du Parti<sup>299</sup>. En adoptant une posture nationaliste d'autonomie face à l'Union Soviétique, Gheorghiu-Dej a ainsi réussi à transformer un des partis communistes les plus faibles d'Europe centrale et orientale et les plus dépendants de l'Union Soviétique en une organisation autonome appuyée par la population. Gheorghiu-Dej aura de cette manière établi un modèle que son successeur allait pousser à l'extrême : «*Romania would be Stalinist in ideology, totalitarian in its levels of repression, and nationalist in its appeal to the emotions of*

---

<sup>295</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.131.

<sup>296</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.114.

<sup>297</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.130.

<sup>298</sup> Stephen A. Fischer-Galati. 1970. « The Socialist Republic of Rumania » dans Peter A. Toma (dir.), *The Changing Face of Communism in Eastern Europe*, Tucson: University of Arizona Press, pp.22, 24 et 26; cité dans Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.129.

<sup>299</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.29.

*its population*<sup>300</sup>». Malgré de fortes continuités entre la période de Gheorghiu-Dej et celle de Ceaușescu, notamment en ce qui a trait au nationalisme et à l'indépendance face à l'Union Soviétique, un net changement est identifiable avec l'ascension au pouvoir de Ceaușescu en 1965, alors que le socialisme nationaliste de Dej a évolué jusqu'à devenir un régime sultaniste à part entière<sup>301</sup>. L'idéal-type sultaniste est un terme emprunté à Max Weber<sup>302</sup> et désigne une forme particulièrement extrême de patrimonialisme, au sein de laquelle :

« The private and the public are fused, there is a strong tendency toward familial power and dynastic succession, there is no distinction between a state career and personal service to the ruler, there is a lack of rationalized impersonal ideology, economic success depends on a personal relationship to the ruler, and, most of all, the ruler acts only according to his own unchecked discretion, with no larger, impersonal goals<sup>303</sup>. »

Ainsi, le sultanisme est basé sur un règne très personnaliste et arbitraire, le dictateur exerce ses pouvoirs sans aucune contrainte idéologique ou bureaucratique, toutes les sphères du régime et de la société sont sujettes à la corruption, le personnel du leader est choisi par ce dernier avec une absence totale de critères universels, la tendance familiale du pouvoir est très forte et la loyauté envers le dictateur est fondée sur une combinaison de terreur et de récompenses<sup>304</sup>. À ces éléments s'ajoute la tendance, au sein des régimes sultanistes, à utiliser des polices secrètes répondant directement au leader ainsi que des mécanismes d'espionnage mutuel entre les différentes branches de l'appareil coercitif, dans le but d'empêcher un éventuel coup d'État<sup>305</sup>.

---

<sup>300</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, p.101.

<sup>301</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.60.

<sup>302</sup> Voir Max Weber. 1995 [1921]. *Économie et Société – I. Les catégories de la sociologie*, Paris: Pocket, 410p.

<sup>303</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.52.

<sup>304</sup> H.E. Chechabi et Juan J. Linz. 1998. *op cit.*, p.7.

<sup>305</sup> *Ibid.*, p.12.

Une importante différence entre les régimes tchécoslovaque et roumain réside ainsi dans le degré de bureaucratie rationnelle-légale sur lequel s'appuie le régime, empêchant dans une certaine mesure la corruption et le clientélisme, et inversement, le niveau de patrimonialisme au sein de l'administration, avec le patronage, la corruption et le népotisme y étant associés<sup>306</sup>. L'établissement d'une économie de marché, d'une démocratie parlementaire, ainsi que d'un Parti communiste fort dans la période présocialiste en Tchécoslovaquie ont favorisé le développement d'un appareil étatique bureaucratique. Inversement, l'économie de marché faible, combinée à une prévalence de régimes autoritaires et à un Parti communiste isolé de la population en Roumanie présocialiste auraient plutôt favorisé des structures étatiques néopatrimoniales (qui évolueront par la suite en sultanisme). En effet, la classe industrielle peu peuplée ayant émergé dans les années 1930 en Roumanie avait toujours été dépendante de l'État et opérait sur la base de faveurs et de liens clientélistes<sup>307</sup>.

Les deux régimes peuvent toutefois se qualifier de rigides, étant caractérisés par une répression intense et peu, voire une absence, de pluralité et de tolérance de la dissidence. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, la force organisationnelle du Parti communiste et son enracinement au sein d'une classe ouvrière peuplée et organisée, ainsi que la menace associée à des partis concurrents fortement organisés, a diminué la tolérance de celui-ci pour les déviations politiques<sup>308</sup>. Le Parti jouissait également d'un soutien large de la population pour mener des purges et se débarrasser des éléments anti-communistes. Dans le cas roumain, la répression sévère était une solution à une position de départ très faible, liée au soutien minimal de la population envers le Parti communiste et à la méfiance de Moscou. Un certain appui

---

<sup>306</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.21.

<sup>307</sup> Daniel Chirot. 1978. *op cit.*, p.461.

<sup>308</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, pp.26-27.

populaire a par la suite été gagné par un appel au sentiment nationaliste de la population, ainsi qu'une politique étrangère d'autonomie et d'indépendance face à l'Union Soviétique.

#### 2.4 Conclusion

Dans ce chapitre, il a été argumenté que la Roumanie et la Tchécoslovaquie, malgré leur inclusion dans le Bloc de l'Est, sont demeurées distinctives durant la période socialiste, chacune ayant implanté sa propre forme de socialisme en accordance avec sa propre expérience historique et sa propre culture politique. Il a été défendu que certains héritages de la période présocialiste ont mené à différentes voies d'établissement – et à différents types – de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Ainsi le degré d'industrialisation, le régime de l'entre-deux-guerres ainsi que l'équilibre des forces de la Seconde Guerre mondiale ont eu un effet sur la force des partis communistes tchécoslovaque et roumain, le premier jouissant d'un soutien accru et le second d'un soutien minimal, ce qui a mené à différents voies d'établissement de différents types de régimes socialistes. Un régime bureaucratique-autoritaire a été implanté de manière graduelle et autonome en Tchécoslovaquie, alors qu'un régime socialiste nationaliste, ayant évolué en régime sultaniste avec l'arrivée de Ceaușescu au pouvoir, a été établi par une imposition soviétique en Roumanie. Une importante différence entre les régimes établis en Tchécoslovaquie et en Roumanie réside ainsi dans les degrés de bureaucratie rationnelle-légale et de patrimonialisme au sein de l'administration.

Ce chapitre a ainsi permis de démontrer l'existence de fortes continuités historiques entre la période présocialiste et socialiste de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, ainsi que l'importance des spécificités historiques nationales pour les voies d'établissement du socialisme et les types de régimes socialistes établis. Une esquisse

de réponse à la question « pourquoi la Tchécoslovaquie et la Roumanie ont-elles établi des régimes socialistes différents ? » a ainsi été proposée, permettant de situer historiquement la variable explicative « types de régimes socialistes », une étape que les études ont tendance à écarter en faveur d'explications fondées sur des modèles figés dans le temps.

### CHAPITRE III

#### 1965-1968 COMME POINT TOURNANT : ÉVOLUTION DES RÉGIMES FACE À DES PRESSIONS INTERNES ET EXTERNES

Dans le premier chapitre (théorie et méthodologie), il a été argumenté que plutôt que d'élaborer de nouveaux types et sous-types de régimes pour chaque décennie de l'évolution d'un régime comme l'ont fait Juan J. Linz et Alfred Stepan dont la typologie a également été reprise par Mark P. Thompson, il est plus fructueux d'étudier la manière dont les régimes évoluent et changent avec le temps face à des pressions internes et externes. En effet, puisque les configurations de pouvoir des systèmes politiques sont constamment changeantes, l'analyse doit être dynamique en ce qu'elle doit tenir compte de l'évolution de chaque régime à chaque étape successive de son développement.

Dans le chapitre précédent, il a été défendu que certaines conditions politiques, économiques et historiques de la période présocialiste ont mené à différentes voies d'établissement – et ont favorisé l'établissement de différents types – de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie. L'argument défendu dans le présent chapitre est que, face à des pressions internes (crise/difficultés économiques, succession du leadership) et externes (relations avec l'Union Soviétique), les régimes ont par la suite évolué dans des directions différentes. Le printemps de Prague de 1968 en Tchécoslovaquie et le changement de leadership en 1965 en Roumanie suite à la mort de Gheorghiu-Dej sont ainsi conçus comme des « points tournants » dans l'évolution des régimes, ayant modifié la direction jusqu'alors prise par ceux-ci.

Le régime bureaucratique-autoritaire tchécoslovaque, face à une crise économique importante dans les années 1960, et sous pression de l'Union Soviétique pour

entamer une étape de dé-Stalinisation, s'est engagé dans des réformes économiques et une certaine libéralisation, qui ont été supprimées par la force par une invasion des pays du Pacte de Varsovie, menant à un changement de leadership, à un retour à l'orthodoxie, à une dépendance accrue face à l'Union Soviétique et à une perte de légitimité nationale. Il s'ensuit que le régime tchécoslovaque, qui avait réussi à s'établir en 1948 de manière autonome et avec l'appui de la population, a évolué jusqu'à devenir un régime impopulaire, dépendant de l'Union Soviétique, et faisant partie des régimes les plus rigides du Bloc, en réponse à une crise économique interne et à une invasion extérieure.

Le régime socialiste nationaliste roumain, face à un changement de leadership et à la nécessité en découlant de construire la légitimité du nouveau leader, a adopté une politique étrangère d'indépendance face à l'Union Soviétique en s'opposant à plusieurs projets communs aux pays du Bloc à partir de 1965, et s'est engagé dans une série de politiques populaires ainsi qu'une certaine libéralisation de 1965 à 1970. Après avoir gagné le soutien de la population, et suite à une visite de Ceaușescu en Corée du Nord en 1971, le régime a ensuite évolué dans une direction de plus en plus sultaniste et nationaliste, aliénant ce faisant une partie de l'appareil d'État. Face à des difficultés économiques dans les années 1980, le régime, qui voyait l'accroissement de sa dette comme une menace à son indépendance économique et politique, a initié des coupures dans les services publics pour rembourser rapidement les créanciers, et a dû s'appuyer davantage sur sa police secrète pour contrôler une population de plus en plus mécontente. Il s'ensuit que le régime communiste roumain, qui ne détenait aucun soutien populaire à ses débuts et avait été mis en place par l'Union Soviétique a évolué de manière à gagner son indépendance face à cette dernière et a su gagner l'appui de sa population dans les années 1960.

### 3.1 Printemps de Prague et normalisation en Tchécoslovaquie

La force initiale de l'économie tchécoslovaque ainsi que son degré élevé d'industrialisation ont rendu la crise économique des années 1950 beaucoup moins dommageable pour la Tchécoslovaquie, lorsque comparée à la Pologne ou à la Hongrie. Les effets dévastateurs du modèle staliniste ont de fait été retardés de presque une décennie<sup>309</sup>. Le régime tchécoslovaque a ainsi résisté à la dé-Stalinisation et maintenu la ligne staliniste, même après la mort de Staline et de Gottwald en 1953 et la « nouvelle politique économique et sociale » n'a pas permis l'instauration de réformes en Tchécoslovaquie entre 1953 et 1956<sup>310</sup>. En mai 1955, les communistes ont inauguré une statue de Staline de dix-huit mille tonnes, la plus importante au monde, au centre de Prague, de manière à réitérer l'importance de Staline pour le régime<sup>311</sup>. Toutefois, dans les années 1960, il était devenu clair que les politiques stalinistes d'industrialisation et de planification bureaucratique centrale, qui avaient réussi à générer une industrialisation rapide dans les sociétés agraires, n'étaient pas adéquates pour la Tchécoslovaquie déjà fortement industrialisée avant la prise de pouvoir des communistes<sup>312</sup>.

#### 3.1.1 La voie des réformes comme réponse aux difficultés économiques

Les difficultés économiques croissantes des années 1960, ainsi que les attaques renouvelées de Khrouchtchev envers Staline (en 1956, Khrouchtchev parlait en termes d'erreurs commises par Staline, alors qu'en 1961, il parlait en termes de

---

<sup>309</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.130.

<sup>310</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.136.

<sup>311</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.57.

<sup>312</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.137.

« crimes » du régime staliniste<sup>313</sup>) qui mettaient le régime tchécoslovaque dans une position précaire, ont poussé des technocrates à chercher des stratégies économiques plus efficaces pour éviter la stagnation économique. En effet, en 1963 l'économie tchécoslovaque avait connu une croissance négative, forçant l'abandon du troisième plan quinquennal (1961-1965)<sup>314</sup>.

Le mouvement de réforme a pris naissance au sein des institutions centrales du Parti-État, et a initialement été porté par des segments jeunes de l'élite du Parti<sup>315</sup>: *«reformist groups within the party slowly gathered strength. The country's leadership, which had remained unchanged since Stalin's death, found itself in a situation that required decisive measures to avoid economic stagnation»*<sup>316</sup>. Une commission d'experts fût créée pour analyser le système de planification et de gestion de l'économie et offrir des suggestions<sup>317</sup>. Cette commission est vite devenue un espace de rassemblement pour les économistes réformistes, avec le professeur Ota Sik à leur tête, et les technocrates pragmatiques qui étaient critiques de l'économie planifiée et centralisée imposée après 1948<sup>318</sup>. Le projet de réforme prit la forme du Programme d'Action, qui mettait de l'avant ce qui est devenu connu sous le nom de « socialisme à visage humain »<sup>319</sup> ainsi que l'objectif de construire un nouveau modèle pour le socialisme tchécoslovaque conformément aux conditions du pays et à ses valeurs démocratiques<sup>320</sup>. Notamment, il était proposé de diviser le Ministère de l'Intérieur en différentes factions et de réduire les pouvoirs de la Sécurité d'État

---

<sup>313</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, pp.57-58.

<sup>314</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.68.

<sup>315</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.122.

<sup>316</sup> *Ibid.*, p.121.

<sup>317</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.137.

<sup>318</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, pp.132-33.

<sup>319</sup> Condoleezza Rice. 1984. *op cit.*, p.166.

<sup>320</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.166.

(Státní Bezpečnost ou StB)<sup>321</sup>. La moitié du corps du StB devait ainsi être réassigné à la police régulière ou congédié en raison de son rôle dans des meurtres politiques<sup>322</sup>. Au niveau économique, le programme proposait une réforme des prix (rapprocher ceux-ci du prix du marché), une modification de la planification économique faisant plus de place au marché, et des mesures pour augmenter le lien entre salaires et productivité<sup>323</sup>. Si le programme avait réussi à obtenir un important soutien (selon les sondages menés à l'époque, le programme était approuvé par 76% des Tchèques et 77% des Slovaques<sup>324</sup>), les réformes avaient été initiées dans les échelons supérieurs du parti, et ne constituaient donc pas un exemple d'opposition par le bas<sup>325</sup>.

Lorsque le Général Novotný tenta de ralentir le rythme des réformes entre 1963 et 1967<sup>326</sup>, il reçut le blâme des réformateurs qui critiquaient la résistance bureaucratique à l'implantation des réformes, et il fut remplacé par Alexander Dubček<sup>327</sup>. Avec ce changement de leadership, la Tchécoslovaquie s'engagea dans une certaine libéralisation politique, menant notamment à la suppression de la censure et une certaine relaxation de la terreur politique<sup>328</sup>. Il ne faudrait toutefois pas surévaluer les changements ayant eu lieu avec le Printemps de Prague. En effet, la bureaucratie étatique a émergé du mouvement de réforme sans transformation significative :

---

<sup>321</sup> Condoleezza Rice. 1984. *op cit.*, p.168.

<sup>322</sup> Kieran Williams et Dennis Deletant. 2001. *Security Intelligence Services in New Democracies. The Czech Republic, Slovakia, and Romania*, New York: Palgrave Macmillan, p.31.

<sup>323</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, pp.96-97.

<sup>324</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.60.

<sup>325</sup> Herbert Kitschelt et al. 1999. *op cit.*, p.40.

<sup>326</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.69.

<sup>327</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.97.

<sup>328</sup> Condoleezza Rice. 1984. *op cit.*, p.167.

« Overall, although the Action Program promised change in the relationship between the state and the party, along with decentralization and more autonomous economic units; the command system within the economy was not notably altered, and bureaucratization of political life was not curtailed.<sup>329</sup> »

Malgré tout, dans les yeux de Brejnev (qui avait succédé à Khrouchtchev en 1964), la « libéralisation » entamée par Dubček et la création de conseils ouvriers témoignait d'une volonté du parti à laisser aller une partie de son monopole et d'une perte de contrôle des communistes tchécoslovaques<sup>330</sup>. L'Union Soviétique s'engagea ainsi dans une série de pressions et d'avertissements dirigés envers le leadership, qui faisait également face à des pressions internes, avec une population demandant des réformes plus profondes et la « démocratie » non pas seulement la « démocratisation »<sup>331</sup>.

Le 20 août 1968, dans le cadre de la plus importante opération militaire en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des forces du Pacte de Varsovie ont envahi la Tchécoslovaquie<sup>332</sup> dans le but d'«aider à prévenir une contre-révolution dans un État socialiste ami<sup>333</sup>». Il n'y eut aucune résistance par la force face à l'invasion et le leadership fut changé, alors que Gustav Husák fût nommé Secrétaire Général<sup>334</sup>. L'Union Soviétique était très claire quant aux motifs de cette invasion. Elle avait envahi la Tchécoslovaquie pour prévenir des réformes qui auraient mené au rétablissement du capitalisme<sup>335</sup>. Le gouvernement de Husák dénonça le Printemps de Prague et les réformes de libéralisation des marchés en tant que tentatives de contre-

---

<sup>329</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, pp.145-46.

<sup>330</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.180.

<sup>331</sup> Mary Heimann. 2009. *op cit.*, pp.236-241.

<sup>332</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.60.

<sup>333</sup> Mary Heimann. 2009. *op cit.*, p.243.

<sup>334</sup> Minton F. Goldman. 1997. *Revolution and Change in Central and Eastern Europe. Political, Economic, and Social Challenges*, New York: M.E. Sharpe Inc., p.118.

<sup>335</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.169.

révolution<sup>336</sup> visant à réinstaurer le capitalisme<sup>337</sup> et répéta la vieille vision staliniste selon laquelle : « *Most of the mistakes...originated in subjective factors...the main cause of the problems are the lack of discipline and a neglect of the interests of the society...The key factor [is] the improvement of the method of planning...*<sup>338</sup> »

Suite à la crise de 1968, le nouveau leadership tchécoslovaque a donc fondé son « acceptation pragmatique », c'est-à-dire la manière pragmatique par laquelle le régime essaie de gagner l'acceptation de son règne par la population, sur une adhésion à l'orthodoxie et un positionnement anti-réforme, puisque c'est ce qui pouvait protéger le pays des représailles soviétiques<sup>339</sup>. À l'époque, et jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'indépendance et la liberté face à la domination Soviétique était perçue comme absolument impossible<sup>340</sup>. De ce point de vue, l'invasion de 1968 fut un « moment formateur », qui mit fin à la possibilité de réforme du régime socialiste tchécoslovaque<sup>341</sup>, et détermina la forme que le leadership allait revêtir ainsi que les fondations pour l'acceptation pragmatique dans le pays<sup>342</sup>.

### 3.1.2 Normalisation et orthodoxie face à une invasion extérieure

La période de « normalisation », c'est-à-dire le retour à l'orthodoxie pré-1968, a accru la dépendance de la Tchécoslovaquie face à l'Union Soviétique dans les

---

<sup>336</sup> Bernard Wheaton et Zdenek Kavan. 1992. *The Velvet Revolution. Czechoslovakia, 1988-1991*, San Francisco et Oxford: Westview Press, p.6.

<sup>337</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.279.

<sup>338</sup> *Ibid.*

<sup>339</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.169.

<sup>340</sup> *Ibid.*, p.168.

<sup>341</sup> Bernard Wheaton et Zdenek Kavan. 1992. *op cit.*, p.3.

<sup>342</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.169.

sphères politique, idéologique et économique<sup>343</sup>. Le Parti communiste tchécoslovaque, suite à l'invasion, s'est fait dicter la marche à suivre par Moscou. Le représentant soviétique Vassili Kouznetsov expliqua celle-ci de la manière suivante : « *normalisation means [...] the complete exposure and stamping out of the subversive activities of the [...] anti-socialist forces; [...] the strengthening of the leading role of the Communist Party [...] in the ideological and public spheres, in the whole life of the country*<sup>344</sup>. » Et c'est ce que le Parti communiste tchécoslovaque mit en œuvre, avec une purge comparable à la purge des non-communistes en 1948<sup>345</sup>. Le programme de « normalisation » de la société tchécoslovaque, qualifié par l'écrivain allemand Heinrich Böll de « cimetière culturel »<sup>346</sup>, mena à l'expulsion d'un tiers des membres du Parti et au congédiement d'enseignants, scientifiques et personnalités culturelles en grand nombre<sup>347</sup> :

« 82 members of the Czech national Council had to go; 25 000 local councillors; 20 per cent of the central Council of the Trade Unions (URO); 40 per cent of all managers; 900 university teachers including 65 per cent of all members of Departments of Marxism-Leninism; 40 per cent of all journalists; a third of the officers in the army and the police.<sup>348</sup> »

Durant les années suivantes, les activités et politiques du Parti ont été axées sur une répression accrue et un « contrat » entre le régime et la population où l'obéissance de cette dernière était « achetée » en échange de bénéfices matériels, le tout sans modifier l'économie planifiée<sup>349</sup> :

---

<sup>343</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.16.

<sup>344</sup> Hans Renner. 1989. *A History of Czechoslovakia Since 1945*, New York: Routledge, p.87.

<sup>345</sup> *Ibid.*

<sup>346</sup> Paulina Bren. 2011. *The Greengrocer and His TV: The Culture of Communism After the 1968 Prague Spring*, Ithaca: Cornell University Press, p.45.

<sup>347</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.81.

<sup>348</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.139.

<sup>349</sup> John K. Glenn. 2001. *Framing Democracy. Civil Society and Civic Movements in Eastern Europe*, Stanford: Stanford University Press, p.45.

« Too much of the party's activity remained backward oriented, in constant search for deviation and heresy, and too little energy was directed towards the future. In the process the innovative spirit had died. The leadership has based its behaviour on ideological aggressiveness, police powers, and a social contract between party and people whereby consumerism is exchanged for political compliance.<sup>350</sup> »

Les politiques de démobilisation et de rééquilibrage de la période de normalisation ont ainsi mené à l'établissement d'un Parti-État extrêmement centralisé, néo-staliniste, poursuivant des politiques répressives et un contrôle idéologique sur la société et l'économie<sup>351</sup>. La période de normalisation avec toutes les purges menées en son nom a ainsi assuré que le leadership post-1968 en Tchécoslovaquie allait être rigide et unifié, et serait doté d'une raison d'être anti-réformiste et orthodoxe. La période de normalisation a également produit « *a desolate economic, political, and sociopsychological situation in Czechoslovakia.*<sup>352</sup> » Václav Havel a décrit l'atmosphère d'hypocrisie et de cynisme qui régnait en Tchécoslovaquie à l'époque et la perte de conviction idéologique de la population par l'expression « *living within a lie* »<sup>353</sup>, qui désigne le fait que la population s'engageait publiquement dans les rituels du système, mais ne croyait plus en l'idéologie officielle dans le privé<sup>354</sup>.

En somme, l'invasion de 1968 ainsi que la période de normalisation qui s'ensuivit ont changé la direction prise par la Tchécoslovaquie, qui après une courte période de réformes et d'ouverture face à une crise économique importante, a introduit un des régimes les plus orthodoxes d'Europe centrale et orientale sous la domination de Moscou. La victoire des forces conservatrices et l'éradication de toutes les factions réformistes au sein du parti, accompagnée de politiques néo-stalinistes et hautement

---

<sup>350</sup> Vladimir V. Kusin. 1978. *From Dubcek to Charter 77: A Study of Normalisation in Czechoslovakia, 1968-1978*, Édimbourg: Q. Press, p.179; cité dans Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.195.

<sup>351</sup> Grzegorz Ekiert, 1996, *op cit.*, p.16.

<sup>352</sup> *Ibid.*

<sup>353</sup> Václav Havel et al. 1985. *The Power of the Powerless: Citizens Against the State in Central-Eastern Europe*, New York: M E Sharpe Inc., 228p.

<sup>354</sup> Bernard Wheaton et Zdenek Kavan. 1992. *op cit.*, p.10.

répressives aura ainsi bloqué les possibilités de réformes et d'ajustements politiques et économiques jusqu'en 1989<sup>355</sup>.

### 3.2 L'ère de Ceaușescu en Roumanie : Sultanisme et nationalisme

#### 3.2.1 Succession du leadership et consolidation du pouvoir : Rupture face à Gheorghiu-Dej et politiques populaires, 1965-1970

Dans un régime néo-patrimonial comme la Roumanie socialiste, la mort d'un leader comme Gheorghiu-Dej, qui avait réussi à établir un certain culte de la personnalité, constitue un moment de crise potentielle ou de changement de direction du régime<sup>356</sup> et engendre des changements profonds au niveau du personnel étatique<sup>357</sup>. Malgré d'évidentes continuités avec son prédécesseur au niveau de l'appel au sentiment nationaliste et de l'autonomie face à l'Union Soviétique, Ceaușescu a donc cherché à se démarquer de celui-ci dès son entrée en poste. Dans un premier temps, il mit de l'avant une nouvelle constitution « plus démocratique »<sup>358</sup>, changeant au passage la classification officielle de la Roumanie de République populaire à République socialiste, réintroduit le terme Secrétaire Général pour désigner le chef du Parti, et mit sur pied une investigation au sujet de l'arrestation et emprisonnement de plusieurs individus dans les années 1950, ce qui mena ultimement à une résolution du Parti condamnant Gheorghiu-Dej pour la répression de ces années<sup>359</sup>. Le bénéfice pour Ceaușescu était triple : Il se présentait comme un dé-Stalinisateur libéral, détruisait l'héritage de son prédécesseur dans l'historique du Parti s'octroyant la latitude

---

<sup>355</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.124.

<sup>356</sup> Valerie Bunce. 1999. *op cit.*, pp.57-58.

<sup>357</sup> Kenneth Jowitt. 1971. *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944-1965*, Berkeley et Los Angeles: University of California Press, p.226.

<sup>358</sup> Walter Bacon. 1984. *op cit.*, p.146.

<sup>359</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.157.

nécessaire pour établir sa propre position, et justifiait la marginalisation au sein du Parti des proches collaborateurs de Gheorghiu-Dej<sup>360</sup>.

Dans un second temps, alors que Gheorghiu-Dej avait appuyé l'invasion de la Hongrie, Ceaușescu s'opposa à l'invasion de la Tchécoslovaquie, déclarant :

« The penetration of the troops of the five socialist countries into Czechoslovakia constitutes a great mistake and grave danger [...]. It is inconceivable in today's world, when peoples are rising up in struggle to defend their national independence [...] that socialist states should transgress the liberty and independence of another state.<sup>361</sup> »

La critique de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 a été décrite comme le mythe fondateur du régime de Ceaușescu et a marqué un point tournant pour son leadership<sup>362</sup>, donnant à Ceaușescu un aperçu et un goût pour les excès d'un culte de la personnalité<sup>363</sup>. L'événement, considéré à la maison comme l'expression ultime du nationalisme roumain, a accru la légitimité et le soutien national de Ceaușescu, en plus de son appui international<sup>364</sup>, ce dont témoignent la visite en Roumanie du président Nixon en 1969, et l'admission de la Roumanie au sein du GATT et la Banque mondiale<sup>365</sup>. Au niveau national, un gigantesque rallye à Bucarest le 21 août a donné lieu à une acclamation sans précédent pour le leader.

Outre l'établissement d'une rupture claire avec son prédécesseur, Ceaușescu passa les premières années de son règne à gagner le soutien de la population à l'aide de politiques populaires et d'une relaxation de la terreur. Notamment, il augmenta le pouvoir des tribunaux, institua une limite de vingt-quatre heures au temps alloué aux

---

<sup>360</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.133.

<sup>361</sup> Katherine Verdery. 1991. *op cit.*, p.114.

<sup>362</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.49.

<sup>363</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.114.

<sup>364</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.156.

<sup>365</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, pp.114 et 118.

services de sécurité pour détenir un citoyen sans l'accuser formellement d'un crime<sup>366</sup> et annonça sa détermination à améliorer la situation dans le domaine de l'agriculture et augmenter le niveau de vie de tous les travailleurs<sup>367</sup>. Au même moment, les Roumains commençaient à apprécier les effets de l'augmentation du niveau de vie<sup>368</sup>. Entre 1968 et 1970, Ceaușescu a adopté d'autres mesures populaires au niveau économique comme la réduction des inégalités salariales, ainsi que la construction de logements pour les travailleurs urbains<sup>369</sup>.

### 3.2.2 Le sultanisme de Ceaușescu et ses composantes, 1970-1989

Ayant assuré sa position au sein du régime suivant la mort de Gheorghiu-Dej en 1965, gagné le soutien de la population via la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie et des politiques populaires, et suite à son retour de Corée du Nord en 1971 où il fût inspiré par le culte de la personnalité et les mobilisations ritualisées entourant Kim Il-Sung, Ceaușescu engagea le régime dans une direction de plus en plus sultaniste. Le sultanisme de Ceaușescu était caractérisé par cinq composantes importantes, soit 1) un règne familial, 2) un culte de la personnalité, 3) l'augmentation de la pénétration du Parti dans la vie sociale et politique, 4) une forte tendance nationaliste, ainsi que 5) des mécanismes de rotation des élites.

Ceaușescu a établi une forme de socialisme familial à travers le népotisme<sup>370</sup>. Cette dimension du leadership de Ceaușescu s'est accrue à partir de 1973, alors que le Parti devenait de plus en plus synonyme de la famille de Ceaușescu. La femme de

---

<sup>366</sup> *Ibid.*, p.111.

<sup>367</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.133.

<sup>368</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.113.

<sup>369</sup> *Ibid.*

<sup>370</sup> Ben Fowkes. 1997. *op cit.*, p.115.

Ceaușescu, Elena (membre du Comité central depuis 1973) était la seconde personne la plus puissante du pays, les quatre frères de Ceaușescu occupaient des postes importants de pouvoir, notamment un de ses frères occupait le poste de Lieutenant général de la police secrète<sup>371</sup>, et le fils de Ceaușescu (membre du CC depuis 1982) était formé pour prendre les rênes du pouvoir<sup>372</sup>. Dans les années 1980, un total de trente-six membres de la famille de Ceaușescu occupait des positions de pouvoir dans un système souvent qualifié de « socialisme dans une famille » pour paraphraser la fameuse formulation de Staline « socialisme dans un pays »<sup>373</sup>.

De 1970 à 1989, Ceaușescu a établi un culte de la personnalité sans équivalent dans l'Europe socialiste<sup>374</sup>, surpassant même le culte prévalant en Union Soviétique dans l'ère stalinienne<sup>375</sup>. Ceaușescu, souvent appelé *conducator*, était admiré pour son incarnation des « valeurs roumaines » ainsi que pour son apport à la pensée marxiste. La place occupée par la doctrine marxiste de Ceaușescu au sein du Dictionnaire roumain de philosophie était en effet supérieure à celle accordée aux entrées au sujet de Marx, Lénine et Engels réunies<sup>376</sup>. Cette vision propre à Ceaușescu a mené à des programmes scientifiques et économiques aux conséquences souvent désastreuses<sup>377</sup>, notamment la conception par Ceaușescu lui-même de l'extravagante Maison du peuple et ses routes avoisinantes<sup>378</sup>, un héritage qui devait témoigner après sa mort de l'« époque de Ceaușescu »<sup>379</sup> et ayant nécessité la démolition de cinq kilomètres

---

<sup>371</sup> Walter Bacon. 1984. *op cit.*, p.148.

<sup>372</sup> *Ibid.*

<sup>373</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.289.

<sup>374</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.45.

<sup>375</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.53.

<sup>376</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.350.

<sup>377</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.52.

<sup>378</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.350.

<sup>379</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.54.

carrés du centre historique de la ville et la relocalisation forcée d'environ 40 000 personnes<sup>380</sup>.

Même dans la deuxième moitié des années 1980, la nature staliniste du régime socialiste roumain ne s'était pas atténuée<sup>381</sup>. Sous Ceașescu, le rôle de tête du Parti a été remplacé par le pouvoir absolu du Secrétaire général et de sa famille et il n'existait aucune forme de pluralisme ou d'autonomie institutionnelle au sein du régime. Le régime s'immiscait, plus que tout autre régime de la région, dans toutes les sphères de la vie. Par exemple: « *all typewriters had to be registered with the authorities, special permission had to be gained to make photocopy, and, from December 1975, failure to report a conversation with foreigners became a criminal offense*<sup>382</sup>.» De plus, les initiatives politiques indépendantes comme la création de syndicats indépendants ou l'organisation de grèves avaient été réprimées par la force et avaient mené à l'assassinat présumé des organisateurs. Ainsi, la société civile roumaine était remarquablement faible en raison de la pénétration de toutes les sphères sociales par le régime de Ceașescu et sa police secrète<sup>383</sup>, le *Securitate* : « *In no country was the penetration by, and fear of, the ruler and his security services so intense*<sup>384</sup>.» Les initiatives des années 1970, comme les conseils ouvriers de 1968-70<sup>385</sup>, le « *blending of Party and state functions*<sup>386</sup>» annoncé en 1972, et même

---

<sup>380</sup> Diane Vancea et Lavinia Stan. 2015. *Post-Communist Romania at Twenty-Five: Linking Past, Present, and Future*, Lanham: Lexington Books, p.43.

<sup>381</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.173.

<sup>382</sup> Peter Siani-Davies. 2007. *Romanian Revolution of December 1989*, Ithaca et New York: Cornell University Press, p.12.

<sup>383</sup> Il est estimé que le *Securitate* comptait plus de 75 000 membres et détenait un réseau d'informateurs sans équivalent au sein de l'Europe socialiste. Voir Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.286.

<sup>384</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.353.

<sup>385</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.157.

<sup>386</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.173.

l'introduction d'élections à plusieurs candidats au parlement en 1974, servaient toutes à accroître le pouvoir du Parti<sup>387</sup>.

L'utilisation des symboles et l'appel au sentiment nationaliste a pris une toute autre dimension avec l'ascension de Nicolae Ceaușescu au pouvoir. Le nationalisme des années 1970 sous Ceaușescu œuvrait autour de l'indépendance face à l'Union Soviétique, de l'assimilation des minorités (principalement la minorité hongroise), et de politiques pro-natalistes<sup>388</sup>. Comme son prédécesseur, Ceaușescu décida que les noms de places publiques devaient être dé-russifiées<sup>389</sup>. La « roumanisation » forcée du pays, qui comptait plus de 30% de citoyens appartenant à des minorités ethniques avant la guerre<sup>390</sup>, culmina dans les années 1980 avec une politique de « systématisation », qui donna lieu à la destruction de villages entiers jugés « moins développés »<sup>391</sup> (dans des secteurs dotés de populations issues des groupes minoritaires) pour créer une « économie plus efficace »<sup>392</sup>, en relocalisant leurs habitants dans des centres agro-industriels. Le programme de « systématisation » devait ainsi démolir la moitié des 13 000 villages du pays avant la fin du siècle<sup>393</sup>. Le nationalisme de Ceaușescu se reflétait également dans l'adoption de politiques pro-natalistes particulièrement invasives. En 1966, une loi anti-avortement dont le but était d'assurer que l'économie ne manque pas de force de travail dans sa période d'industrialisation intensive avait été promulguée en Roumanie<sup>394</sup>. En effet, le taux de

---

<sup>387</sup> *Ibid.*

<sup>388</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.53.

<sup>389</sup> *Ibid.*, pp.53-54.

<sup>390</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.135.

<sup>391</sup> Daniel L. Nelson. 1995. *op cit.*, p.209.

<sup>392</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.56.

<sup>393</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.158.

<sup>394</sup> Mariana Hausleitner. 1993. « Women in Romania: Before and After the Collapse » dans Nanette Funk et Magda Mueller (dir.), *Gender Politics and Post-Communism*, New York: Routledge, p.54.

naissance était considéré trop bas depuis la légalisation de l'avortement en 1957<sup>395</sup>, celui-ci ayant effectivement chuté, passant de 22,9 naissances par 1000 habitants en 1957 à 14,3 naissances par 1000 habitants en 1966<sup>396</sup>. De fil en aiguille, cette loi devint toutefois de plus en plus restrictive et sévère, puisqu'augmentée par une série de mesures additionnelles, comme la prohibition de l'importation et la vente de contraceptifs<sup>397</sup> et des examens gynécologiques obligatoires sur les lieux de travail pour détecter les grossesses et les inscrire à un registre<sup>398</sup>. En 1986, l'avortement légal fut limité aux femmes de quarante-cinq ans ou ayant eu cinq enfants<sup>399</sup>. Environ 11 000 décès de femmes en lien avec des avortements illégaux, punis si découverts par l'emprisonnement allant de six mois à deux ans<sup>400</sup>, ont ainsi été comptabilisés entre 1965 et 1989<sup>401</sup> et environ un million de femmes sont devenues infertiles suite à des avortements illégaux non-sécuritaires<sup>402</sup>. D'autres politiques associées au contrôle des corps des femmes furent également implantées sous Ceaușescu, notamment l'âge légal pour le mariage fût réduit à quinze ans en 1980 et les femmes encore célibataires à vingt-cinq ans étaient punies par une taxe de 5%<sup>403</sup>. Suivant la même logique, les couples mariés ayant moins de quatre enfants devaient remplir des questionnaires gérés par la police secrète concernant leurs pratiques sexuelles<sup>404</sup>. L'ensemble de ces politiques devait servir le projet ambitieux de générer une explosion de population créant une nation de 30 millions d'habitants<sup>405</sup>.

---

<sup>395</sup> Adriana Baban et Henry P. David. 1995. *op cit.*, p. 236.

<sup>396</sup> *Ibid.*, p.236.

<sup>397</sup> *Ibid.*, p.238.

<sup>398</sup> Stephen Kotkin et Jan T. Gross. 2010. *Uncivil Society: 1989 and The Implosion of the Communist Establishment*, New York: Modern Library, p.69.

<sup>399</sup> Mariana Hausleitner. 1993. *op cit.*, p.54.

<sup>400</sup> Doina Pasca Harsanyi. 1993. « Women in Romania » dans Nanette Funk et Magda Mueller (dir.), *Gender Politics and Post-Communism*, New York: Routledge, p.46.

<sup>401</sup> Stephen Kotkin et Jan T. Gross. 2010. *op cit.*, p.69.

<sup>402</sup> Doina Pasca Harsanyi. 1993. *op cit.*, p.46.

<sup>403</sup> Mariana Hausleitner. 1993. *op cit.*, p.55.

<sup>404</sup> *Ibid.*

<sup>405</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.132.

Finalement, Ceaușescu a institué dans les années 1970 des mécanismes de rotation des élites au sein du Parti, du gouvernement ainsi que de l'appareil de sécurité<sup>406</sup>. Afin de s'assurer qu'aucun individu autre que Ceaușescu lui-même ne puisse consolider son pouvoir au sein du Parti ou au niveau local, les élites étaient périodiquement réassignées à de nouvelles positions au sein du Parti ou de l'État, incluant des transferts entre le niveau national et local<sup>407</sup>. De 1970 à 1987, presque un quart des plus hauts postes d'État changeait de responsable à chaque année<sup>408</sup>. De plus, les critères pour appointer des individus dans des positions de leadership différaient de ceux employés dans les autres régimes de la région, soit généralement les qualifications, l'expérience et les compétences. La sélection par Ceaușescu était plutôt basée sur des liens personnels, la loyauté des candidats, ainsi que leur soumission à la volonté du dictateur<sup>409</sup>. De telles politiques de gestion du personnel étatique assuraient à Ceaușescu un contrôle absolu du pouvoir, mais ne pouvaient qu'avoir un effet désastreux sur la gestion et la performance du pays<sup>410</sup>. En effet, les postes étaient occupés par des individus dénués des compétences nécessaires, ceux qui osaient critiquer la direction entreprise par Ceaușescu et ses politiques étaient marginalisés et écartés, et les individus conservant leur position étaient constamment réassignés à de nouveaux postes<sup>411</sup>. De plus, pour survivre dans un système où prévalait une telle forme d'irrationalité administrative, les cadres avaient tendance à reporter des informations falsifiées et bonifiées pour éviter le mécontentement de Ceaușescu<sup>412</sup>.

---

<sup>406</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.157.

<sup>407</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.51.

<sup>408</sup> Daniel L. Nelson. 1995. *op cit.*, p.223.

<sup>409</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.56.

<sup>410</sup> *Ibid.*, p.99.

<sup>411</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.106.

<sup>412</sup> Daniel L. Nelson. 1995. *op cit.*, p.224.

### 3.2.3 Des coupures dans les services publics face aux difficultés économiques

Les politiques économiques intérieures des années 1970 en Roumanie étaient axées sur l'accroissement de la production industrielle, par le biais d'une augmentation de la production industrielle d'équipements et d'outils ayant plus que doublé entre 1971 et 1975 et d'une diminution de la production de biens de consommation<sup>413</sup>. Puisque la Roumanie ne pouvait pas compter sur l'Union Soviétique pour financer son développement industriel et son développement économique autarcique, Ceaușescu s'est tourné vers l'Occident pour assurer son financement<sup>414</sup>. Pour garantir sa croissance industrielle, la Roumanie a donc dû accumuler une dette extérieure substantielle et encaisser un déclin des conditions de vie, alors que la part accordée à l'investissement industriel (35-40% du PNB) ne laissait que peu de ressources pour l'économie de consommation<sup>415</sup>. Avec le déclin de la situation économique vers la fin de la décennie, alors que la croissance annuelle était tombée dans le négatif<sup>416</sup>, Ceaușescu s'est tourné vers des coupures dans les services pour rembourser, avant 1990<sup>417</sup>, une somme de dix milliards de dollars US en dette extérieure, considérée par Ceaușescu comme une menace à l'autonomie économique et politique du pays<sup>418</sup>.

Les coupures incluaient le rationnement du chauffage ayant forcé plusieurs familles roumaines à passer l'hiver de 1984-85 dans un froid extrême<sup>419</sup>, le rationnement de la nourriture et des soins de santé, ainsi que l'interdiction d'utilisation de réfrigérateurs, aspirateurs et autres appareils électroménagers. Au même moment, Ceaușescu

---

<sup>413</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.52.

<sup>414</sup> *Ibid.*

<sup>415</sup> *Ibid.*

<sup>416</sup> Geoffrey Swain, et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, pp.175-176.

<sup>417</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.126.

<sup>418</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.55.

<sup>419</sup> Mark Pittaway. 2004. *Eastern Europe 1939-2000*, coll. « Brief Histories », Londres: Hodder Arnold, p.183.

déclarait un « âge d'or », et continuait de financer ses projets grandioses, causant un important mécontentement au sein de la population<sup>420</sup>. Alors que le prix des politiques économiques du régime devenait de plus en plus apparent, avec des conditions de vies incroyablement difficiles pour la population, Ceaușescu s'appuyait de plus en plus sur sa police secrète pour s'assurer de l'obéissance de sa population<sup>421</sup>, en augmentant le rôle social du *Securitate*<sup>422</sup>.

La combinaison d'une répression politique et sociale par la police secrète, de coupures dans les services publics, et de politiques nationalistes dévastatrices pour les femmes et les minorités ethniques, a mené à une importante frustration au sein de la population et à une « désocialisation » extrême. Les composantes sultanistes du régime de Ceaușescu, particulièrement son règne familial et ses mécanismes de rotation des élites, ont également isolé le leader et sa famille du reste du Parti-État. Tous les éléments étaient ainsi en place pour 1989.

### 3.3 Conclusion

Dans le chapitre précédent, il a été défendu que certaines conditions politiques, économiques et historiques de la période présocialiste ont mené à différentes voies d'établissement – et ont favorisé l'établissement de différents types – de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Dans le présent chapitre, il a été proposé qu'à partir du « point tournant » de 1965 en Roumanie et de 1968 en Tchécoslovaquie, les régimes ont fait face à des difficultés et à des pressions internes et externes ayant orienté leur évolution subséquente. Certains pays qui n'ont pas été abordés ici, comme la Hongrie ou la Pologne, ont entamé des vagues de réformes et

---

<sup>420</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.158.

<sup>421</sup> *Ibid.*, p.157.

<sup>422</sup> Mark Pittaway. 2004. *op cit.*, p.183.

se sont de plus en plus éloignés du modèle staliniste. Ni la Tchécoslovaquie ni la Roumanie n'ont suivi cette voie. La Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire, face à des difficultés économiques grandissantes associées à l'imposition d'un système économique pensé pour des sociétés majoritairement agraires dans un pays déjà fortement industrialisé à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et sous pression de l'Union Soviétique pour entamer une période de dé-Stalinisation, a tenté des réformes qui ont été supprimées par une invasion des pays du Pacte de Varsovie, donnant lieu à un retour à la « normale » orthodoxe, à un changement de leadership, à une dépendance accrue face à l'Union Soviétique et à une perte de légitimité et de soutien populaire au niveau national. Le régime socialiste nationaliste roumain, face à un changement de leadership et à la nécessité en découlant de construire la légitimité du nouveau leader, s'est initialement engagé dans une série de politiques populaires ainsi qu'une certaine libéralisation de 1965 à 1970, donnant lieu à un accroissement du soutien national et international envers le régime. Après avoir gagné le soutien de la population, et suite à une visite de Ceaușescu en Corée du Nord en 1971, le régime s'est engagé dans une direction de plus en plus sultaniste et nationaliste, aliénant ce faisant une partie de l'appareil d'État. Face à des difficultés économiques dans les années 1980, le régime, qui voyait l'accroissement de sa dette comme une menace à son indépendance, a initié des coupures dans les services publics pour rembourser rapidement la dette, et a dû s'appuyer davantage sur sa police secrète pour contrôler une population de plus en plus mécontente.

Nous croyons qu'une telle approche axée sur l'évolution des configurations de pouvoir au sein des régimes à travers le temps est plus fructueuse que certaines perspectives démesurément typologiques qui élaborent de nouveaux types et sous-types de régimes pour rendre compte de chaque étape dans l'évolution historique des régimes. L'approche adoptée ici permet de mettre en lumière la manière dont certaines caractéristiques ou institutions du régime peuvent être caractérisées par une continuité pendant toute la durée du régime, alors que d'autres peuvent être marquées

par des ruptures et des changements importants. Et cela ne veut pas pour autant dire que nous avons affaire à un nouveau type ou sous-type de régime. En effet, les types et sous-types de régimes doivent être conçus comme des outils analytiques à même d'inclure une certaine flexibilité sans quoi ils perdent leur pertinence théorique, et la création de nouveaux types et sous-types de régimes devrait être effectuée avec prudence. Comme l'a affirmé sans équivoque Richard Snyder :

« Instead of rushing willy-nilly to coin neologisms in the hope of reaping a handsome profit in the marketplace of ideas, we should first carefully evaluate the “null hypothesis” that the political phenomena of interest, in this case, contemporary nondemocratic regimes, are actually not sufficiently novel to warrant any new categories and labels.<sup>423</sup> »

---

<sup>423</sup> Richard Snyder. 2006. « Beyond Electoral Authoritarianism: The Spectrum of Nondemocratic Regimes » dans Andreas Schedler (dir.) *Electoral Authoritarianism: The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, p.227.

CHAPITRE IV  
LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET DE  
LA ROUMANIE : LES CARACTÉRISTIQUES DES RÉGIMES ET LEUR  
IMPACT SUR LE CARACTÈRE VIOLENT OU NON-VIOLENT DES  
RÉVOLUTIONS

*Agency and structure seem locked in an uneasy equilibrium over the longer run and windows of opportunity are less open than they seem. The range of choices appears to be significantly constrained even in moments that can be considered as fundamental critical junctions.*

– Grzegorz Ekiert<sup>424</sup>

Dans ce dernier chapitre, il s'agit d'examiner les processus révolutionnaires différenciés de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie (révolution violente et révolution non-violente) ainsi que la manière dont les régimes socialistes tchécoslovaque et roumain et leur évolution durant la période socialiste permettent d'expliquer cette variation. Ainsi, il s'agit d'examiner comment ces causes « éloignées », que sont les types de régimes et leur évolution, ont limité et influencé les choix des acteurs au moment de la révolution, et ce, de manière décisive pour le caractère violent ou pacifique des processus révolutionnaires. L'argument défendu est que chaque régime a évolué de manière à être doté d'une série de caractéristiques en 1989 dont la *combinaison* a engendré des dynamiques de défection et de coalition entre certains éléments de l'opposition et de l'État durant les processus révolutionnaires ayant été décisives en ce qui a trait au caractère violent ou non de ces processus. La combinaison de quatre caractéristiques, soit : 1) le leadership, 2) la légitimité et le déclin idéologique, 3) la capacité répressive, et 4) la force de l'opposition, permettent ainsi d'expliquer que le régime tchécoslovaque n'ait pas utilisé la force contre sa population face à des mobilisations de masse et se soit

---

<sup>424</sup> Grzegorz Ekiert. 2015. *op cit.*, p.331.

effondré, et que le régime roumain ait été renversé malgré l'utilisation de la force contre sa population.

Agissant de manière transversale à travers ces caractéristiques, et en lien avec l'évolution des régimes socialistes tchécoslovaque et roumain, le degré d'indépendance/dépendance face à l'Union Soviétique fait aussi partie de l'explication. En effet, la simultanéité de l'effondrement des régimes socialistes d'Europe centrale et orientale malgré des conditions politiques et économiques différentes dans chaque pays a renforcé la conception selon laquelle les régimes de la région étaient essentiellement maintenus en place par la présence militaire soviétique<sup>425</sup>. Les chercheurs et les journalistes se sont ainsi attachés à l'identification d'un facteur unique pouvant expliquer l'effondrement de régimes réformistes comme répressifs à l'intérieur d'une période de quelques mois, et ont retenu un facteur commun à tous les cas, le « facteur Gorbatchev »<sup>426</sup>. Or, si les politiques de Gorbatchev ont contribué à l'effondrement des régimes socialistes d'Europe centrale et orientale, nous verrons que l'effet de celles-ci a été différent selon les cas, en fonction du degré d'indépendance ou de dépendance de chacun des régimes face à l'Union Soviétique.

---

<sup>425</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.321.

<sup>426</sup> *Ibid.*

## 4.1 Les processus révolutionnaires : Les événements

### 4.1.1 Révolution non-violente en Tchécoslovaquie

*In December 1989, graffiti appeared in Prague that went like this: "Poland, ten years; Hungary, ten months; East Germany, ten weeks; Czechoslovakia, ten days." In a region where history was frozen for four decades, it moved with startling rapidity in November 1989.*<sup>427</sup>

Les historiens s'entendent généralement sur la date du 17 novembre 1989, date d'une marche organisée par l'Organisation jeunesse du Parti communiste, visant à commémorer la mort de Jan Opletal – un étudiant fusillé lors d'une manifestation contre le régime nazi en 1939 – comme marquant le début du processus révolutionnaire tchécoslovaque<sup>428</sup>. Cette marche avait été approuvée par le régime et les manifestants s'étaient entendus avec la police au sujet d'un trajet qui devait éviter le centre de Prague, et ce, trois semaines avant l'événement<sup>429</sup>. Cependant, environ 3000 personnes (sur les 50 000 ayant participé à la marche), principalement des étudiants, ont continué la manifestation passé l'endroit désigné pour terminer la marche, et se sont mis à marcher vers la *Place Venceslas*, située au centre de Prague, où ils furent arrêtés par la police anti-émeute et les équipes anti-terroristes<sup>430</sup>. Alors que les étudiants donnaient des fleurs aux policiers, déposaient des chandelles devant la ligne policière et chantaient le chant américain « We Shall Overcome »<sup>431</sup> assis sur la chaussée, la police les attaqua, causant plus de cinq-cents blessés, un supposé

---

<sup>427</sup> Peter Clipkowski. 1991. *Revolution in Eastern Europe: Understanding the Collapse of Communism in Poland, Hungary, East Germany, Czechoslovakia, Romania, and the Soviet Union*, New York: John Wiley and Sons Inc., p.94.

<sup>428</sup> Robert V. Daniels. 1993. «The End of Revolutionary Empire» dans *The End of the Communist Revolution*, Londres: Routledge, p.129.

<sup>429</sup> Victor Sebestyen. 2009. *Revolution 1989: The Fall of the Soviet Empire*, Londres: Phoenix, p.368.

<sup>430</sup> John K. Glenn. 2001. *op cit.*, p.132.

<sup>431</sup> James Krapfl. 2013. *Revolution With a Human Face. Politics, Culture, and Community in Czechoslovakia, 1989-1992*, Ithaca et Londres: Cornell University Press, pp.46-47.

mort<sup>432</sup> ainsi qu'environ une centaine d'arrestations<sup>433</sup>. Cet événement, auquel les tchécoslovaques réfèrent comme à un « massacre », aura été l'étincelle ayant initié la révolution<sup>434</sup>.

Malgré les efforts du régime pour étouffer les événements et dans le cadre d'un exemple de l'effet solidarissant d'un degré moyen de répression<sup>435</sup>, des manifestations spontanées et massives (entre 200 000 et 750 000 personnes<sup>436</sup>) émergèrent dans les jours suivants à travers la ville, des comités de grève furent établis, des théâtres refusèrent d'ouvrir leurs portes, et Václav Havel créa *Forum civique (Občanské fórum)*, une organisation large visant à inclure toute forme d'opposition au régime<sup>437</sup>. Par la suite, une série de groupes de la société joignirent l'opposition, le plus important de ceux-ci étant probablement l'Union des jeunes communistes, qui mit au service de l'opposition ses bureaux dotés de téléphones et d'équipements d'impression<sup>438</sup>. Le 24 novembre, suite à une masse de défections au sein du régime, le Secrétaire Général Jakeš annonçait sa démission ainsi que celle de son Politburo et de son secrétariat. Puis, le 26 novembre, les premières négociations ont été tenues entre le leader de l'opposition Václav Havel et le Premier Ministre Ladislav Adamec, sous la pression constante de manifestations massives. Le 27 novembre, une grève générale de deux heures – excluant les secteurs de la santé et du transport public dans une démonstration de discipline<sup>439</sup> – sonna la fin du régime socialiste. Le lendemain, l'article no.4 qui garantissait constitutionnellement le rôle de tête du Parti était aboli,

---

<sup>432</sup> La mort d'un des participants s'avéra une fausse information.

<sup>433</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.283.

<sup>434</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.87.

<sup>435</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.329.

<sup>436</sup> Victor Sebestyen. 2009. *op cit.*, pp.374-377.

<sup>437</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.88.

<sup>438</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, pp.325-326.

<sup>439</sup> John K. Glenn. 1999. « Competing Challengers and Contested Outcomes to State Breakdown: The Velvet Revolution in Czechoslovakia », *Social Forces*, vol.78, no.1, p.205.

permettant à de nouveaux groupes politiques de se joindre au gouvernement, et les prisonniers politiques étaient libérés<sup>440</sup>. Dans la semaine, le marxisme-léninisme était aboli en tant qu'idéologie officielle de l'État et base de la politique éducationnelle<sup>441</sup>. Le 10 décembre, le nouveau gouvernement était officialisé par le Président Husák, qui annonça immédiatement sa démission. Les premières élections libres en plus de quarante ans eurent lieu le 8 juin suivant, donnant la victoire au *Forum civique*.

En somme, en Tchécoslovaquie, l'élan de changement est venu d'un large mouvement de masse engagé dans l'action collective non-violente, qui a forcé la démission des leaders communistes au pouvoir et des négociations subséquentes entre l'opposition et le régime. Contrairement aux négociations en Pologne et en Hongrie, les négociations en Tchécoslovaquie eurent lieu suite à la démission du Politburo et sous la pression constante de manifestations de masses<sup>442</sup>. Ainsi, il ne s'agit pas d'une transition négociée, lors de laquelle les membres du gouvernement négocient les conditions de leur retrait comme en Pologne et en Hongrie. Il ne s'agit pas non plus d'une révolution violente où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles violentes, le régime est renversé malgré l'usage de la force contre sa population, ni d'une révolution non-armée où une opposition pacifique fait face à la force répressive du régime, mais bien d'une révolution non-violente au cours de laquelle ni l'opposition ni le régime n'a recours à la violence.

---

<sup>440</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.88.

<sup>441</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.71.

<sup>442</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.13.

#### 4.1.2 Révolution violente en Roumanie

La Révolution roumaine a débuté dans la petite ville de Timișoara, une ville avec environ un tiers de sa population appartenant à la minorité hongroise<sup>443</sup>. L'étincelle qui enclencha le processus révolutionnaire fut le renvoi et l'éviction d'un pasteur en charge de l'Église réformée hongroise de Timișoara considéré comme un perturbateur par le régime et l'Église, nommé Lászlo Tőkés. Le 15 décembre 1989, la journée de son éviction, un regroupement d'environ 35 membres de la congrégation de Tőkés qui étaient venus assister au départ de leur pasteur se transforma rapidement en une protestation anti-régime, réunissant les habitants de Timișoara, indépendamment de leur religion ou de leur origine<sup>444</sup>. La manifestation perdura jusqu'au lendemain matin, alors que les forces armées et la police secrète de Nicolae Ceaușescu (le *Securitate*) effectuèrent des arrestations. Les quelques 2500 manifestants quittèrent alors l'église et marchèrent vers le centre de la ville, lieu du quartier général du Parti communiste où les affrontements entre les forces policières et les manifestants débutèrent : « *protestors and repression troops were clashing in clouds of tear gas, under the jets of water pouring from the water cannons. Vehicles were set on fire. Cobblestones and empty bottles were thrown at the riot police*<sup>445</sup>. » La nuit suivante, le 17 décembre 1989, les premiers tirs sur les manifestants ont été entendus. Le bilan de la soirée fut 60 morts et plus de 700 arrestations<sup>446</sup>.

Ceaușescu décida de tenir un rassemblement le 21 décembre dans l'intention de montrer au monde entier l'adoration lui étant portée par son peuple. Or, huit minutes après le début de son allocution, des huées et des slogans anti-régime se firent

---

<sup>443</sup> Victor Sebestyen. 2009. *op cit.*, p.381.

<sup>444</sup> *Ibid.*, p.382.

<sup>445</sup> Dragos Petrescu. 2010. *Explaining the Romanian Revolution of 1989: Culture, Structure, and Contingency*, Bucarest: Editura Enciclopedică, pp.91-92.

<sup>446</sup> Victor Sebestyen. 2009. *op cit.*, p.386.

entendre à l'arrière de la foule, le tout filmé et transmis en direct à la télévision nationale. Dans un des moments les plus dramatiques de l'« Annus mirabilis », une mobilisation de routine pro-gouvernement se transforma ainsi en une manifestation anti-régime<sup>447</sup>. Ceaușescu et sa femme furent escortés hors du balcon par leurs gardes du corps, alors que les manifestants se faisaient rejoindre par des milliers de personnes ayant été témoins des événements via la télévision, donnant lieu à une nouvelle série d'émeutes dans Bucarest, encore une fois violemment réprimée par la police secrète du régime. Malgré 35 décès, les manifestants réussirent à occuper les rues durant toute la nuit, sans que l'armée n'intervienne<sup>448</sup>. En effet, un état d'urgence avait été déclaré et l'armée avait été mobilisée, mais le Ministre de la défense, le Général Vasile Milea, refusa d'ouvrir le feu sur la population<sup>449</sup>. Le lendemain matin, Ceaușescu décida de jeter le blâme des émeutes sur le Général, accusant celui-ci de trahison pour ne pas avoir commandé à ses officiers de fusiller la foule. Cette décision, et la mort subséquente du Général officiellement déclarée un suicide, coûta à Ceaușescu le soutien de l'armée et une partie des soldats rejoignit le camp de l'opposition<sup>450</sup>. Le centre de Bucarest devint le terrain d'une guerre civile<sup>451</sup>, alors que les 75 000 membres de la police secrète affrontèrent la population aidée des unités de l'armée ayant joint l'opposition<sup>452</sup>. À 11h30, le même jour (22 décembre), Ceaușescu et sa femme fuyaient le pays en hélicoptère du toit des quartiers généraux du Parti communiste<sup>453</sup>.

---

<sup>447</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.286.

<sup>448</sup> Victor Sebestyen. 2009. *op cit.*, p.389.

<sup>449</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.286.

<sup>450</sup> Victor Sebestyen. 2009. *op cit.*, p.389.

<sup>451</sup> Stathis Kalyvas définit une guerre civile comme suit: « *armed combat within the boundaries of a recognized sovereign entity between parties subject to a common authority at the outset of the hostilities.* » Voir Stathis N. Kalyvas. 2006. *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press, p.5.

<sup>452</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.286.

<sup>453</sup> Dragos Petrescu. 2010. *op cit.*, p.108.

Devant l'absence d'organisation de l'opposition, la télévision roumaine devint le siège du gouvernement dans les jours suivant la fuite du dictateur. Ion Iliescu, un membre important du Parti communiste ayant été partiellement purgé pour cause de « libéralisme » et « intellectualisme »<sup>454</sup> et ayant rapidement été associé à l'opposition dans le fil des événements, le poète dissident Mircea Dinescu et plusieurs autres acteurs importants se rejoignirent à la station de télévision où ils organisèrent la diffusion des nouvelles. Rapidement, un gouvernement nommé *Front de salut national* (*Frontul Salvării Naționale, FSN*), mené par Iliescu fut formé. Sa première tâche allait être de mener et contrôler une guerre civile, alors que des groupes d'officiers du *Securitate*, toujours loyaux envers Ceașescu, commencèrent vers 19h à tirer à vue sur les citoyens en train de célébrer dans les rues, ce qui perdura durant plusieurs jours. Plus de 900 des 1100 décès enregistrés durant la Révolution roumaine eurent lieu après la fuite de Ceașescu, le 22 décembre, aux mains de la police secrète du dictateur, qui espérait le retour de celui-ci<sup>455</sup>. Le 25 décembre, suite à la capture de Ceașescu et de sa femme à l'extérieur du pays, le couple fût rapatrié en Roumanie, où il fût jugé coupable de génocide et condamné à mort<sup>456</sup>. Une des motivations de cette exécution était de mettre fin à la guerre civile, en assurant toute la population que les Ceașescu ne reprendraient jamais le pouvoir. Alors que le peloton d'exécution s'apprêtait à fusiller le couple, Nicolae Ceașescu, toujours idéologiquement convaincu, chantait l'Internationale communiste<sup>457</sup>.

En somme, en Roumanie, face à des manifestations de masse spontanées, le régime a ordonné à ses forces répressives d'ouvrir le feu sur la population, causant plusieurs centaines de morts. Après cette première vague de répression meurtrière, l'armée a joint l'opposition menée par Iliescu mais la police secrète est restée fidèle au

<sup>454</sup> H.E. Chechabi et Juan J. Linz. 1998. *op cit.*, p.20.

<sup>455</sup> Stephen Kotkin et Jan T. Gross. 2010. *op cit.*, p.93.

<sup>456</sup> *Ibid.*, pp.70-71.

<sup>457</sup> *Ibid.*, p.71.

dictateur. S'ensuivit une forme de guerre civile, avec des secteurs de l'armée et l'opposition populaire d'un côté, et la police secrète de l'autre, qui prit fin avec l'exécution de Noël de Nicolae et Elena Ceaușescu.

Suite aux événements de décembre 1989, un débat a pris forme au sein de la communauté scientifique quant au qualificatif devant être apposé au changement de régime roumain. Plus spécifiquement, les chercheurs se sont demandés s'il était possible de parler d'une révolution ou s'il ne s'agissait pas plutôt d'une forme de coup d'État ou révolution de palais ? Simplement, une révolution de palais désigne un cas où un leader doté d'un énorme pouvoir est remplacé par un ou plusieurs conspirateurs issus des rangs du régime lui-même, et ce, sans éruption significative de violence<sup>458</sup>. Si le remplacement de Ceausescu par des membres du Parti communiste roumain fait écho à ce type de changement de régime, les mobilisations de masse, la création spontanée de comités et de coalitions révolutionnaires ainsi que la guerre civile qui fit éruption dans les rues de Bucarest semblent plutôt appartenir au répertoire des révolutions<sup>459</sup>. D'ailleurs, depuis la parution de *The Romanian Revolution of December 1989* (2005) de Peter Siani-Davies, l'ouvrage généralement admis dans la communauté scientifique comme présentant le compte rendu le plus complet et riche du changement de régime roumain, le débat semble relativement clos. En effet, Siani-Davies argue dans cet ouvrage qu'il est nécessaire, pour désigner adéquatement les événements de 1989, de replacer ceux-ci dans le contexte culturel et politique roumain, et déconstruit le « mythe » du coup d'État roumain : « *those who charge that it was by coup seem to have in mind not so much the mechanics of the Romanian leader's removal but rather the nature of the political succession after his departure.*<sup>460</sup> » Les événements de 1989 en Roumanie doivent ainsi être conçus

---

<sup>458</sup> Peter Siani-Davies. 2007 [2005]. *op cit.*, p.268.

<sup>459</sup> *Ibid.*

<sup>460</sup> *Ibid.*, p.269.

comme une révolution, au sein de laquelle autant des dissidents politiques que des éléments du régime se sont manifestés contre un dictateur tout puissant. Plus précisément, le processus révolutionnaire roumain a revêtu la forme d'une révolution violente, alors que les deux camps ont pris part à des affrontements meurtriers.

## 4.2 L'impact des caractéristiques des régimes sur les processus révolutionnaires

### 4.2.1 Leadership : Niveau supérieur

#### 4.2.1.1 Rotation des élites et leadership familial en Roumanie

Dans un régime sultaniste, le leader craint les membres du personnel étatique qui deviennent trop puissants. Par contre, ceux-ci ne sont généralement pas complètement écartés, de manière à ce qu'ils puissent être ramenés au pouvoir si une réorganisation devait s'avérer nécessaire, ou ils sont formellement laissés en position de pouvoir mais leur influence se voit minée par des liens personnels informels au sein du régime<sup>461</sup>. Comme mentionné au chapitre 3, une des caractéristiques du sultanisme de Ceaușescu était une vigilance extrême, voire paranoïaque, menant à une rotation constante des élites au sein du régime. Ceaușescu était donc assez prudent pour ne pas laisser son personnel dans des positions de pouvoir pour une trop longue période de temps<sup>462</sup>. Ainsi, les membres du personnel étatique, même lorsque nommés par Ceaușescu lui-même, étaient souvent écartés de leurs fonctions pour empêcher qu'ils ne gagnent trop de pouvoir<sup>463</sup>. Plusieurs tentatives de coup d'État contre le dictateur ont été évitées de cette manière<sup>464</sup>. Une telle stratégie de « diviser pour mieux

---

<sup>461</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.114.

<sup>462</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.133.

<sup>463</sup> *Ibid.*

<sup>464</sup> *Ibid.*, pp.289-290.

régner » couplée de dynamiques de punitions et de récompenses, a pour effet d'aliéner certains individus au sein du régime, sans les déposséder complètement de leur pouvoir. Ainsi, une telle stratégie permet d'éviter qu'une faction réformiste ne se crée au sein du régime<sup>465</sup>, mais ne permet pas de prévenir la formation, dans l'éventualité d'une crise du régime, de coalitions opposées au leader, regroupant des individus mécontents de la négation de leur professionnalisme, intellectualisme ou expertise au profit du népotisme<sup>466</sup>. Le règne familial et les politiques de Ceaușescu de circulation des membres, népotisme et cooptation l'ont ainsi isolé, non seulement du public, mais aussi de certaines sections du Parti<sup>467</sup>, aliénant une section du Parti communiste menée par Ion Iliescu, qui est demeurée en marge, attendant le bon moment pour se rebeller contre le dictateur<sup>468</sup>. Les manifestations de masse de décembre 1989 auront constitué ce « bon moment ». Une telle « capture » de la révolution par des groupes près du régime est facilitée par la personnalisation du pouvoir typique des régimes sultanistes, car bien qu'ils soient fortement liés au régime, ces groupes peuvent facilement se dissocier du leader devenu l'unique symbole de l'ancien régime, et blâmer l'entièreté des maux du pays sur celui-ci<sup>469</sup>.

Cependant, les régimes sultanistes sont parmi les types de régime ayant le plus de chances d'utiliser la force pour se maintenir au pouvoir dans l'éventualité d'un soulèvement populaire parce que le régime est dominé par le leader, sa famille et ses amis. Il n'existe aucune faction proprement réformiste dans les postes clés de pouvoir et le leader et sa famille n'ont aucun intérêt personnel ou institutionnel à capituler. En fait, les leaders sultanistes font face à l'assassinat, l'emprisonnement ou l'exil dans

---

<sup>465</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.255.

<sup>466</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.57.

<sup>467</sup> *Ibid.*

<sup>468</sup> Mark R. Thompson. 2002. «Totalitarian and Post-Totalitarian Regimes in Transitions and Non-Transitions from Communism», *Totalitarian Movements and Political Religions*, vol.3, no.1, pp.97-98.

<sup>469</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.358.

l'éventualité d'un changement de régime, en raison de l'extrême violence et répression utilisée lors de leur règne<sup>470</sup>. En ce sens, les caractéristiques du leadership du régime sultaniste roumain expliquent que le régime ait utilisé la force pour se maintenir au pouvoir face à un soulèvement populaire, et que certaines parties de l'État aient rejoint l'opposition, expliquant que le régime se soit effondré malgré l'usage de la force.

#### 4.2.1.2 Dépendance face à l'Union Soviétique et orthodoxie en Tchécoslovaquie

Le leadership tchécoslovaque après le Printemps de Prague était rigide et unifié. Le Parti n'était composé d'aucune faction réformiste en mesure d'entamer un dialogue avec l'opposition, car les réformistes avaient subi une importante purge suivant l'invasion soviétique de 1968 et le leadership rigide avait développé une raison d'être anti-réformiste et orthodoxe<sup>471</sup>. En effet, contrairement à ses voisins hongrois et polonais ayant investi leur capital politique dans une vague de réformes, testant ainsi les limites de ce que l'Union Soviétique allait tolérer et ayant acquis un héritage politique leur octroyant une certaine flexibilité face au changement de politique de l'Union Soviétique, le leadership tchécoslovaque avait fondé son régime et la base de son acceptation par la population sur un positionnement anti-réforme après l'invasion de l'Union Soviétique en 1968, dont le but avoué était de prévenir des réformes qui auraient mené à la restauration du capitalisme<sup>472</sup>. La période de normalisation, et les politiques de démobilisation auxquelles elle a mené, ont ainsi été dirigées « *against the very notion of reform* » et toute proposition « *designed to modify and liberalize any aspect of economic and political life had a sacrilegious character that*

---

<sup>470</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, pp.12-13.

<sup>471</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.169.

<sup>472</sup> *Ibid.*

*contradicted the basic foundations of the post-invasion regime and threatened legitimization claims of Czechoslovak's ruling elite.*<sup>473</sup> »

Quand le changement devint le mot d'ordre de Moscou, les leaders tchécoslovaques, « *who had come to power as passengers on Soviet tanks*<sup>474</sup> », étaient dans une position précaire: « *In Czechoslovakia [...] it had been made brutally clear that the Eastern European states were little more than colonies of the Soviet Empire. Change internally would depend on change in Moscow.*<sup>475</sup> » Quand le porte-parole de Gorbatchev répondit « dix-neuf ans »<sup>476</sup> lorsque questionné quant à ce qui différenciat le Printemps de Prague des réformes de Gorbatchev en Union Soviétique, le leadership ne pouvait plus prétendre que le Kremlin allait empêcher les pays d'Europe centrale d'implanter des réformes. Or, contrairement à la Roumanie ayant établi son indépendance face à l'Union Soviétique, le régime tchécoslovaque était depuis 1968 complètement dépendant de l'Union soviétique, politiquement mais aussi économiquement (entre 93% et 98% de la rencontre des besoins énergétiques du pays étaient assurés par l'importation de pétrole soviétique et 80% des échanges commerciaux du pays étaient conduits à l'intérieur du Bloc soviétique<sup>477</sup>) et ainsi, ne pouvait complètement rejeter la *perestroïka* de Gorbatchev<sup>478</sup>. Il s'ensuit que le leadership tchécoslovaque était pris dans une situation contradictoire. D'un côté, les membres du leadership avaient des intérêts institutionnels à continuer à appuyer l'URSS, qui les avait placés au pouvoir et de laquelle le pays était économiquement et politiquement dépendant. De l'autre côté, le leadership avait des intérêts institutionnels à rejeter le type de réforme que l'URSS était en train d'implanter, en

---

<sup>473</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.198.

<sup>474</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, pp.198-199.

<sup>475</sup> Robin H.E. Shepherd. 2000. *op cit.*, p.30.

<sup>476</sup> *Ibid.*, p.36.

<sup>477</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.165.

<sup>478</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.280.

concordance avec son positionnement historique anti-réforme<sup>479</sup>. Dans une telle situation d'intérêts institutionnels contradictoires, il était difficile pour le leadership d'agir de manière décisive. Ainsi, Husák et le leadership ont *prétendu* suivre la ligne soviétique<sup>480</sup>, en espérant que Gorbatchev soit éventuellement remplacé par un nouveau Brejnev. En 1986, le Parti a déclaré « *a restructuring of economic management [...] is needed [...] to bring the Czechoslovak economic mechanism closer to measures being adopted by the Soviet Union*<sup>481</sup> » et être prêt à entrer en dialogue avec le peuple, tout en menant une attaque féroce contre l'opposition avec deux vagues massives d'arrestations<sup>482</sup>. Se basant sur des entrevues avec plusieurs membres du Politburo, Steven Saxonberg affirme que « *the leadership's tactic was to buy time with symbolic reforms. The majority of the Politburo believed that, if they waited long enough, Gorbatchev would lose power. Then it would be the USSR's turn to undergo "normalization"*.<sup>483</sup> »

Le leadership a donc maintenu la ligne dure jusqu'à la fin, même si les réformes de Gorbatchev l'avaient dépossédé de sa justification en ce sens, croyant que le vent allait bientôt tourner en sa faveur et que l'époque de Gorbatchev connaîtrait une fin imminente. Lorsque des manifestations de masse ont fait éruption dans Prague, les leaders tchécoslovaques étaient *paralysés* et ne savaient comment réagir. Leurs espoirs que le vent tourne et que les réformes de Gorbatchev soient renversées n'allaient manifestement pas se concrétiser. Or, le leadership, qui avait continuellement mis en place des politiques répressives depuis son arrivée au pouvoir, n'avait établi aucun réseau avec l'opposition en mesure de bâtir des liens de confiance entre les deux côtés et servir de base pour des négociations, et était

---

<sup>479</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.270.

<sup>480</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.280.

<sup>481</sup> *Ibid.*

<sup>482</sup> *Ibid.*

<sup>483</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, pp.198-199.

complètement compromis par son association avec la normalisation<sup>484</sup>. Le Comité Central du régime a ainsi sérieusement considéré la solution chinoise (*Tian'anmen*) durant la première semaine de manifestations<sup>485</sup> et la peur d'une répression meurtrière était très présente chez les opposants du régime, particulièrement suite à la répression brutale de la manifestation étudiante du 17 novembre<sup>486</sup>, mais aucune action n'a été entreprise pour supprimer le soulèvement populaire et le Politburo a annoncé sa démission<sup>487</sup>.

#### 4.2.2 Légitimité et déclin idéologique : Des niveaux inférieurs aux niveaux supérieurs

Il est possible d'identifier deux éléments à la légitimité des régimes socialistes d'Europe centrale et orientale, soit 1) le monopole de la vérité avec le rôle de tête du Parti communiste, et 2) la légitimité fondée sur l'atteinte de cibles économiques<sup>488</sup>. La légitimité associée au monopole de la vérité réfère à la croyance par la population qu'en accordance avec l'idéologie marxiste-léniniste, le Parti représente les intérêts de la société, et en particulier, de la classe ouvrière. Ce monopole de la vérité et cette représentation exclusive des intérêts de la société était garanti par la loi sur le rôle de tête du Parti. La légitimité des partis communistes était également fondée sur l'atteinte d'un niveau de développement socioéconomique, en accord avec les principes du communisme, qui garantissait l'atteinte d'un meilleur niveau de vie. Une légitimité ainsi fondée, avec deux critères inextricablement liés<sup>489</sup> rendait les régimes particulièrement vulnérables dans une situation de crise économique<sup>490</sup>.

---

<sup>484</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, pp.159-160.

<sup>485</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.65.

<sup>486</sup> *Ibid.*

<sup>487</sup> *Ibid.*

<sup>488</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.148.

<sup>489</sup> Valerie Bunce. 1999. *op cit.*, p.56.

<sup>490</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.363.

#### 4.2.2.1 Déclin idéologique et perte de légitimité totale en Tchécoslovaquie

Selon Grzegorz Ekiert, l'érosion idéologique a été plus importante dans les pays ayant connu des crises politiques significatives dans leur passé socialiste, soit la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968, ainsi que la Pologne dans les années 1980<sup>491</sup>. La perte de légitimité en Tchécoslovaquie a causé deux développements simultanés, soit 1) la population devint de plus en plus critique face à l'écart entre les promesses de développement économique et la réalité, et 2) les élites ont perdu confiance en leur habileté à régner face à l'incapacité d'atteindre les buts économiques<sup>492</sup>. L'idéologie qui avait initialement servi de guide vers l'utopie et qui était partagée par une importante part de la population alors que les communistes avaient pris le pouvoir de manière autonome et avec un soutien de près de la moitié de la population, était à présent utilisée comme justification pour le maintien du règne socialiste<sup>493</sup>. La période de normalisation et son « contrat » entre la population et le régime, où l'obéissance ritualisée était échangée contre des biens matériels, avait généré un état de désolation socio-psychologique à travers le pays<sup>494</sup>. Un rapport produit en novembre 1989 démontre, entre autres choses, que la proportion de travailleurs approuvant la manière dont le Parti implantait son rôle de tête était passée à 26% en 1989, contrairement à 57% en 1986<sup>495</sup>. Considérant le caractère rigide du régime, et donc la forte possibilité que le mécontentement ait été sous-estimé par le sondage (les répondants n'étant pas convaincus de l'anonymat de la procédure), il a été conclu que la majorité de la société tchécoslovaque était convaincue qu'un changement important était nécessaire<sup>496</sup>. Or, non seulement le déclin idéologique

---

<sup>491</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.325.

<sup>492</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.151.

<sup>493</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.42.

<sup>494</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.16.

<sup>495</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.156.

<sup>496</sup> *Ibid.*

était-il répandu à travers la population qui avait l'impression de « vivre dans le mensonge », le déclin idéologique s'était propagé jusqu'à la sphère intermédiaire du régime, c'est-à-dire le personnel responsable de la répression et coercition, et même jusqu'aux niveaux supérieurs alors que les leaders communistes eux-mêmes ne croyaient plus en l'idéologie officielle.

La série de défections au sein du régime témoigne de cette large étendue du déclin idéologique en Tchécoslovaquie. Le 20 novembre, l'aile jeunesse du Parti communiste tchécoslovaque décidait de mettre ses ressources au profit de l'opposition. Deux jours plus tard, le 22 novembre, les forces policières affirmaient dans un communiqué leur volonté de se retirer du conflit, et une pétition au sein de la télévision d'État sommait la diffusion télévisuelle de la brutalité policière ce qui mena à la démission du Directeur Général de la télévision. Le même jour, la milice populaire constituée de travailleurs loyalistes, refusait d'intervenir contre l'opposition<sup>497</sup> et le ministère de la défense annonçait à la télévision que l'armée ne combattrait pas le peuple<sup>498</sup>. Le 24 novembre, suite à cette cascade de défections, Jakeš annonçait sa démission ainsi que celle de son Politburo et de son secrétariat, qui fut suivie, quelques jours plus tard, par la démission de Husák, le Président.

Plusieurs observateurs ont noté la dégradation de l'idéologie et la perte de confiance des leaders en leur capacité de diriger<sup>499</sup> au point où il a été proposé que vers la fin de la décennie, Vasil Bil'ak était le seul membre du Politburo à détenir une conviction idéologique et que les autres membres adoptaient plutôt une posture d'administrateurs<sup>500</sup>. Le leadership tchécoslovaque, qui depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev avait perdu sa raison d'être, n'avait pas confiance en sa légitimité de

---

<sup>497</sup> Victor Sebestyen. 2009. *op cit.*, p.375.

<sup>498</sup> *Ibid.*, p.376.

<sup>499</sup> Timothy Ash. 1990. « The Revolution of the Magic Lantern », *The New York Review*, 28 janvier, p.19.

<sup>500</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.160.

commander à son appareil coercitif de réprimer violement l'opposition. Il s'ensuit qu'absolument aucune action substantielle en mesure de freiner l'opposition ou de la supprimer n'a été entreprise durant toute la durée du processus révolutionnaire<sup>501</sup>. Les strates intermédiaires et supérieures du régime avaient ainsi perdu leur capacité idéologique et morale à commander l'utilisation de la force ou à exécuter une telle commande. Au moment d'une réunion du Comité central dans la première semaine de la révolution, le Politburo avait décidé de deux mesures : 1) il allait faire appel à la milice populaire<sup>502</sup>, et 2) il allait tenir une autre réunion du Comité central deux jours plus tard<sup>503</sup>, ce qui témoigne d'une incompréhension totale de la gravité de la situation et d'une incapacité à prendre une décision<sup>504</sup>. De plus, le CC ne donna aucune directive à la milice et les membres du Politburo passèrent les deux jours entre les deux réunions du CC à se passer la responsabilité de donner des directives aux combattants de la milice, car aucun membre du CC ne voulait en assumer la responsabilité<sup>505</sup>. Il est ainsi possible de parler d'une perte, voire d'un effondrement, de la « capacité morale » des leaders tchécoslovaques, les ayant rendus incapables d'agir de manière décisive<sup>506</sup>.

#### 4.2.2.2 Nationalisme corrodé et conviction idéologique intacte des paliers supérieurs en Roumanie

Au niveau idéologique, Ceaușescu avait réussi à devenir un leader incontesté en faisant appel à un « nationalisme anti-Soviétique » qui avait réussi à renforcer les liens du régime avec la société et augmenter l'appui populaire envers le dictateur.

---

<sup>501</sup> *Ibid.*

<sup>502</sup> James Krapfl. 2013. *op cit.*, p.82.

<sup>503</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.338.

<sup>504</sup> John K. Glenn. 2001. *op cit.*, p.134.

<sup>505</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.338.

<sup>506</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.172.

Rappelons que le Parti communiste roumain avait initialement pris le pouvoir par le biais d'une invasion soviétique et que le soutien populaire envers celui-ci était minimal jusqu'aux années 1960. Le soutien envers le régime avait également été assuré par un culte de la personnalité inspiré par Kim Il-Sung que Ceaușescu avait visité en Corée du Nord en 1971<sup>507</sup> et par une croissance économique extensive jusqu'aux années 1980. Le nationalisme du régime se couplait à une politique étrangère d'indépendance face à l'Union Soviétique. En Roumanie, qui avait été liée de près à l'Union Soviétique depuis l'arrivée de l'Armée Rouge en 1944, toutes les troupes soviétiques avaient été retirées en 1958, comme récompense pour le soutien roumain envers l'intervention en Hongrie<sup>508</sup>. Ceaușescu avait par la suite exploité cette autonomie et s'était opposé en 1968 à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie dont la Roumanie faisait partie, ce qui lui avait garanti une acclamation sans précédent de la part de la population<sup>509</sup> et avait généré un enthousiasme national authentique<sup>510</sup>. De plus, la Roumanie avait continuellement résisté à la dé-Stalinisation, ce qui se posait comme un affront au leadership soviétique, et avait rejeté la planification centrale du Comecon en 1969<sup>511</sup>. Ainsi, quand la restructuration et les réformes devinrent la ligne officielle de l'Union Soviétique sous Gorbatchev, Ceaușescu dénonça celles-ci comme participant d'une « déviation de droite »<sup>512</sup> et réaffirma l'indépendance de la Roumanie, déclarant en 1989: « *it is the specific merit of the Romanian Communist Party [...] to have struggled decades ago against the dogmatic views of a "common pattern" [...] for building socialism*<sup>513</sup> » et « *any tendencies to pose as 'judges' or 'teachers' that teach*

---

<sup>507</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.349.

<sup>508</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, p.101.

<sup>509</sup> *Ibid.*, p.102.

<sup>510</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, pp.133-134.

<sup>511</sup> *Ibid.*, p.133.

<sup>512</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.57.

<sup>513</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.279.

*others or judge other country's polices is absolutely inadmissible*<sup>514</sup> ». Conséquemment, contrairement à la Tchécoslovaquie qui se retrouvait dans une position contradictoire face aux réformes de Gorbatchev, ces dernières n'ont pas eu un impact important sur la conviction idéologique et la légitimité du Parti communiste roumain.

Cependant, les tendances sultanistes du régime roumain ont, avec le temps, affaibli l'idéologie nationaliste de laquelle il tirait son soutien, en raison de la contradiction entre une idéologie qui cherche à hisser le bien de la nation au-dessus de tous les autres principes et les comportements corrompus et extravagants d'une clique familiale qui tire l'essentiel des avantages<sup>515</sup>. Vers la fin de son règne, Ceaușescu était ainsi véritablement détesté par la population, en raison de la répression sévère de son régime et des conditions de vies extrêmement difficiles associées aux coupures des années 1980, mais aussi en raison de la corrosion de l'idéologie nationaliste d'où il tirait sa légitimité : « *A ruler can hardly present himself [...] as representing the public good when corruption undermines reform and greed the national interest*<sup>516</sup>. » De plus, le nationalisme anti-Soviétique, très fort alors que l'Union Soviétique était dirigée par Staline ou d'autres partisans de la ligne dure, a perdu beaucoup de son attrait lorsque Gorbatchev est arrivé au pouvoir.

Toutefois, l'obéissance dans un régime sultaniste se fonde non seulement sur l'engagement idéologique, mais aussi sur une combinaison de terreur et de privilèges et le culte de la personnalité du leader est assuré par une composante coercitive, ici le *Securitate*<sup>517</sup>. De plus, le déclin idéologique en Roumanie n'était en rien comparable à celui qui sévissait en Tchécoslovaquie. Notamment, le déclin idéologique dans un

---

<sup>514</sup> *Ibid.*

<sup>515</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.114.

<sup>516</sup> *Ibid.*

<sup>517</sup> Daniel L. Nelson. 1995. *op cit.*, pp.221-222.

régime sultaniste ne pénètre généralement pas jusqu'aux paliers supérieurs de gouvernement. En ce sens, Ceașescu croyait jusqu'à la toute fin à la supériorité du communisme et à la forme particulière que celui-ci revêtait en Roumanie. Contrairement à Honecker en RDA ou Husák en Tchécoslovaquie, Ceașescu est devenu victime de son propre culte de la personnalité, a refusé de se retirer et n'a jamais reconnu l'illégitimité de son régime et de son leadership<sup>518</sup>. Ainsi, il a voulu défendre son projet à tout prix, contre ceux qu'il qualifiait de « contre-révolutionnaires » et de « terroristes »<sup>519</sup>.

#### 4.2.3 Capacité répressive : Niveaux inférieur et intermédiaire

La capacité répressive est relative à la fois au niveau inférieur de l'État, où l'on retrouve les acteurs de front (policiers, soldats) qui sont souvent à l'avant-plan de l'opposition sociale et sont ainsi sujets à la confrontation directe avec l'opposition et au niveau intermédiaire, c'est-à-dire les corps régionaux et locaux qui organisent et structurent l'implantation des directives, comme les unités policières et militaires. La capacité répressive d'un régime peut être mesurée en fonction de deux indicateurs, soit l'étendue, c'est-à-dire la portée effective de l'appareil coercitif mesurée par la taille et la qualité des organisations directement responsables de la sécurité intérieure<sup>520</sup>, et la cohésion, c'est-à-dire le degré d'obéissance et de fiabilité de l'appareil coercitif<sup>521</sup>. L'étendue de l'appareil coercitif est particulièrement importante en ce qui a trait à la répression de faible intensité, qui vise majoritairement à prévenir l'émergence de mouvements d'opposition par le biais de surveillance systématique, d'intimidation, et de harcèlement, et qui nécessite un pouvoir

---

<sup>518</sup> Steven D. Roper. 2000. *op cit.*, p.57.

<sup>519</sup> Dragos Petrescu. 2010. *op cit.*, p.401.

<sup>520</sup> Steven Levitsky et Lucan Way. 2010. *op cit.*, pp.58-59.

<sup>521</sup> *Ibid.*, pp.59-60.

infrastructurel en mesure de diriger, coordonner et fournir des agents à travers le territoire du pays<sup>522</sup>. La cohésion, quant à elle, est particulièrement importante pour la répression de forte intensité, c'est-à-dire qu'un haut niveau de cohésion de l'appareil coercitif est nécessaire pour mener à bien des ordres pouvant être controversés comme le fait d'ouvrir le feu sur des masses de manifestants<sup>523</sup>. Inversement, si le niveau de cohésion est faible, les leaders ne peuvent pas être confiants que de tels ordres seront exécutés par les officiels de haut niveau et les agents de première ligne, ce qui peut mener à un simple refus d'obéir ou encore à une défection de certains secteurs de l'appareil de sécurité qui peuvent se joindre à l'opposition<sup>524</sup>. La répression de haute intensité est donc une entreprise risquée qui accroît le risque de désobéissance interne : « *State officials responsible for ordering or carrying out the repression thus run considerable risks because if it fails and the regime collapses, they will be vulnerable to retribution*<sup>525</sup> ».

#### 4.2.3.1 Liens personnels et aliénation de l'armée en Roumanie

Le règne de Ceaușescu était fondé sur un équilibre entre le Parti communiste roumain, l'armée et la police secrète (*Securitate*). Ceaușescu jouait ces trois institutions les unes contre les autres, ce qui a pu procurer une source de stabilité pour le régime jusqu'à la fin des années 1980<sup>526</sup>. De plus, en termes d'étendue de l'appareil coercitif, le régime pouvait compter sur la force de sa police secrète, avec le plus haut ratio d'agents par rapport à la population totale de tous les pays d'Europe

---

<sup>522</sup> *Ibid.*, p.59.

<sup>523</sup> *Ibid.*, pp.59-60.

<sup>524</sup> *Ibid.*

<sup>525</sup> *Ibid.*, p.60.

<sup>526</sup> H.E. Chechabi et Juan J. Linz. 1998. *op cit.*, p.77.

centrale et orientale<sup>527</sup>. En effet, il est estimé que le *Securitate* comptait plus de 75 000 membres et détenait un réseau d'informateurs sans équivalent dans l'Europe socialiste<sup>528</sup>.

En ce qui a trait à l'indicateur de cohésion, la police secrète roumaine était particulièrement obéissante et fidèle en raison des liens personnels établis entre celle-ci et le dictateur. En effet, Ceaușescu avait réussi à établir des liens psychologiques et personnels avec les membres de sa police secrète en recrutant ceux-ci dès leur plus jeune âge, souvent dans des orphelinats<sup>529</sup>, et en leur donnant accès aux meilleurs aménagements, services et salaires de la République socialiste<sup>530</sup>. Les membres du *Securitate* avaient notamment de meilleurs salaires que leurs collègues du même rang au sein des forces armées<sup>531</sup>. La présence d'une telle police secrète répondant directement au dictateur assure quasiment un processus révolutionnaire violent si le leadership choisit la suppression par la force du mouvement d'opposition. L'obéissance de la police secrète roumaine était ainsi beaucoup plus importante que celle de l'armée puisqu'elle était fondée sur des liens personnels avec le dictateur, mais aussi parce que les membres de celle-ci craignaient le traitement qu'ils recevraient dans l'éventualité d'un changement de régime en raison de l'extrême répression et violence dont ils avaient fait preuve durant la période socialiste<sup>532</sup>. Simplement, ils n'avaient rien à perdre.

De plus, contrairement à la police secrète tchécoslovaque, le *Securitate* avait été dépossédé de ses éléments soviétiques en décembre 1964 suite à des demandes

---

<sup>527</sup> Minton F. Goldman. 1997. *op cit.*, p.270.

<sup>528</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.286.

<sup>529</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.157.

<sup>530</sup> Walter Bacon. 1984. *op cit.*, p.148.

<sup>531</sup> Kieran Williams et Dennis Deletant. 2001. *op cit.*, p.186.

<sup>532</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.118.

répétées de Gheorghiu-Dej dans le cadre de son autonomisation face à Moscou, faisant des services de sécurité et d'intelligence roumains les seules agences de ce type indépendantes de Moscou, au sein des pays du Pacte de Varsovie<sup>533</sup>. Entre 70% et 80% des cadres du *Securitate* appartenant aux communautés juive, ukrainienne ou russe, ainsi que les officiers ayant des épouses russes avaient ainsi été purgés, et les cadres du *Securitate* avaient cessé d'être formés par l'académie du KGB à partir de 1964, contrairement aux services de sécurité de la Hongrie, de la Pologne, et de la Tchécoslovaquie qui formaient leur personnel à Moscou jusqu'en 1989<sup>534</sup>. Il n'y avait donc aucune raison de croire que l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir et la voie des réformes entamée par l'Union Soviétique ne diminue l'obéissance du personnel de la police secrète advenant la nécessité d'une répression de haute intensité. Ainsi, l'élite communiste de Roumanie était suffisamment confiante, à tout le moins au moment de la première étape de la révolution, en l'obéissance de ses forces militaires nationales dans l'éventualité d'un ordre requérant à celles-ci de fusiller la population<sup>535</sup>. En effet, même si la majeure partie de l'armée a abandonné Ceaușescu pour rejoindre l'opposition d'Iliescu suite à la première vague de répression meurtrière, le *Securitate* est resté fidèle au dictateur, même après la fuite de celui-ci en hélicoptère, et a continué de fusiller les opposants au régime.

Cependant, une telle personnalisation des moyens de coercition étatique a aussi pour effet d'affaiblir le contrôle du leader envers certains éléments de l'appareil coercitif, aliénés par la déprofessionnalisation, mécontents de l'espionnage dont ils sont victimes de la part de la police secrète, et facilement attirés par des opposants internes du régime<sup>536</sup>. C'est précisément ce qui est arrivé dans le cas roumain, alors que

---

<sup>533</sup> Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, p.103.

<sup>534</sup> Katherine Verdery. 2014. *Secrets and Truths. Ethnography in the Archive of Romania's Secret Police*, Budapest et New York: Central European University Press, p.13.

<sup>535</sup> Dragos Petrescu. 2010. *op cit.*, pp.71-72.

<sup>536</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.118.

l'armée était mécontente de sa perte de terrain face au *Securitate*, envers lequel Ceaușescu faisait preuve de favoritisme<sup>537</sup> et allouait de plus en plus de rôles et de ressources au fil de son règne (non sans lien avec l'aggravation des conditions socio-économiques dans les années 1980)<sup>538</sup>. Dans le cadre de cet accroissement du rôle du *Securitate*, le rôle d'une partie des forces armées avait été relégué à procurer une main d'œuvre bon marché pour la construction des projets mégalomanes de Ceaușescu<sup>539</sup>. Ainsi, si la cohésion de la police secrète était assurée par des liens personalistes avec le dictateur, la cohésion de l'armée n'était quant à elle pas assurée, pour cette même raison. Cela permet d'expliquer qu'Iliescu ait réussi à rallier une bonne partie des forces armées, et ultimement, que le régime de Ceaușescu soit tombé malgré l'usage de la force. En effet, sans le soutien de l'armée, l'opposition aurait été incroyablement vulnérable devant les troupes du *Securitate* qui n'hésitaient pas à tirer à vue sur les opposants. Cette séparation de la police secrète, loyale envers le dictateur jusqu'à la toute fin, et de l'armée, qui a joint l'opposition suite à une première vague de répression meurtrière, est ce qui a mené à la « guerre civile roumaine », qui a causé plus de morts que le reste du processus révolutionnaire<sup>540</sup>. Ultimement, l'équilibre des forces de frappe suite à la défection de l'armée a fait en sorte que, malgré cet usage de la force de la part de Ceaușescu et sa police secrète, le régime a tout de même été renversé.

---

<sup>537</sup> Trond Gilberg. 1990. *op cit.*, p.268.

<sup>538</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.160.

<sup>539</sup> Kieran Williams et Dennis Deletant. 2001. *op cit.*, p.186.

<sup>540</sup> Stephen Kotkin et Jan T. Gross. 2010. *op cit.*, p.93.

#### 4.2.3.2 Liens bureaucratiques et dépendance face à l'Union Soviétique en Tchécoslovaquie

Au niveau de l'étendue de l'appareil coercitif, la Tchécoslovaquie était dans une position moins favorable que la Roumanie. Au moment de la Révolution en 1989, le Ministère de l'intérieur avait informé le Politburo de la disponibilité d'une force de frappe à même d'affronter jusqu'à 30 000 manifestants – loin des centaines de milliers occupant les rues de Prague<sup>541</sup>. D'abord, la Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire n'avait aucun équivalent au *Securitate* roumain. La police secrète (StB) employait environ 9000 personnes dans un pays de 15 millions d'habitants<sup>542</sup> et était fortement liée à Moscou. Selon Kieran Williams et Dennis Deletant<sup>543</sup>, le StB était également le produit d'un environnement bureaucratique fortement développé<sup>544</sup>. La police secrète adoptait ainsi un rôle de police politique, établissant des portraits détaillés de la situation politique du pays, dans le but d'influencer les politiques adoptées par le régime, plutôt qu'un rôle d'initiative<sup>545</sup>. La marche étudiante du 17 novembre avait été réprimée, non pas par la police secrète, mais par la police régulière et les forces anti-terroristes<sup>546</sup> et suite aux événements, la police secrète est restée fidèle à son identité institutionnelle en tant que police politique, à savoir qu'elle déclara un état d'urgence de troisième niveau (activation d'unités spéciales de la police et du StB) mais attendit des ordres univoques du Politburo – qui ne furent

---

<sup>541</sup> George Schöpflin. 1993. *Politics in Eastern Europe*, Oxford: Wiley-Blackwell, p.23.; cité dans Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.341.

<sup>542</sup> Kieran Williams et Dennis Deletant. 2001. *op cit.*, p.32.

<sup>543</sup> Il n'existe que très peu d'information sur la police secrète tchécoslovaque comparativement au *Securitate* roumain, notamment car les dossiers de la première ont été détruits au moment de la Révolution. À ma connaissance, les seuls travaux sur le sujet sont ceux de Condoleezza Rice (1984), de Dennis Deletant (1999) et de Kieran Williams et Dennis Deletant (2001).

<sup>544</sup> Kieran Williams et Dennis Deletant. 2001. *op cit.*, p.26.

<sup>545</sup> *Ibid.*, p.48.

<sup>546</sup> *Ibid.*, p.46.

jamais prononcés – avant d'intervenir<sup>547</sup>. Lorsqu'il devint clair que le gouvernement était prêt à négocier et qu'un transfert de pouvoir allait être opéré, le StB s'attacha à détruire ses dossiers<sup>548</sup>.

Le Parti employait également les services d'une milice populaire, dont les membres, qui étaient des travailleurs d'usine, étaient payés un certain montant d'argent supplémentaire pour assurer la sécurité des rallyes et défendre le régime dans l'éventualité d'une rébellion<sup>549</sup>. Cependant, il s'agissait véritablement d'une « milice de fin de semaine », alors que l'emploi principal des individus était à l'usine, et la fidélité de cette milice était fondée sur l'engagement idéologique de ses membres envers le communisme, très fort au moment de la formation de la milice en 1948 mais ayant fortement décliné à partir de l'invasion de 1968 et la suppression de la possibilité d'un socialisme à visage humain.

Au niveau de la cohésion, la Tchécoslovaquie était un des pays les plus dépendants de Moscou en ce qui a trait à ses forces répressives<sup>550</sup> depuis l'invasion militaire de 1968, au moment de laquelle les Soviétiques avaient réaffirmé leur contrôle sur le leadership de l'armée tchécoslovaque<sup>551</sup>. Condoleezza Rice écrivait en 1984 : « *The security apparatus is [...] a very foreign element within the Czechoslovak state and one which has at times skirted out of the Party's control.*<sup>552</sup> » La Doctrine Brejnev, qui déclarait l'engagement de l'Union Soviétique à défendre par la force le socialisme partout au sein du bloc, avait été implantée officiellement avec l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968 pour mettre fin au Printemps de Prague. Or, le 7

---

<sup>547</sup> *Ibid.*, p.48.

<sup>548</sup> *Ibid.*

<sup>549</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.185.

<sup>550</sup> Robert V. Daniels. 1997. *op cit.*, p.129.

<sup>551</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, pp.150-51.

<sup>552</sup> Condoleezza Rice. 1984. *op cit.*, p.171.

décembre 1988, lors d'un discours aux Nations Unies, Gorbatchev annonçait la fin de la doctrine Brejnev et défendait le droit des pays socialistes à choisir leur propre destinée, marquant ainsi une importante ouverture de l'environnement international, jusque-là très hostile à toute possibilité de révolution<sup>553</sup>. L'abandon de la doctrine Brejnev était perçu comme une répudiation totale de l'invasion soviétique de 1968<sup>554</sup>. Les leaders tchécoslovaques post-1968, qui avaient accédé au pouvoir par la force d'une invasion, devaient maintenant s'appuyer sur leurs propres ressources pour le maintenir<sup>555</sup>. Or, l'affaiblissement idéologique au niveau des cadres intermédiaires responsables de la coercition a encore plus de chances de mener à une défection des organes répressifs dans un contexte de retrait du soutien militaire d'une puissance extérieure, car les organes répressifs nationaux deviennent les seules instances de répression<sup>556</sup>. En ce sens, la forte intégration de la Tchécoslovaquie au Bloc soviétique, lorsque combinée à l'abandon de la Doctrine Brejnev<sup>557</sup>, aura augmenté la probabilité de défections au sein des forces coercitives tchécoslovaques, déjà substantielles en raison du déclin idéologique touchant tous les niveaux du régime. Comme l'ont fait remarquer plusieurs théoriciens du choix rationnel, le niveau de répression nécessaire pour supprimer l'opposition dans une situation révolutionnaire augmente à chaque heure. L'incapacité du leadership tchécoslovaque à prendre des décisions et à agir de manière décisive durant la première semaine de la Révolution lui aura ainsi coûté le soutien de ses forces coercitives. En effet, après plusieurs jours d'inaction, et face à une opposition grandissante, le régime a perdu la loyauté de son armée et de sa milice, qui annoncèrent leur décision de ne pas combattre la population. Une fois le doute établi quant à la loyauté des forces coercitives, le coût et les risques associés à l'utilisation de la force augmentent de manière fulgurante, car la

---

<sup>553</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, pp.86-87.

<sup>554</sup> Kevin McDermott. 2015. *op cit.*, p.191.

<sup>555</sup> Ben Fowkes. 1993. *op cit.*, p.172.

<sup>556</sup> Juan J. Linz et Alfred Stepan. 1996. *op cit.*, p.60.

<sup>557</sup> Valerie Bunce. 1999. *op cit.*, p.71.

possibilité qu'une faction joigne l'opposition, et qu'une confrontation violente s'ensuive (comme dans le cas roumain), devient hautement probable<sup>558</sup>. Bref, le régime tchécoslovaque détenait, au début de la Révolution, la coquille d'un appareil de contrôle en mesure de supprimer l'opposition, mais manquait la capacité morale de mobiliser cette force en sa défense<sup>559</sup>. Après plusieurs jours d'inaction, la fenêtre d'opportunité s'était refermée et le Politburo n'avait d'autre option que de démissionner.

#### 4.2.4 Force de l'opposition

##### 4.2.4.1 Opposition large et créative en Tchécoslovaquie

En Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire, certains groupes d'opposition avaient été en mesure de se former à partir du Printemps de Prague : « *the collective memory of the 1968 events had a visible impact on the mobilizational potential of Czechoslovak society.*<sup>560</sup> » Malgré tout, il ne faut pas exagérer la force du mouvement d'opposition. En effet, le gouvernement tchécoslovaque estimait environ 500 individus actifs au sein de l'opposition en 1989, avec un leadership d'environ 60 individus<sup>561</sup>. De plus, l'opposition était victime d'une importante répression. Entre 1977 et 1981, un total de 61 membres de *Charta 77* ont été emprisonnés, et plusieurs de ses membres ont vu leurs téléphones déconnectés, leurs maisons mises sous écoute et leurs permis de conduire révoqués<sup>562</sup>. Des attaques physiques de membres dans la rue ou dans leurs maisons, menées par des « personnes inconnues », étaient

---

<sup>558</sup> Steven Pfaff. 2006. *Exit-Voice Dynamics and the Collapse of East Germany. The Crisis of Leninism and the Revolution of 1989*, Durham et Londres: Duke University Press, p.179.

<sup>559</sup> Robin H.E. Shepherd. 2000. *op cit.*, p.36.

<sup>560</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.328.

<sup>561</sup> Mark R. Thompson. 2004. *op cit.*, p.74.

<sup>562</sup> Matt Killingsworth. 2012. *op cit.*, p.68.

également fréquentes<sup>563</sup>. En raison de la nature extrêmement répressive de la période de normalisation et des politiques de démobilisation en découlant, les groupes d'opposition organisés autour de *Charta 77* n'ont pas été en mesure de former un mouvement d'opposition de masse avant les événements de 1989<sup>564</sup>. Les organisations étaient tellement isolées de la population que même durant la première semaine de la Révolution, Havel était quasiment inconnu du public<sup>565</sup>.

Il est important de mentionner qu'un accès substantiel à l'information sur le monde extérieur était garanti en Tchécoslovaquie par *Radio Free Europe*, une organisation d'informations internationales, et les contacts directs avec des étrangers rendus possible par des opportunités limitées de voyage. Ainsi, bien qu'une minorité de la population tchécoslovaque était directement impliquée dans l'opposition, une grande majorité de la population était consciente de « vivre dans le mensonge » grâce à cet accès à l'information. De plus, l'opposition jouissait du soutien de certaines des figures les plus importantes de la culture tchécoslovaque, autant chez les intellectuels que chez les artistes. D'autant plus important, l'opposition menée par Havel était une alliance large, qui réunissait une jeunesse contre-culturelle, des intellectuels dissidents, des étudiants, des groupes catholiques, des réformateurs communistes ayant été victimes de la purge de 1968, et des travailleurs. Le soutien de ces derniers a été crucial pour l'élargissement de l'opposition, d'abord limitée aux étudiants<sup>566</sup>.

*Charta 77*, et plus tard *Forum Civique* avait délibérément choisi de poursuivre une stratégie non-violente puisque ses membres croyaient fermement que toute tentative de confrontation ouverte « *would be liquidated before it had a chance*<sup>567</sup> ». En effet,

---

<sup>563</sup> *Ibid.*

<sup>564</sup> Grzegorz Ekiert. 1996. *op cit.*, p.328.

<sup>565</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.222.

<sup>566</sup> Roger East et Jolyon Pontin. 1997. *op cit.*, p.81.

<sup>567</sup> Ivan T. Berend. 1996. *op cit.*, p.246.

l'utilisation de la violence étatique contre des masses de manifestants non-armés et pacifiques est risquée puisqu'elle peut créer des divisions au sein des forces répressives du régime<sup>568</sup>. L'opposition a également usé de stratégies créatives pour gagner l'appui de la population, notamment en s'associant à des acteurs et autres personnalités publiques pour effectuer des visites dans les usines, visant à gagner le soutien de la masse travailleuse pour la grève générale<sup>569</sup>. Des groupes d'opposition à la base très faibles et peu nombreux ont ainsi réussi, en peu de temps, à mobiliser une large section de la population<sup>570</sup>, ce dont témoignent les manifestations de plus de 300 000 personnes, ayant eu un effet paralysant sur le leadership du régime, déjà peu légitime et peu confiant en ses propres capacités. L'opposition aura d'ailleurs été suffisamment organisée et populeuse pour forcer des discussions avec le régime (*roundtable talks*) suite aux premières semaines de manifestations et à la grève générale de deux heures, ayant permis au *Forum Civique* d'établir son autorité en tant qu'interlocuteur légitime pour la population dans le cadre de négociations<sup>571</sup>. Ironiquement, les communistes qui avaient été appuyés par une grève générale d'une heure ayant forcé la main de Beneš lors du « coup » de 1948, ont été forcés à capituler suite à une nouvelle grève générale en 1989. En effet, suite à la grève et à la démission du Politburo, un négociateur communiste, Ladislav Adamec, a été désigné pour négocier l'établissement d'un nouveau cabinet avec Václav Havel<sup>572</sup>. Ultimement, l'opposition fondée sur le *Forum civique* aura été suffisamment importante et organisée pour composer le gouvernement successeur et gagner les premières élections libres au printemps suivant.

---

<sup>568</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.296.

<sup>569</sup> John K. Glenn. 2001. *op cit.*, pp.150-151.

<sup>570</sup> James Krapfl. 2013. *op cit.*, p.36.

<sup>571</sup> John K. Glenn. 1999. *op cit.*, p.194.

<sup>572</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.88.

#### 4.2.4.2 Opposition faible et spontanée en Roumanie

Le régime roumain ne tolérait aucune zone d'autonomie ou de dissidence politique. Les organisateurs de grèves et de syndicats indépendants avaient été assassinés, et la terreur de la police secrète était répandue. Un dissident exprima bien ce climat à un journaliste en 1981 : « *Westerners expect Romania to be the next Poland, but it will never happen. [...] One half of the country is informing on the other half.*<sup>573</sup> » Des groupes naissants de travailleurs opposés au régime étaient immédiatement infiltrés par des agents du *Securitate*, et les groupes étaient ainsi « dispersés », référant ici à l'annihilation physique des membres dans des « accidents »<sup>574</sup>. L'absence d'un mouvement d'opposition organisé est donc facilement attribuable au degré de répression politique et contrôle de la vie quotidienne caractéristique du régime roumain<sup>575</sup>. Certains ont évoqué le concept de « résistance par la culture »<sup>576</sup> pour qualifier la forme revêtue par l'opposition roumaine dans un contexte de répression intense. Toutefois, il a été démontré qu'une bonne partie des « résistants de la culture » étaient en fait des collaborateurs de la police secrète, et que l'opposition en Roumanie était en vérité quasi-inexistante, se limitant à quelques individus<sup>577</sup>, dont les plus connus étaient la professeur Doina Cornea, qui dénonça ouvertement les violations des droits humains sévissant en Roumanie<sup>578</sup> et Paul Goma, ayant été forcé à émigrer en 1977 après avoir été sévèrement battu par la police secrète<sup>579</sup>.

---

<sup>573</sup> Robert D. Kaplan. 2016. *op cit.*, pp.18-19.

<sup>574</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.182.

<sup>575</sup> Geoffrey Swain et Nigel Swain. 2009. *op cit.*, p.176.

<sup>576</sup> Voir Dennis Deletant. 1999. *op cit.*, pp.120-123.

<sup>577</sup> Dragos Petrescu. 2014a. « The Resistance that Wasn't: Romanian Intellectuals, the Securitate, and "Resistance Through Culture" » dans Joachim von Puttkamer et al., *Die Securitate in Siebenbürgen*, Böhlau Verlag Köln Weimar Wien, pp.11-35.

<sup>578</sup> Minton F. Goldman. 1997. *op cit.*, p.276.

<sup>579</sup> Wendy Hollis. 1999. *op cit.*, p.183.

Malgré tout, la population était mécontente. Il est ainsi possible de parler d'un cas de « falsification des préférences », un concept utilisé par Timur Kuran. Selon Kuran, face à chaque enjeu politique, une personne a une préférence *publique*, qu'elle partage avec les autres, et une préférence *privée*, qu'elle ne partage pas. Lorsque les deux ne coïncident pas, il y a lieu de parler de falsification des préférences<sup>580</sup>. Il en découle que les individus peuvent prétendre soutenir un régime publiquement, alors qu'ils le méprisent en privé, et ce, particulièrement dans des situations politiques où il est risqué d'affirmer publiquement son opposition au régime en place<sup>581</sup>. Ainsi, la loyauté du peuple peut rapidement basculer, bien qu'aucune organisation officielle ne représente l'opposition au régime, mais l'opposition est condamnée à n'être que spontanée et peu organisée : «*The characteristics of the Ceaușescu regime all but ensured that, were anti-regime protest to break-out, it would be largely spontaneous, the catalyst would be individuals and groups at the fringes of society, and regime change would be violent and chaotic*»<sup>582</sup>.

Ainsi, les manifestations de décembre 1989 étaient suffisamment importantes pour forcer le retrait de certains secteurs de l'armée, et ultimement assurer la chute du dictateur, mais n'étaient pas suffisamment organisées ni assez puissantes pour ériger leurs propres représentants au pouvoir<sup>583</sup>. La faiblesse de l'opposition, découlant de la nature sultaniste du régime roumain, aura donc structuré les possibilités de mobilisation par le bas, qui se déroulèrent de manière spontanée et désorganisée et aura permis à certains membres du Parti communiste roumain organisés sous le

---

<sup>580</sup> Timur Kuran. 1995. «Why Revolutions Are Better Understood Than Predicted: The Essential Role of Preference Falsification: Comment on Keddie» dans Nikki R. Keddie (dir.), *Debating Revolutions*, 1995, New York et Londres: York University Press, p.30.

<sup>581</sup> Mustafa Emirbayer et Jeff Goodwin. 1996. « Symbols, Positions, Objects: Toward a New Theory of Revolutions and Collective Action », *History and Theory*, vol.35, no.3, p.362.

<sup>582</sup> Richard Andrew Hall. 2010. « Theories of Collective Action and Revolution: Evidence from the Romanian Transition of December 1989 », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, no.6, p.1073.

<sup>583</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.285.

groupe *Front de salut national*, un groupe doté des ressources nécessaires, de prendre le pouvoir et d'instaurer un gouvernement « Néo-communiste ». En effet, le changement de régime n'aura donné lieu qu'à une rupture partielle avec le passé, alors que le gouvernement successeur était constitué membres liés au Parti communiste roumain et que certains éléments de l'ancien régime sont demeurés intacts<sup>584</sup>.

#### 4.3 Conclusion

En somme, en Roumanie sultaniste, le processus révolutionnaire a été violent, alors que le régime a ouvert le feu sur ses opposants mais s'est malgré tout effondré, car une combinaison de caractéristiques du régime a fait en sorte que, face à un soulèvement spontané et désorganisé de la population réprimé par le régime qui était idéologiquement convaincu et doté des capacités coercitives (police secrète loyale et indépendance face à Moscou) pour le faire, une faction de l'État menée par Ion Iliescu et hostile envers le leader en raison du personnalisme de son règne a réussi à rallier l'armée, elle aussi mécontente, qui a combattu la garde prétorienne du dictateur et réussi à renverser le régime. En l'absence d'une opposition organisée issue de la société civile, Iliescu et son organisation se sont emparés du pouvoir pour instaurer un régime « néo-communiste ». Différemment, en Tchécoslovaquie bureaucratique-autoritaire, face à des mobilisations de masse pacifiques et relativement organisées réclamant de « vivre dans la vérité », le régime rigide, orthodoxe et dépendant de l'Union Soviétique ayant perdu sa conviction idéologique et la fondation de son acceptation pragmatique avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, a considéré utiliser la force, mais est demeuré paralysé. Après quelques jours d'inaction, la fenêtre d'opportunité du régime s'était refermée et le leadership n'avait d'autre option que de

---

<sup>584</sup> Steven Levitsky et Lucan Way. 2010. *op cit.*, p.99.

capituler en raison de défections massives au sein des organes de l'État l'ayant dépossédé de tous ses moyens coercitifs. La coalition large de l'opposition, organisée sous l'organisation *Forum civique* a réussi à composer le gouvernement successeur.

En passant par l'intermédiaire de « caractéristiques » du régime (leadership, légitimité et déclin idéologique, capacité répressive, force de l'opposition et dépendance/indépendance face à l'URSS), il a ainsi été possible, dans le cadre de ce dernier chapitre, de lier des causes éloignées (types de régimes et leur évolution) aux choix des acteurs au moment des processus révolutionnaires de 1989. Ces choix des acteurs réfèrent évidemment à la décision du leadership de chaque pays d'utiliser la force ou pas, mais aussi aux décisions d'acteurs aux niveaux supérieurs, intermédiaires et inférieurs de l'État de soutenir le régime en situation de crise, d'abandonner le régime, ou encore de joindre l'opposition, générant ainsi des dynamiques de défection et de coalition distinctives dans chacun des cas étudiés. L'argument ayant été proposé dans le cadre de ce chapitre, et plus largement dans le cadre de ce mémoire, est que ces choix, et les dynamiques de coalition et de défection en découlant, peuvent être expliqués par les types de régimes socialistes renversés en 1989 et leur évolution dans la période socialiste.

L'analyse déployée dans ce chapitre permet également d'établir au niveau empirique les avantages d'une distinction conceptuelle entre révolution violente, révolution non-armée et révolution non-violente, telle qu'établie au tout premier chapitre de cette recherche. En effet, une telle typologie des processus révolutionnaires permet de distinguer les cas où la violence contre-révolutionnaire est utilisée (comme la Roumanie) des cas où elle ne l'est pas (Tchécoslovaquie), ce que les concepts actuels ne permettent pas de faire, puisque les chercheurs ne considèrent que la violence perpétrée par les révolutionnaires dans leurs définitions ; la violence contre-révolutionnaire étant considérée comme inévitable. Or, une des caractéristiques les plus surprenantes de la Révolution tchécoslovaque et des révolutions de 1989 de

manière générale à l'exception de la Révolution roumaine est précisément cette absence de violence perpétrée par les régimes. Bref, si la sociologie des révolutions a revu ses définitions depuis les années 1980, en concevant la violence comme un facteur contingent devant être expliqué plutôt que comme faisant partie intégrante de la définition d'une révolution<sup>585</sup>, ce n'est véritablement que la violence révolutionnaire qui est jugée contingente, alors que la violence du régime n'est que peu, voire pas du tout, problématisée.

---

<sup>585</sup> Jack Goldstone. 2003. *op cit.*, p.53.

## CONCLUSION

La sociologie des révolutions s'est jusqu'ici principalement attachée à l'identification des causes des révolutions, soit les conditions nécessaires et suffisantes à l'émergence d'une situation révolutionnaire, alors que le champ de la transitologie a porté un intérêt particulier pour la consolidation démocratique et l'impact des modes de transition pour celle-ci. Il en ressort que très peu d'études ont posé l'étape intermédiaire des révolutions, à savoir les processus révolutionnaires eux-mêmes, comme « résultat » devant être expliqué. Puisque les pays socialistes d'Europe centrale et orientale partageaient une série de caractéristiques communes aux niveaux économique, social et politique, la prévision initiale était que leurs changements de régimes allaient revêtir une forme similaire<sup>586</sup>. Pourtant, trois types de changement de régime ont été identifiés, soit (1) des transitions négociées en Pologne et en Hongrie, (2) des révolutions de velours en Tchécoslovaquie et en République Démocratique Allemande (RDA), et (3) une révolution violente en Roumanie. Si l'on peut facilement concevoir que les régimes réformateurs qu'étaient la Pologne et la Hongrie aient opté pour la voie de la transition négociée, autant la Tchécoslovaquie que la Roumanie avait refusé la voie des réformes. C'est pourquoi cette recherche s'est attachée à expliquer les différences dans les processus révolutionnaires de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie.

L'objectif de cette recherche était de répondre à certaines lacunes de la littérature sur les changements de régime de 1989, à savoir qu'aucune étude n'avait à ce jour réuni tous les critères suivants : 1) la variation dans les processus révolutionnaires posée comme résultat devant être expliqué, 2) un argument fondé sur les types de régimes, 3) une perspective comparative incluant la Roumanie, 4) une analyse détaillée des

---

<sup>586</sup> Grzegorz Ekiert. 2015. *op cit.*, p.324.

cas, et 5) un examen des conditions antécédentes permettant d'expliquer l'établissement de différents types de régimes en 1947-1948. L'objectif était donc ici de proposer une analyse comparative empiriquement détaillée des différences entre les processus révolutionnaires de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, fondée sur des continuités historiques entre la période présocialiste et socialiste, et axée sur les différences entre les régimes socialistes établis dans chacun des pays. Il revient au lecteur de déterminer si ce mandat a bien été respecté.

#### Résumé de l'argument

La recherche qui précède peut être conçue comme une tentative de lier sociologie des révolutions et transitologie, à travers une explication des processus révolutionnaires fondée sur une combinaison de structure (causes éloignées) et d'agentivité (causes de proximité). Mahoney et Snyder ont élaboré une mise en garde à l'effet que :

« [t]he quest for an integrative approach is often a “complexifying” endeavor that sacrifices parsimony in the effort to combine multiple types of explanatory factors. Without devices for managing this complexity, scholars who seek to combine agency and structure run the risk of creating unwieldy frameworks in which “everything matters”.<sup>587</sup> »

Dans le but d'éviter cet écueil, un choix théorique en faveur d'une approche statocentrée et historique a été effectué, limitant ainsi l'éventail des facteurs considérés dans l'explication. De cette manière, l'explication de la variation dans les processus révolutionnaires a été limitée aux différences dans les types de régimes socialistes de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie et à leur évolution durant la période socialiste.

---

<sup>587</sup> James Mahoney et Richard Snyder. 1999b. « Rethinking Agency and Structure in the Study of Regime Change », *Studies in Comparative International Development*, vol.34, no.3, p.21.

C'est au second chapitre de ce mémoire que l'explication a véritablement débuté, avec l'émergence historique de différents types régimes socialistes dans chacun des pays (variable structurelle). Dans ce premier chapitre empirique, l'argument ayant été défendu est que certains héritages de la période présocialiste ont mené à différentes voies d'établissement – et ont favorisé l'émergence de différents types – de régimes socialistes en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Ainsi le degré d'industrialisation, le régime de l'entre-deux-guerres ainsi que l'équilibre des forces de la Seconde Guerre mondiale ont eu un effet sur la force des partis communistes tchécoslovaque et roumain, le premier jouissant d'un soutien accru et le second d'un soutien minimal, ce qui a mené à différentes voies d'établissement du socialisme (approche autonome et graduelle en Tchécoslovaquie et imposition soviétique en Roumanie) et a favorisé différents types de régimes socialistes (bureaucratique-autoritaire en Tchécoslovaquie et socialisme nationaliste ayant évolué en sultanisme en Roumanie).

Dans le troisième chapitre, la manière dont les institutions socialistes ont été remaniées à partir de 1965-1968 face à des pressions internes et externes a été étudiée (variable structurelle contextuellement spécifique). Le printemps de Prague de 1968 en Tchécoslovaquie et le changement de leadership en 1965 en Roumanie suite à la mort de Gheorghiu-Dej ont ainsi été conçus comme des « points tournants » dans l'évolution des régimes, ayant modifié la direction jusqu'alors prise par ceux-ci. Le régime bureaucratique-autoritaire tchécoslovaque, face à une crise économique importante dans les années 1960, et sous pression de l'Union Soviétique pour entamer une étape de dé-Stalinisation, s'est engagé dans des réformes économiques et une certaine libéralisation, qui ont été supprimées par la force par une invasion des pays du Pacte de Varsovie, menant à un changement de leadership, à un retour à l'orthodoxie, à une dépendance accrue face à l'Union Soviétique et à une perte de légitimité au niveau national. De son côté, le régime socialiste nationaliste roumain, qui devait construire la légitimité du nouveau leader face à une succession, a adopté une politique étrangère d'indépendance face à l'Union Soviétique à partir de 1965, et

s'est engagé dans une série de politiques populaires ainsi qu'une certaine libéralisation de 1965 à 1970. Après avoir gagné l'appui de la population, et suite à une visite de Ceaușescu en Corée du Nord en 1971, le régime a ensuite évolué dans une direction de plus en plus sultaniste, aliénant ce faisant une partie de l'appareil d'État. Face à des difficultés économiques dans les années 1980, le régime, qui voyait l'accroissement de sa dette comme une menace à son indépendance économique et politique, a initié des coupures dans les services publics et a dû s'appuyer de manière de plus en plus importante sur sa police secrète pour contrôler sa population.

Finalement, dans le dernier chapitre, la manière dont ces héritages historiques sous la forme de « variables éloignées » ont orienté les choix des acteurs durant les processus révolutionnaires de manière décisive pour le caractère violent ou pacifique des processus révolutionnaires a été examinée. L'argument ayant été défendu est que chaque régime a évolué de manière à être doté d'une série de caractéristiques en 1989 (leadership, déclin idéologique et légitimité, capacité répressive, force de l'opposition, dépendance/indépendance face à l'URSS) dont la *combinaison* a engendré des dynamiques de défection et de coalition durant les processus révolutionnaires. En Tchécoslovaquie, face à des mobilisations de masse pacifiques et organisées, le leadership orthodoxe et dépendant de l'Union Soviétique ayant perdu sa conviction idéologique et la fondation de son acceptation pragmatique avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, a considéré utiliser la force mais n'a pris aucune décision en ce sens. Après quelques jours d'inaction, la fenêtre d'opportunité du régime s'était refermée et le leadership n'avait d'autre option que de capituler en raison de défections massives au sein des organes de l'État. La coalition large de l'opposition, organisée sous l'organisation *Forum civique* a réussi à composer le gouvernement successeur. En Roumanie, le processus révolutionnaire a été violent, alors que le régime a ouvert le feu sur ses opposants mais s'est malgré tout effondré, car face à un soulèvement spontané et désorganisé de la population réprimé par le régime qui était idéologiquement convaincu et doté des capacités coercitives (police

secrète loyale et indépendance face à Moscou) pour le faire, une faction de l'État menée par Ion Iliescu et hostile envers le leader en raison du personnalisme de son règne a réussi à rallier l'armée, elle aussi mécontente, qui a combattu la police secrète du dictateur et a renversé le régime. En l'absence d'une opposition organisée issue de la société civile, Iliescu et son organisation se sont emparés du pouvoir pour instaurer un régime « néo-communiste ».

Ainsi, la structure de l'argument proposé dans le cadre de ce mémoire, passant de causes éloignées et structurelles à des causes rapprochées centrées sur les acteurs, peut s'apparenter à la stratégie intégrative de l'entonnoir (*funnel strategy*), où le point de mire est graduellement resserré du niveau macro au niveau micro<sup>588</sup>.

#### Apports et limites de la recherche

Si les changements de régime dans les deux pays peuvent être qualifiés de révolutions sociales<sup>589</sup>, c'est-à-dire « *a fundamental and relatively rapid transformation of a national society's state structure, economic institutions and/or culture; these changes furthermore are initiated and/or achieved, at least in part, by popular mobilizations, including armed movements, strikes, and/or demonstrations*<sup>590</sup> », une distinction analytique a été proposée en ce qui a trait au lien entre la violence et le processus révolutionnaire, c'est-à-dire l'étape intermédiaire entre l'émergence d'une situation révolutionnaire et le résultat révolutionnaire<sup>591</sup>. Il a ainsi été proposé de distinguer : 1) Les *révolutions non-violentes* où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles non-violentes comme des grèves, des manifestations massives

---

<sup>588</sup> Svend Skanning et Jorgen Moller. 2013. *op cit.*, pp.163-164.

<sup>589</sup> Pour une discussion du mythe du coup d'État roumain, voir la page 104.

<sup>590</sup> Jeff Goodwin. 2001. *op cit.*, p.260.

<sup>591</sup> George Lawson. 2005. *op cit.*, p.65.

ou des boycotts, un régime est renversé sans qu'il n'utilise la force contre sa population. 2) Les *révolutions non-armées* où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles non-violentes comme des grèves, des manifestations massives ou des boycotts, un régime est renversé malgré l'usage de la force contre sa population. Finalement, 3) des *révolutions violentes* où face à un mouvement populaire utilisant des actions non-institutionnelles violentes comme des soulèvements armés, des attentats meurtriers ou des affrontements meurtriers, un régime est renversé malgré l'usage de la force contre sa population. La pertinence d'une telle distinction analytique a été établie au niveau empirique dans le quatrième chapitre, à savoir qu'une telle typologie permet de distinguer les cas où la violence contre-révolutionnaire est utilisée (comme la Roumanie) des cas où elle ne l'est pas (Tchécoslovaquie), ce que les concepts actuels ne permettent pas de faire, puisque les chercheurs considèrent la violence contre-révolutionnaire comme inévitable dans un processus révolutionnaire.

Un des apports de ce mémoire est d'avoir réussi à rassembler des données historiques pour la Tchécoslovaquie et la Roumanie, qui se retrouvent dans des ouvrages différents avec des angles d'approches, questions et cadres théoriques distincts, pour les intégrer dans une comparaison symétrique. Nul part est-il possible de trouver une comparaison symétrique comme celle-ci des trajectoires révolutionnaires de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, et de la formation et évolution de leurs régimes socialistes respectifs, notamment en raison du traitement de la Roumanie comme un cas « exceptionnel » dans la littérature. De plus, les révolutions anti-communistes de 1989 ont souvent été qualifiées d'un « retour de l'histoire », comme si la période socialiste avait été une déviation temporaire de parcours, une bifurcation de la trajectoire linéaire de l'histoire des pays d'Europe centrale et orientale<sup>592</sup>. Cette recherche a, au contraire, permis de démontrer l'existence de fortes continuités

---

<sup>592</sup> Grzegorz Ekiert. 2015. *op cit.*, p.332.

historiques entre la période présocialiste et socialiste de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, ainsi que l'importance des spécificités historiques nationales dans l'explication des processus révolutionnaires différenciés de 1989.

Enfin, cette recherche comporte deux apports principaux. En premier lieu, elle a permis de mettre de l'avant une perspective alternative aux approches purement typologiques des types de régimes, qui, plutôt que s'attacher à la création de nouveaux types et sous-types de régimes pour chaque étape successive de l'évolution historique d'un régime, met l'accent sur la manière dont les régimes évoluent et changent avec le temps face à des pressions internes et externes. En effet, puisque les configurations de pouvoir des systèmes politiques sont constamment changeantes, l'analyse doit être dynamique en ce qu'elle doit tenir compte de l'évolution de chaque régime. Il s'agit ainsi d'un choix en faveur de la complexité, basé sur le postulat que les approches purement typologiques sont utiles en tant que dispositifs de simplification, mais ne permettent pas de remplacer des explications plus complètes. En second lieu, cette recherche a permis d'opérationnaliser la manière dont les régimes et leur évolution permettent d'expliquer les processus révolutionnaires différenciés de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, et ce, via une décomposition des régimes en caractéristiques ainsi qu'une décomposition de l'État en paliers permettant de mettre en lumière des dynamiques de coalition et de défection à l'œuvre durant les processus révolutionnaires.

Comme l'a affirmé Steven Saxonberg, « *many trees have been hewed in order to make it possible to print the enormous body of publications dealing with the collapse of the Soviet bloc*<sup>593</sup> ». C'est pourquoi cette recherche comporte nécessairement des limites en ce qui a trait à la proportion de sources utilisée parmi l'éventail de sources disponibles. Par exemple, la recherche documentaire a été concentrée dans le cadre de

---

<sup>593</sup> Steven Saxonberg. 2001. *op cit.*, p.19.

ce mémoire sur les ouvrages portant spécifiquement sur la chute du Bloc soviétique, ce qui implique notamment que l'importation de théories développées pour d'autres phénomènes ou régions n'a pas été considérée.

Un plus large éventail de cas comparés aurait également pu être bénéfique à l'analyse<sup>594</sup>. L'intégration du cas Est-Allemand au design comparatif aurait notamment été un ajout de taille. En effet, la RDA a connu le même type de transition que la Tchécoslovaquie, et affichait également un type de régime bureaucratique-autoritaire, tout en étant dotée d'une police secrète de plus grande envergure que le StB tchécoslovaque (Stasi). Une comparaison à trois cas, incluant le cas Est-Allemand, aurait ainsi pu contribuer à valider ou invalider certains arguments mis de l'avant dans le cadre de cette recherche. Pour des raisons évidentes de contraintes d'espace et de temps, seule la comparaison de deux cas était toutefois possible. De plus, cette recherche s'est inscrite dans le cadre de la tradition interprétative en sociologie historique, qui compare généralement peu de cas et accorde une importance de premier plan au souci du détail empirique ainsi qu'à la spécificité des trajectoires sur la longue durée, dans le but de donner sens à des processus historiques<sup>595</sup>. La prise en considération d'un ou de plusieurs cas supplémentaires aurait permis de se détacher d'une telle approche et de sa focalisation empirique, permettant ainsi d'atteindre un niveau d'abstraction plus important ainsi que des possibilités de généralisation au-delà des cas étudiés : « *the sacrifice of depth at the expense of breadth is an unavoidable tradeoff in any comparative endeavor.*<sup>596</sup> »

---

<sup>594</sup> Pour une analyse du cas de la RDA, voir Steven Pfaff. 2006. *op cit.*

<sup>595</sup> Theda Skocpol (dir.). 1984. *op cit.*, pp.368-374.

<sup>596</sup> Daniel P. Ritter. 2015. *op cit.*, p.26.

## Avenues pour la recherche future

Cette recherche invite à poursuivre l'investigation dans deux directions distinctes. D'un côté, le tronçonnement de la période étudiée au moment de la fin de la situation de souveraineté multiple porte à se questionner sur les événements ayant suivi le changement de régime dans chacun des pays. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, la relation entre effondrement de régime et effondrement de l'État mériterait d'être étudiée en profondeur. En effet, suite à la Révolution anti-communiste et trois ans de désintégration et de réforme sociale, économique et politique, la Tchécoslovaquie a implosé après 74 ans d'existence<sup>597</sup>. Pourquoi les États soviétique, tchécoslovaque et yougoslave ont été divisés suite au changement de régime, alors que d'autres États de la région sont demeurés intacts est une question fondamentale pour la sociologie et la science politique. De la même manière, les processus de division de l'État ont pris des formes parfois violentes (Yougoslavie), parfois non-violentes (Union Soviétique et Tchécoslovaquie)<sup>598</sup>, ce qui fait écho à la question de recherche posée dans le cadre de ce mémoire et à la question plus large de la violence et de l'absence de violence dans des processus de changements institutionnels de grande ampleur. De plus, si la démocratisation a été réalisée sans accroc en République Tchèque, des régimes hybrides qualifiés d'autoritarisme compétitif ont été introduits autant en Slovaquie (de 1993-1998) qu'en Roumanie (1990-1996 et 2000-2004) avant que les deux pays ne parachèvent leur démocratisation<sup>599</sup>.

---

<sup>597</sup> Abby Innes. 2001. *Czechoslovakia, the Short Goodbye*, New Haven et Londres: Yale University Press, p.1.

<sup>598</sup> Voir Valerie Bunce. 1999. *op cit.*

<sup>599</sup> Les régimes autoritaires compétitifs (*competitive authoritarian*) sont des régimes hybrides dotés de caractéristiques importantes de la démocratie et de l'autoritarisme : « *Competitive authoritarian regimes are civilian regimes in which formal democratic institutions exist and are widely viewed as the primary means of gaining power, but in which incumbents' abuse of the state places them at a significant advantage vis-à-vis their opponents. [...] Competition is thus real but unfair.* » Steven Levitsky et Lucan Way. 2010. *op cit.*, p.5.

D'un autre côté, ce mémoire porte à se questionner sur le même phénomène étudié ici (processus révolutionnaires), tel qu'il est survenu plus récemment dans une autre région du monde. En effet, l'éruption en 2010 d'une série de révolutions ayant été qualifiée de « Printemps arabe » a ramené les révolutions de 1989 à l'avant-plan de la recherche en raison d'une série de similarités entre les deux « vagues de révolutions »<sup>600</sup>. En ce qui a trait à la question de la variation entre les processus révolutionnaires telle qu'étudiée ici, cette nouvelle vague de révolutions se présente comme un nouveau laboratoire méritant d'être exploré. En effet, comme dans le cas des révolutions de 1989 en Europe centrale et orientale, une série de variables peuvent être contrôlées en raison de la proximité géographique et temporelle des événements, et une importante variation dans les processus révolutionnaires peut être identifiée entre les cas. Si l'on reprend la distinction analytique proposée dans cette recherche, la Tunisie et l'Égypte ont connu des révolutions non-armées lors desquelles des manifestations pacifiques ont été réprimées de manière sélective par les régimes causant respectivement 132<sup>601</sup> et 846 décès<sup>602</sup>, alors que la Lybie<sup>603</sup> et la Syrie ont connu des révolutions violentes donnant lieu à des guerres civiles, posant également la question sous-étudiée du lien entre révolution et guerre civile. En juillet 2013, il était estimé que la révolution syrienne avait causé la mort de plus de 100,000 personnes<sup>604</sup>. Si l'analyse réalisée dans le cadre de ce mémoire ne peut pas être transposée ou généralisée à ces nouveaux cas de processus révolutionnaires, celle-ci étant spécifique aux cas étudiés, elle permet malgré tout de mettre en lumière certaines variables dont l'impact mériterait d'être évalué, ne serait-ce que pour invalider leur pertinence pour le « Printemps arabe ».

---

<sup>600</sup> Lucan Way. 2011. « Comparing the Arab Revolts. The Lessons of 1989 », *Journal of Democracy*, vol.22, no.4, pp.17-27.

<sup>601</sup> Daniel P. Ritter. 2015. *op cit.*, p.155.

<sup>602</sup> *Ibid.*, p.166.

<sup>603</sup> Le régime de Kadhafi a d'ailleurs été qualifié de « sultaniste » par plusieurs observateurs. Voir Lucan Way. 2011. *op cit.*, p.21.

<sup>604</sup> Daniel P. Ritter. 2015. *op cit.*, p.179.

## RÉFÉRENCES

Amenta, Edwin. 2003. « What we Know About the Development of Social Policy: Comparative and Historical Research in Comparative and Historical Perspective » dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer (dir.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge et New York: Cambridge University Press, pp.91-130.

Ash, Timothy. 1990. « The Revolution of the Magic Lantern », *The New York Review*, 28 janvier, pp.42-51.

Baban, Adriana et Henry P. David. 1995. « Women's Health and Reproductive Rights: Romanian Experience », *Patient Education Counseling*, no.28, pp.235-245.

Bacon, Walter. 1984. « Romanian Secret Police » dans Jonathan R. Adelman (dir.), *Terror and Communist Politics: The Role of the Secret Police in Communist States*, Boulder et Londres: Westview Press, pp.135-154.

Bendix, Reinhard. 1976. *Nation Building and Citizenship*, Berkeley: University of California Press, 206p.

Berend, Ivan T. 1996. *Central and Eastern Europe, 1944-1993: Detour From the Periphery to the Periphery*, Cambridge: Cambridge University Press, 414p.

Berglund, Sten et al. (dir.). 2013. *The Handbook of Political Change in Eastern Europe*, 3e éd., Cheltenham et Northampton: Edward Elgar Pub., 864p.

Blinkhorn, Martin. 2000. *Fascism and the Right in Europe 1919-1945*, Harlow: Routledge, 192p.

Bren, Paulina. 2011. *The Greengrocer and His TV: The Culture of Communism After the 1968 Prague Spring*, Ithaca: Cornell University Press, 250p.

Brinton, Crane. 1965 [1938]. *The Anatomy of Revolution*, Vintage Books, 320p.

Bunce, Valerie. 1995. « Should Transitologists be Grounded? », *Slavic Review*, vol.54, no.1, pp.111-127.

———. 1999. *Subversive Institutions: The Design and the Destruction of Socialism and the State*, New York: Cambridge University Press, 206p.

- Chechabi, H.E. et Juan J. Linz. 1998. « A Theory of Sultanism 1: A Type of Nondemocratic Rule » dans H.E. Chechabi et Juan J. Linz (dir.). 1998. *Sultanistic Regimes*, Baltimore: The John Hopkins University Press, pp.3-25.
- Chirot, Daniel. 1978. « Social Change in Communist Romania », *Social Forces*, vol.57, no.2, pp.457-499.
- Clipkowski, Peter. 1991. *Revolution in Eastern Europe: Understanding the Collapse of Communism in Poland, Hungary, East Germany, Czechoslovakia, Romania, and the Soviet Union*, New York: John Wiley and Sons Inc., 184p.
- Collier, Ruth et David Collier. 1991. *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton: Princeton University Press, 904p.
- Comninel, George C. 2003. «Historical Materialist Sociology and Revolutions» dans Gerard Delanty et Engin F. Isin (dir.), *Handbook of Historical Sociology*, Londres: SAGE Publications, pp.85-95.
- Daniels, Robert V. 1993. « The End of Revolutionary Empire» dans *The End of the Communist Revolution*, Londres: Routledge, pp.117-135.
- Davies, James. 1962. «Toward a Theory of Revolution», *American Sociological Review*, vol.27, no.1, pp.5-19.
- Deletant, Dennis. 1999. *Romania Under Communist Rule*, Oxford et Portland: Center for Romanian Studies, 203p.
- Dix, Robert H. 1991. «Eastern Europe's Implications for Revolutionary Theory», *Polity*, vol.24, no.2, pp.227-242.
- Dufour, Frédérick-Guillaume. 2015. *La Sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*, coll. « Politeia », Québec : Presses de l'Université du Québec, 458p.
- East, Roger et Jolyon Pontin. 1997. *Revolution and Change in Central and Eastern Europe [revised Edition]*, Londres: Pinter Publishers Ltd, 340p.
- Eisenstadt, Shmuel N. 1977. «Sociological Theory and an Analysis of the Dynamics of Civilizations and of Revolutions», *Daedalus*, pp. 59-78.
- Ekiert, Grzegorz. 1991. «Democratization Processes in East Central Europe: A Theoretical Reconsideration», *British Journal of Political Science*, vol.21, no.3, pp.285-313.

—————. 1996. *The State Against Society. Political Crises and their Aftermath in East Central Europe*, Princeton: Princeton University Press, 448p.

—————. 2015. «Three Generations of Research on Post-Communist Politics – A Sketch», *East European Politics and Societies and Cultures*, vol.29, no.2, pp.323-337.

Ekiert, Grzegorz et Daniel Ziblatt. 2013. «Democracy in Central and Eastern Europe One Hundred Years On», *East European Politics and Societies and Cultures*, vol.27, no.1, pp.90-107.

Emirbayer, Mustafa et Jeff Goodwin. 1996. «Symbols, Positions, Objects: Toward a New Theory of Revolutions and Collective Action», *History and Theory*, vol.35, no.3, pp.358-374.

Evans, Peter E. et al. 1985. *Bringing the State Back in*, Cambridge: Cambridge University Press, 404p.

Fillieule, Olivier et Mouina Bennani-Chraïbi. 2012. « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol.62, no.5-6, pp.767-796.

Fischer-Galati, Stephen A. 1970. «The Socialist Republic of Rumania» dans Peter A. Toma (dir.), *The Changing Face of Communism in Eastern Europe*, Tucson: University of Arizona Press.

Foran, John. 1993. « Theories of Revolution Revisited: Toward a Fourth Generation? », *Sociological Theory*, vol.11, no.1, pp.1-20.

Fowkes, Ben. 1993. *The Rise and Fall of Communism in Eastern Europe*, Londres: Palgrave Macmillan UK, 232p.

Gilberg, Trond. 1990. *Nationalism and Communism in Romania. The Rise and Fall of Ceaușescu's Personal Dictatorship*, San Francisco et Oxford: Westview Press, 289p.

Glenn, John K. 1999. «Competing Challengers and Contested Outcomes to State Breakdown: The Velvet Revolution in Czechoslovakia», *Social Forces*, vol.78, no.1, pp.187-211.

—————. 2001. *Framing Democracy. Civil Society and Civic Movements in Eastern Europe*, Stanford: Stanford University Press, 258p.

- Goldman, Minton F. 1997. *Revolution and Change in Central and Eastern Europe. Political, Economic, and Social Challenges*, New York: M.E. Sharpe Inc., 497p.
- Goldstone, Jack. 1980. «Theories of Revolution: The Third Generation», *World Politics*, vol.32, no.3, pp. 425-453.
- . 2001. «Toward A Fourth Generation of Revolutionary Theory», *Annual Review of Political Science*, vol.4, pp. 139-187.
- . 2003. «Comparative Historical Analysis and Knowledge Accumulation in the Study of Revolutions» dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge: Cambridge University Press, pp.41-90.
- Goodwin, Jeff. 2001. *No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge: Cambridge University Press, 428p.
- Gryzmala-Busse, Anna. 2011. «Time Will Tell? Temporality and the Analysis of Causal Mechanisms and Processes», *Comparative Political Studies*, vol.44, no.9, pp.1267-1297.
- Gurr, Ted R. 2011 [1970]. *Why Men Rebel*, Paradigm Publishers, 423p.
- Hagopian, Mark N. 1974. *The Phenomenon of Revolution*, Dodd: Mead, 402p.
- Hall, Richard Andrew. 2010. «Theories of Collective Action and Revolution: Evidence from the Romanian Transition of December 1989 », *Europe-Asia Studies*, vol.52, no.6, pp.1069-1093.
- Halliday, Fred. 1999. *Revolutions and World Politics: The Rise and Fall of the Sixth Great Power*, Durham: Duke University Press, 402p.
- Harsanyi, Doina Pasca. 1993. «Women in Romania» dans Nanette Funk et Magda Mueller (dir.), *Gender Politics and Post-Communism*, New York: Routledge, pp.39-52.
- Hausleitner, Mariana. 1993. «Women in Romania: Before and After the Collapse» dans Nanette Funk et Magda Mueller (dir.), *Gender Politics and Post-Communism*, New York: Routledge, pp.53-61.
- Havel, Václav et al. 1985. *The Power of the Powerless: Citizens Against the State in Central-Eastern Europe*, New York: M E Sharpe Inc., 228p.

- Heimann, Mary. 2009. *Czechoslovakia: The State that Failed*, New Haven et Londres: Yale University Press, 406p.
- Hollis, Wendy. 1999. *Democratic Consolidation in Eastern Europe: The Influence of the Communist Legacy in Hungary, the Czech Republic, and Romania*, Boulder et New York: East European Monographs et Columbia University Press, 639p.
- Huntington, Samuel P. 1993. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman: University of Oklahoma Press, 366p.
- . 2006. *Political Order in Changing Societies*, New Haven: Yale University Press, 488p.
- Innes, Abby. 2001. *Czechoslovakia, the Short Goodbye*, New Haven et Londres: Yale University Press, 334p.
- Ioanid, Radu. 2000. *The Holocaust in Romania. The Destruction of Jews and Gypsies Under the Antonescu Regime, 1940-1944*, Chicago: Ivan R Dee Press, 352p.
- Johnson, Chalmers A. 1982. *Revolutionary Change*, Stanford: Stanford University Press, 217p.
- Jowitt, Kenneth. 1971. *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944-1965*, Berkeley et Los Angeles: University of California Press, 317p.
- Judt, Tony. 2005. *Postwar. A History of Europe Since 1945*, Londres: William Heinemann, 878p.
- Kalyvas, Stathis N. 2006. *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press, 510p.
- Kaplan, Robert D. 2016. *In Europe's Shadow. Two Cold Wars and a Thirty-Year Journey Through Romania and Beyond*, New York: Random House, 336p.
- Karl, Terry Lynn et Philippe C. Schmitter. 1994. «The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists. How Far to the East Should They Attempt to Go? », *Slavic Review*, vol.53, no.1, pp.173-185.
- Kaufman, Robert R. 1979. « Industrial Change and Authoritarian Rule » dans David Collier (dir.), *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton: Princeton University Press, pp.165-253.

Killingsworth, Matt. 2012. *Civil Society in Communist Eastern Europe, Opposition and Dissent in Totalitarian Regimes*, Colchester: EPCR Press, 184p.

Kimmel, Michael S. 1990. *Revolution. A Sociological Interpretation*, Cambridge: Temple University Press, 252p.

Kitschelt, Herbert and al. 1999. *Post-Communist Party Systems. Competition, Representation and Inter-Party Cooperation*, New York: Cambridge University Press, 457p.

Kotkin, Stephen et Jan T. Gross. 2010. *Uncivil Society: 1989 and The Implosion of the Communist Establishment*, New York: Modern Library, 197p.

Kramer, Mark. 2013. « The Dynamics of Diffusion in the Soviet Bloc and the Impact on Regime Survival » dans Martin K. Dimitrov (dir.), *Why Communism Did Not Collapse. Understanding Authoritarian Regime Resilience in Asia and Eastern Europe*, New York: Cambridge University Press, pp.149-184.

Krapfl, James. 2013. *Revolution With a Human Face. Politics, Culture, and Community in Czechoslovakia, 1989-1992*, Ithaca et Londres: Cornell University Press, 260p.

Kuran, Timur. 1995. «Why Revolutions Are Better Understood Than Predicted: The Essential Role of Preference Falsification: Comment on Keddie» dans Nikki R. Keddie (dir.), *Debating Revolutions*, New York et Londres: York University Press, pp. 27-35.

Kusin, Vladimir V. 1978. *From Dubcek to Charter 77: A Study of Normalisation in Czechoslovakia, 1968-1978*, Édimbourg: Q. Press, 353p.

Lachmann, Richard. 2013. *What is Historical Sociology?*, Cambridge: Polity Press, 160p.

Larsen, Stein Ugelvik. 2000. *The Challenges of Theories of Democracy. Elaborations Over New Trends in Transitology*, New York: Boulder, 488p.

Lawson, George. 2005. *Negotiated Revolutions: The Czech Republic, South Africa and Chile*, Aldershot: Ashgate Publishing Limited, 272p.

Le Bon, Gustave. 2004 [1913]. *The Psychology of Revolution*, Courier Corporation, 353p.

Levitsky, Steven et Lucan Way. 2010, *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes After the Cold War*, Cambridge: Cambridge University Press, 517p.

Linz, Juan J. et Alfred Stepan. 1996. *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 479p.

Mahoney, James. 2003. «Knowledge Accumulation in Comparative Historical Research: The Case of Democracy and Authoritarianism» dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer (dir.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge et New York: Cambridge University Press, pp.131-176.

Mahoney, James et Dietrich Rueschemeyer. 2003. «Comparative Historical Analysis: Achievements and Agendas» dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer (dir.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge et New York: Cambridge University Press, pp.3-38.

Mahoney, James et Richard Snyder. 1999a. «The Missing Variable: Institutions and the Study of Regime Change», *Comparative Politics*, vol.32, no.1, pp.103-122.

—————.1999b. «Rethinking Agency and Structure in the Study of Regime Change», *Studies in Comparative International Development*, vol.34, no.3, pp.3-32.

Mandel, Ernest. 1991. *Beyond Perestroika: The Future of Gorbachev's USSR*, Londres et New York: Verso, 214p.

McDermott, Kevin. 2015. *Communist Czechoslovakia, 1945-89. A Political and Social History*, coll. «European History in Perspective», Londres: Palgrave, 252p.

Migdal, Joel S. et al. 1994. *State Power and Social Forces: Domination and Transformation in the Third World*, Cambridge: Cambridge University Press, 348p.

Moore, Barrington. 2003 [1966]. *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston: Beacon Press, 592p.

Nelson, Daniel L. 1995. «Romania» dans Zoltan Barany et Ivan Volgyes (dir.), *The Legacies of Communism in Eastern Europe*, Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, pp.198-226.

O'Donnell, Guillermo et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, 120p.

Paige Jeffrey. 1975. *Agrarian Revolution: Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World*, New York: The Free Press, 435p.

Petrescu, Dragos. 2010. *Explaining the Romanian Revolution of 1989: Culture, Structure, and Contingency*, Bucarest: Editura Enciclopedică, 453p.

———. 2014a. «The Resistance that Wasn't: Romanian Intellectuals, the Securitate, and "Resistance Through Culture" » dans Joachim von Puttkamer et al., *Die Securitate in Siebenbürgen*, Böhlau Verlag Köln Weimar Wien, pp.11-35.

———. 2014b. *Entangled Revolutions: The Breakdown of Communist Regimes in East-Central Europe*, Bucarest: Editura Enciclopedică, 438p.

Pfaff, Steven. 2006. *Exit-Voice Dynamics and the Collapse of East Germany. The Crisis of Leninism and the Revolution of 1989*, Durham et Londres: Duke University Press, 333p.

Pitcher, Anne et al. 2009. «Rethinking Patrimonialism and Neopatrimonialism in Africa», *African Studies Review*, vol.52, no.1, pp.125-156.

Pittaway, Mark. 2004. *Eastern Europe 1939-2000*, coll. « Brief Histories », Londres: Hodder Arnold, 286p.

Przeworski, Adam. 1991. *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge et New York: Cambridge University Press, 228p.

Renner, Hans. 1989. *A History of Czechoslovakia Since 1945*, New York: Routledge, 200p.

Rice, Condoleezza. 1984. «Czechoslovakian Secret Police» dans Jonathan R. Adelman (dir.), *Terror and Communist Politics: The Role of the Secret Police in Communist States*, Boulder et Londres: Westview Press, pp.155-174.

Riley, Dylan. 2010. *The Civic Foundations of Fascism in Europe. Italy, Spain, and Romania, 1870-1945*, Baltimore: John Hopkins University Press, 258p.

Ritter, Daniel P. 2014. «Comparative Historical Analysis» dans Donatella Della Porta (dir.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford: Oxford University Press, pp.97-116.

—————. 2015. *The Iron Cage of Liberalism: International Politics and Unarmed Revolutions in the Middle East and North Africa*, Oxford: Oxford University Press, 273p.

Roper, Steven D. 2000. *Romania. The Unfinished Revolution*, Amsterdam: Harwood Academic Publishers, 141p.

Saxonberg, Steven. 2001. *The Fall. A Comparative Study of the End of Communism in Czechoslovakia, East Germany, Hungary and Poland*, Amsterdam: Harwood Academic Publishers, 434p.

Schmitter, Philippe C. et Terry Lynn Karl. 1992. «The Types of Democracy Emerging in Southern and Eastern Europe and South and Central America» dans Peter Volten (dir.), *Bound to Change: Consolidating Democracy in East Central Europe*, Institute for EastWest Studies, New York et Prague: Westview Press, pp.42-68.

Schöpflin, George. 1993. *Politics in Eastern Europe*, Oxford: Wiley-Blackwell, 336p.

Sebestyen, Victor. 2009. *Revolution 1989: The Fall of the Soviet Empire*, Londres: Phoenix, 451p.

Sewell, William H. Jr. 1990. «Three Temporalities: Toward a Sociology of the Event», CSST Working Papers, no.58, Ann Arbor: University of Michigan.

Shepherd, Robin H.E. 2000. *Czechoslovakia. The Velvet Revolution and Beyond*, Londres: MacMillan Press, 204p.

Siani-Davies, Peter. 2007 [2005]. *Romanian Revolution of December 1989*, Ithaca et New York: Cornell University Press, 328p.

Skanning, Svend et Jorgen Moller. 2013. *Democracy and Democratization in Comparative Perspective: Conceptions, Conjunctures, Causes, and Consequences*, Série «Democratization», New York: Routledge, 237p.

Skilling, Gordon. 1964. *Communism. National and International. Eastern Europe After Stalin*, Canadian University Paperbooks, Toronto: University of Toronto Press, 168p.

—————. 1966. *The Governments of Communist East Europe*, New York: Thomas Y. Crowell Company, 256p.

—————. 1976. *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, Princeton: Princeton University Press, 924p.

————— (dir.). 1991. *Czechoslovakia, 1918-88. Seventy Years From Independence*, New York: Palgrave Macmillan, 232p.

Skocpol, Theda (dir.). 1984. *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge: Cambridge University Press, 428p.

—————. 1985. *États et révolutions sociales: La révolution en France, en Russie et en Chine*, collection « l'Espace du politique », Paris: Éditions Fayard, 486p.

Slater, Dan et Erica Simmons. 2010. «Informative Regress: Critical Antecedents in Comparative Politics», *Comparative Political Studies*, vol.43, no.7, pp.886-917.

Snyder, Richard. 1998. «Paths Out of Sultanistic Regimes: Combining Structural and Voluntarist Perspectives» dans H.E. Chehabi et Juan J. Linz (dir.), *Sultanistic Regimes*, Baltimore: John Hopkins University Press, pp.49-84.

—————. 2006. «Beyond Electoral Authoritarianism: The Spectrum of Nondemocratic Regimes» dans Andreas Schedler (dir.), *Electoral Authoritarianism: The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, pp.219-232.

Sorokin, Pitirim. 1925. *The Sociology of Revolution*, J.B. Lippincott Company, 428p.

Swain, Geoffrey et Nigel Swain. 2009 [1993]. *Eastern Europe Since 1945*, New York: Palgrave Macmillan, 344p.

Thompson, Mark R. 2002. «Totalitarian and Post-Totalitarian Regimes in Transitions and Non-Transitions from Communism», *Totalitarian Movements and Political Religions*, vol. 3, no.1, pp.79-106.

—————. 2004. *Democratic Revolutions: Asia and Eastern Europe*, Londres: Routledge, 192p.

Tilly, Charles. 1973. «Does Modernization Breed Revolution? », *Comparative Politics*, vol.5, no.3, pp.425-447.

—————. 1975. «Revolutions and Collective Violence», dans Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby (dir.), *Handbook of Political Science*, vol.3, Boston: Addison-Wesley Pub., pp.483-555.

—————. 1995a. *European Revolutions 1492-1992*, coll. «The Making of Europe», Oxford: Wiley-Blackwell, 284p.

—————. 1995b. «To Explain Political Processes», *American Journal of Sociology*, vol.100, no.6, pp.1594-1610.

Trimberger, Ellen K. 1978. *Revolution from Above: Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt, and Peru*, Piscataway: Transaction Books, 196p.

Trotsky, Leon. 2004 [1937]. *The Revolution Betrayed*, Mineola: Dover, 240p.

Vancea, Diane and Lavinia Stan. 2015. *Post-Communist Romania at Twenty-Five: Linking Past, Present, and Future*, Lanham: Lexington Books, 324p.

Verdery, Katherine. 1991. *National Ideology Under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, Berkeley, Los Angeles et Oxford: University of California Press, 406p.

—————. 2014. *Secrets and Truths. Ethnography in the Archive of Romania's Secret Police*, Budapest et New York: Central European University Press, 289p.

Way, Lucan. 2011. «Comparing the Arab Revolts: The Lessons of 1989», *Journal of Democracy*, vol.22, no.4, pp.17-27.

Weber, Max. 1995 [1971]. *Économie et Société – 1. Les catégories de la sociologie*, Paris: Pocket, 410p.

Wheaton, Bernard et Zdenek Kavan. 1992. *The Velvet Revolution. Czechoslovakia, 1988-1991*, San Francisco et Oxford: Westview Press, 255p.

Wiarda, Howard J. 2005. *Development On the Periphery. Democratic Transitions in Southern and Eastern Europe*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 256p.

Williams, Kieran et Dennis Deletant. 2001. *Security Intelligence Services in New Democracies. The Czech Republic, Slovakia, and Romania*, New York: Palgrave Macmillan, 291p.

Wolchik, Sharon L. 1995. «The Czech Republic and Slovakia» dans Zoltan Barany et Ivan Volgyes (dir.), *The Legacies of Communism in Eastern Europe*, Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, pp.152-176.